

# Peuple et Culture 1945-1995



**50 ans d'innovations  
au service de l'éducation populaire**

Sous la direction de Jean-François Chosson



# Peuple et Culture

*50 ans d'innovation*

*au service de l'éducation populaire*

© Tous droits réservés.

© Peuple et Culture

108-110 rue Saint Maur, 75011 Paris

I.S.B.N. 2-909674-03-7

Achevé d'imprimer en août 1995

sur les presses de l'Arbre aux Papiers - B.P. 121 - 72003 Le Mans Cedex.

Dépôt légal à parution.

# Peuple et Culture

*50 ans d'innovation  
au service de l'éducation populaire*

Ouvrage dirigé  
par Jean-François Chosson

coordonné  
par Cathy Vivodtzev

avec la collaboration de  
Corinne Baudelot  
Catherine Beaumont  
Manée Teyssandier

édité par Peuple et Culture  
imprimé par l'Arbre aux Papiers



# Sommaire

<b>Avant- propos</b>	<b>7</b>
<b>Jalons pour une histoire</b>	<b>11</b>
<b>1945-1967 : Peuple et Culture</b>	<b>13</b>
▶ Fiche sur <a href="#">Les fondateurs de Peuple et Culture</a>	<b>14</b>
La génération du Front populaire	15
▶ Fiche sur <a href="#">L'entraînement mental</a>	19
Les valeurs fondatrices du mouvement	20
▶ Fiche sur <a href="#">Les fiches de lecture et thématiques</a>	22
▶ Fiche sur <a href="#">La collection "Regards neufs"</a>	23
▶ Fiche sur <a href="#">Le BASSEPI</a>	24
▶ Fiche sur <a href="#">Les origines de Peuple et Culture Corrèze</a>	26
▶ Fiche sur <a href="#">Les Universités d'été et de printemps</a>	28
▶ Fiche sur <a href="#">Les commissions marquantes de Peuple et Culture</a>	30
De l'âge d'or à la rupture	32
▶ Fiche sur <a href="#">Culture et Télévision</a>	35
▶ Fiche sur <a href="#">Culture et Développement</a>	37
▶ Fiche sur <a href="#">Peuple et Culture Haute-Normandie</a>	38
▶ Fiche sur <a href="#">L'Assemblée générale de 1967</a>	40

1967-1979 : Peuple(s) et Culture(s)	43
La tendance critique	46
▶ Fiche sur Peuple et Culture Haute-Savoie	49
▶ Fiche sur Peuple et Culture Isère	50
La tendance stratégique	51
▶ Fiche sur Peuple et Culture Nord/Pas-de-Calais	54
La tendance fonctionnaliste	56
▶ Fiche sur La convention Peuple et Culture Conèze/ville de Tulle	57
▶ Fiche sur Quelques groupes Peuple et Culture	60
1979-1995 : Peuple et Culture(s)	63
Quel peuple ?	65
▶ Fiche sur L'action culturelle de Peuple et Culture	68
Des cultures ?	69
▶ Fiche sur Peuple et Culture Languedoc-Roussillon	72
▶ Fiche sur Peuple et Culture en Auvergne	74
▶ Fiche sur Peuple et Culture Loire-Atlantique	76
▶ Fiche sur Le secteur "Formation" de Peuple et Culture	84
▶ Fiche sur L'action de Peuple et Culture en milieu rural	86
▶ Fiche sur L'action internationale de Peuple et Culture	88
Des cultures, un peuple	90
Annexes	95
Eléments chronologiques	97
Réseau de Peuple et Culture	103



# Avant-propos

Peuple et Culture a 50 ans.

A l'occasion de ce cinquantenaire, un retour aux sources a été impulsé par les entités nationale et régionales du mouvement. Sondages dans les archives, recueil de témoignages d'acteurs privilégiés, séances publiques de travail consacrées à l'histoire et aux principaux fondateurs : tels sont les différents axes du travail accompli depuis un an et demi.

Au-delà des formes diversifiées et des degrés d'aboutissement variables, tous ces projets ont été animés par une même volonté : ne pas s'enfermer dans une vision passéiste ou nostalgique de l'histoire, mais porter un regard distancié sur les actions réalisées et les mutations traversées, avec le souci, à la lumière du passé, de mieux comprendre les problèmes présents et d'envisager les perspectives d'avenir d'un mouvement d'éducation populaire comme le nôtre.

Dans ce même esprit, profitant de la dynamique enclenchée et des repères déjà constitués, nous avons tenté un aperçu de ces cinquante années écoulées.

"L'histoire est équivoque et inépuisable" pour reprendre les mots de Raymond Aron (dans Introduction à la philosophie de l'histoire, Gallimard, 1986). Les faits sont là. Mais ceux d'entre eux que l'on porte à la connaissance du lecteur et la signification que l'on tend à en dégager sont le fruit de choix. Et ces choix sont forcément subjectifs. Ils traduisent le regard que l'on porte, a posteriori et en fonction de préoccupations particulières, sur le passé.

Le lecteur l'aura compris : ce texte ne prétend en aucun cas à l'exhaustivité, encore moins à la véracité. Ce n'est rien d'autre qu'une "contribution à l'histoire".

Elle est destinée à la fois aux "compagnons de route" de Peuple et Culture et à ceux qui découvrent le mouvement aujourd'hui ou depuis peu et s'y intéressent. Le "jeune militant" y trouvera des repères tandis que le plus ancien pourra confronter sa propre vision de l'histoire à celle qui est proposée ici, l'objectif étant bien de susciter des réactions et d'ouvrir le débat. Que le débat s'ouvre et que se construise, au fil des générations, une mémoire collective au sein de laquelle chacun, dépassant ainsi les divergences, puisse se situer.

Ce document a été rédigé par Jean-François Chosson, militant de longue date de Peuple et Culture, puis soumis au regard critique de la "jeune génération", celui de Corinne Baudelot, Manée Teyssandier et Cathy Vivodtzev ; elles ont, par ailleurs, ainsi que Catherine Beaumont<sup>1</sup>, assuré la réalisation des "fiches" figurant dans le texte sous leur signature.

Ces fiches, qui complètent le récit principal, décrivent brièvement une thématique, une méthode, une action ou un groupe régional dont le rôle a marqué l'histoire de l'association.

Par ailleurs, le lecteur trouvera, en fin d'ouvrage, des éléments de chronologie générale qui retracent les principaux événements de ces 50 années d'existence.

Quant au parti-pris du récit, il s'agit d'une tentative de mise en cohérence entre l'histoire de Peuple et Culture et l'histoire plus vaste de l'éducation populaire ou, plus généralement, des institutions sociales, culturelles et éducatives françaises.

En effet, l'histoire de Pec, véritable microcosme social, est semblable à celle d'une société à l'intérieur de la société. Son évolution n'a jamais été étrangère à celle de la France : elle s'en est nourrie, a su saisir les opportunités pour conforter son dessein, s'y est opposée parfois et a ainsi contribué, avec d'autres, à en modifier le cours.

L'histoire de ce demi-siècle est celle d'une quête incessante, semée d'embûches et de victoires, au service de l'éducation populaire. Ce sont ces innovations que cet ouvrage a donc choisi de retracer.

Mais aucune d'entre elles n'aurait pu voir le jour sans l'investissement et la force de création de ceux et celles qui, à chaque époque et dans chaque région, ont fait vivre l'esprit de Peuple et Culture. Certains sont mentionnés dans le récit mais il nous était impossible de rendre hommage à tous, si nombreux, dans un ouvrage volontairement concis. Que ces acteurs "anonymes" nous pardonnent et qu'ils soient assurés de notre reconnaissance fraternelle. Car Peuple et Culture, n'est-ce pas aussi, et surtout, selon la formule de Bénigno Cacérès, la "rencontre des hommes" ... et des femmes ?

Cathy Vivodtzev 

---

1. Jean-François Chosson est professeur d'études politiques et président de Peuple et Culture depuis 1989.

Corinne Baudelot est directrice des services de l'Union Peuple et Culture.

Manée Teyssandier est conseillère d'orientation et secrétaire générale de Peuple et Culture Corrèze.

Cathy Vivodtzev est chargée de mission "50<sup>ème</sup> anniversaire" au sein de l'Union.

Catherine Beaumont est chargée de mission "culture et communication" au sein de l'Union.



# Jalons pour une histoire

Il existe plusieurs clés pour entrer dans l'Histoire ! Le présent texte propose un cadre général des 50 ans d'histoire de "Peuple et Culture", destiné à tous les responsables, militants et compagnons de route de notre association qui souhaitent contribuer à la construction d'une mémoire collective où nous puiserons les forces pour affronter les défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour ce faire, l'entrée par les "générations" nous est apparue un outil opératoire.


Pour Karl Mannheim<sup>1</sup>, une génération désigne un ensemble de personnes, entrées dans la vie adulte au cours d'une même période, marquées par un événement fondateur. Cette exposition à un même phénomène social cristallise une vision du monde commune qui orientera les significations et prédispositions à agir. Ainsi, le nombre d'années séparant deux générations peut être fort variable : entre la "génération du feu", de la guerre de 1914 et celle des années folles 1920-1925, il existe un véritable fossé à quelques années d'intervalle.

Proposition : les cinquante années de Peuple et Culture peuvent être découpées en trois périodes désignant trois ensembles générationnels :

1945-1967 : Peuple et Culture - Période marquée par l'influence déterminante des fondateurs, génération de la Résistance.

1967-1979 : Peuple(s) et Culture(s) - Génération Mai 68.

1979- 1995 : Peuple et Culture(s) - Génération entrée dans la vie adulte au cours d'une période marquée par la crise économique et la crise du lien social.

Jean-François Chosson 

---

1. K. Mannheim, *Le problème des générations*, Nathan, Paris, 1990, réédition.



1  
1 9 4 5  
6  
7

Peuple et Culture

## Les fondateurs de Peuple et Culture

La création et l'essor de l'association Peuple et Culture sont le fruit de la nécessité et du hasard.

La nécessité, c'est l'élan donné par la politique culturelle du Front populaire dans le climat exaltant de la Libération.

Le hasard, c'est la rencontre de quatre hommes aux qualités exceptionnelles de rigueur intellectuelle et d'imagination dans l'action militante.

Ils ont contribué, avec d'autres, à créer le mouvement et l'ont porté, en tant que principaux responsables, pendant plus de trente ans. Qui sont ces quatre personnages que l'on considère comme "les fondateurs de Peuple et Culture" ?

**Joffre Dumazedier** est à l'origine directe de la création du mouvement, qu'il a présidé jusqu'en 1967 ; il a été porteur des principales innovations qui en ont fait l'originalité, en particulier l'entraînement mental. De formation littéraire, il s'est orienté vers les sciences sociales qu'il a utilisées dans son action d'éducation populaire. Spécialiste mondialement reconnu de la sociologie des loisirs, il est aujourd'hui directeur de recherches au CNRS et professeur à Paris-Sorbonne. Il a publié de nombreux ouvrages sur le développement culturel et les méthodes d'éducation des adultes.

**Bénigno Cacérés**, fils d'émigrés espagnols, compagnon charpentier devenu docteur en sciences sociales, a eu un parcours d'autodidacte exemplaire. Secrétaire général de PEC pendant longtemps, professeur à l'Institut des sciences sociales du travail, directeur de collection aux éditions du Seuil puis de la Découverte, il a écrit plus de 25 ouvrages sur l'histoire de

l'éducation populaire et sur des thèmes liés à l'action culturelle, ainsi que des romans. Il est décédé en 1991.

**Paul Lengrand**, philosophe de formation, a enseigné quelques années puis, en 1948, il est devenu directeur du département "Education des adultes" à l'Unesco. Dans ce cadre, il a organisé des conférences internationales, publié plusieurs ouvrages sur les finalités de l'éducation, et participé à des programmes novateurs en Italie et au Canada. Parallèlement à cette carrière internationale, il a été vice-président de Peuple et Culture et à l'origine de la création de Culture et Développement dont il fut le premier président.

**Joseph Rován**, déporté pour fait de résistance, a rejoint l'équipe initiale de Peuple et Culture en 1947 à la demande de Travail et Culture dont il faisait partie et a en été successivement le vice-président puis le secrétaire général. Journaliste, il est devenu rapidement un spécialiste écouté des relations internationales. Après 1968, il a été nommé professeur à Paris VIII et a joué un rôle moteur dans la construction européenne à partir de l'axe franco-allemand.

Le simple énoncé de ces biographies élémentaires démontre la proximité de Peuple et Culture avec les centres de décision politico-administratifs de l'action culturelle et la volonté de ses militants d'écrire leur propre histoire en relation avec les centres de recherches universitaires.

Jean-François Chosson  
et Cathy Vivodtzev



## La génération Front populaire

Lorsque les fondateurs de Peuple et Culture descendent des plateaux du Vercors ou sortent des camps de concentration, ils sont héritiers d'une histoire : celle du Siècle des Lumières et de la République française. Depuis Condorcet, des militants se sont mobilisés pour que l'article II sur la libre communication des opinions soit accompagné par le droit à l'éducation et à la culture. Mais, plus particulièrement, l'équipe initiale appartient à la génération du "Front populaire". Joffre Dumazedier, Bénigno Cacérès, Paul Lengrand, Joseph Rovin et tous ceux qui ont participé aux premières réunions à Grenoble, à Annecy puis à Paris, avaient entre 20 et 25 ans lorsque le gouvernement du Front populaire est arrivé au pouvoir (lire la fiche sur les fondateurs ci-contre). Ils ont appartenu aux "Auberges de la Jeunesse", mouvement à l'esprit libertaire associant activités de plein air et culturelles, convivialité et ferveur militante pour l'avènement de ce nouveau monde où le besoin de culture deviendrait une force identique à "celle de la faim" selon la belle expression d'Antonin Artaud.

Aussi, apparaît-il utile, dans un premier temps, de traiter la "vision du monde" de cette génération qui entre dans la vie professionnelle et sociale en même temps que, pour la première fois dans l'histoire, un gouvernement met en place une politique culturelle en correspondance avec les défis du siècle. Lorsque Léo Lagrange est nommé sous-secrétaire d'Etat aux Loisirs dans le gouvernement Léon Blum, il s'agit, dans un premier temps, de permettre aux mouvements d'éducation populaire de disposer d'un interlocuteur dans les sphères dirigeantes. En effet, la victoire du Front populaire avait été préparée par le Rassemblement populaire issu de l'appel du 14 juillet 1935 rédigé par Jean Guéhenno et Jacques Kayser. Outre les partis et les syndicats, cette coordination avait bénéficié de l'appui vigoureux d'organisations d'éducation populaire, en particulier la Ligue de l'enseignement, les Auberges de la Jeunesse, la Ligue des Droits de l'Homme<sup>1</sup>. La mise en place de ce nouveau ministère correspondait aussi au vœu personnel de Léon Blum, homme politique mais aussi essayiste et critique littéraire éminent, désireux d'accorder une place importante à la culture dans son action, mais sans idée préconçue sur les modalités institutionnelles de mise en œuvre. En quelques mois, Léo Lagrange, en s'appuyant sur la mobilisation sociale, crée les conditions d'une politique de démocratisation culturelle qui peut être définie comme un programme d'actions coordonnées, émanant de l'autorité gouvernementale, pour modifier l'environnement culturel de la Nation en permettant au plus grand nombre d'accéder aux œuvres capitales de l'humanité.

1. Pour l'ensemble des notes de ce chapitre, se reporter à la page 42.

Elle s'oriente autour de trois finalités en fonction de symboles explicités :

**► La politique culturelle crée les conditions d'un rassemblement autour des valeurs et des modèles qui fondent la singularité d'être français.**

Les Droits de l'Homme, Rousseau, la Commune, Zola et l'Affaire Dreyfus, sont autant de symboles d'un patrimoine inaliénable, de références constitutives de notre identité spécifique, et en même temps, porteuses des valeurs universelles de la démocratie. En cela, les démocrates s'inscrivent dans un processus de création continue ; ils s'opposent au Romantisme allemand, revu par la propagande nazie, s'appuyant sur "le sol, la race et le sang" et pour lequel l'homme appartient d'abord à une communauté façonnée par une histoire et une culture, l'ère du "Heimatsgefühl", c'est-à-dire le sentiment d'être chez soi l'homme enraciné. Pour l'héritier des Lumières, l'homme n'est pas lié par une tradition et une appartenance, mais il doit inventer sa vie en fonction de symboles accessibles à tous les individus. La démocratie française est singulière en ce sens qu'elle est la synthèse du particulier et de l'universel.

**► La politique culturelle s'adresse tout autant à l'affectivité qu'à la raison.**

Certes, dans la ligne de Condorcet, "il faut que la raison devienne populaire", mais l'Etat doit aussi aider à la création : le théâtre et les arts plastiques bien entendu, mais aussi la radio et le cinéma qui conquièrent de nouveaux publics. Il appartient également aux pouvoirs publics de favoriser l'organisation de manifestations, de célébrations, avec des chants qui expriment des sentiments, des émotions, des passions au service des valeurs collectives de la Nation, dont nul ne doit être exclu par la naissance ou la position sociale. Parcourant l'Allemagne, Léo Lagrange avait été impressionné et révolté par l'ampleur des manifestations impulsées par Goebbels, ministre de la Propagande et de la Culture, célébrant le culte d'un "romantisme d'acier" basé sur les cérémonies nocturnes, les oriflammes, les musiques wagnériennes et créant les conditions d'une extase collective au service du Führer. Face à ce conditionnement de la conscience collective, la France pouvait-elle en rester aux comices agricoles et aux bals du 14 juillet ? Ne convenait-il pas de susciter les conditions culturelles de la défense de la Nation alors que débutait la guerre d'Espagne et qu'était signé l'accord Hitler-Mussolini (juillet 36) ? Pour Léo Lagrange, cette problématique était au cœur de son action. Spécialiste de Défense nationale, ami de Malraux, il approuvait les thèses du général de Gaulle sur la nécessité de mettre en place des divisions blindées commanditées par des professionnels compétents. Il est l'un des principaux soutiens de Pierre Cot, contre les "pacifistes bélants", pour faire progresser les crédits militaires de 47%.

► **La politique culturelle s'appuie sur la dynamique associative.**

Certes, il revient à l'Etat de mettre en place des lois et des institutions, mais ce sont les citoyens librement regroupés selon la loi de 1901 qui auront mission de service public, au sens littéral de "service du public". Les Jacobins n'avaient reconnu aucun intermédiaire entre l'individu et la Nation par crainte du retour des corporations, mais la République version Front populaire doit s'appuyer résolument sur la vitalité des groupes sociaux. S'il appartient à l'Etat, par le canal de ses institutions scolaires en particulier, de promouvoir les valeurs qui constituent le ciment d'une Nation porteuse de valeurs universelles, il se doit en même temps de favoriser la capacité des groupes à exprimer la diversité des cultures : la richesse des cultures régionales, par la création du musée des Arts et traditions populaires, les symboles des groupes sociaux qui avaient été exclus de la Nation par des créations collectives telles que le groupe Octobre pour les ouvriers, les nouvelles communautés célébrant le retour à la nature et la fraternité avec le Contadour de Jean Giono, les solidarités chaleureuses des Auberges de la Jeunesse.

La coordination de la politique culturelle du Front populaire avec la politique sociale a été maintes fois soulignée par les historiens et par les philosophes célébrant avec Simone Weil "cette joie pure et sans mélange". La volonté d'inscrire la politique culturelle dans une stratégie d'ensemble, en particulier en relation avec la politique économique, a été sérieusement étudiée mais, faute de temps, n'a pu être menée à bien. Des germes existaient qui auraient pu être fécondés : la tendance planiste était représentée au gouvernement par Jules Moch, Secrétaire général. Le ministre de l'Economie, Charles Spinasse<sup>2</sup>, avait recruté Jean Coutrot, fondateur du groupe "X crise", militant d'un humanisme économique fondé sur la ferveur industrialiste des disciples de Saint-Simon, considérant qu'il était nécessaire de concilier dans la même perspective la planification économique et la politique culturelle, en s'appuyant sur une politique hardie de recherches en sciences sociales. Proche des philosophes personalistes de la revue Esprit, Jean Coutrot est soutenu par André Philipp, futur fondateur des Maisons des Jeunes. Tous deux refusent la planification centralisée sur le modèle soviétique et le libéralisme sauvage, et veulent promouvoir avec ferveur un humanisme économique conciliant productivité et épanouissement des hommes. Ils effectuent des travaux fondamentaux sur la réforme du Conseil national économique, sur la productivité et la concertation sociale. Pierre Mendès-France, dans le second gouvernement Blum, rédige un document sur l'intervention de l'Etat dans le domaine économique. Mais pour l'essentiel la politique culturelle du Front populaire a procédé beaucoup plus de l'inspiration créatrice d'hommes résolus, appuyés sur l'essor des mouvements d'éducation populaire, que d'une programmation

systematique. Elle n'en reste pas moins la première tentative de politique publique cohérente et sera la matrice des politiques qui seront mises en place ensuite dans les périodes de rupture.

En 1940, avec des orientations totalement opposées à l'esprit des Lumières, les services de la jeunesse introduiront la méthode de l'agrément à l'intention des mouvements d'éducation populaire et créeront des écoles de cadres dont la plus importante sera celle d'Uriage<sup>3</sup>, institution composite où les officiers de tradition côtoient les philosophes personnalistes et les héritiers du Front populaire. Tous sont violemment anti-nazis et se préparent ardemment au combat, mais les ardeurs à l'égard du régime de Vichy sont très inégalement partagées. C'est à Uriage, sous l'autorité d'Hubert Beuve-Méry, que l'idée de planification concertée entre patronat et syndicats est reprise, ainsi que les méthodes qui feront en 1945 le succès du Plan : travail en groupes restreints, ascétisme des dirigeants, volonté affirmée de construire une puissance industrielle, garante des libertés démocratiques et de l'indépendance nationale. L'abbé de Naurois ne cèle point ses opinions gaullistes tandis que les officiers de tradition sont fidèles au régime de Vichy, arrivé au pouvoir par la voie légale. D'autres, dont Joffre Dumazedier et Bénigno Cacérès, accompagnés par de Marichard, ancien du cabinet de Léo Lagrange, mettent en place des stages de formation de cadres à l'intention des mouvements d'éducation populaire, en particulier des Auberges de la Jeunesse devenues les "Camarades de la route" qui proclament leur foi dans la laïcité, la mixité et l'internationalisme. Epoque trouble où chacun construit sa vérité au jour le jour, en fonction de compagnonnages éphémères et de repères dont l'ambiguïté n'a d'égale que l'urgence des problèmes à résoudre dans un pays dévasté, soumis à la pression de l'occupant. Dès 1941, les hommes d'Uriage entretiennent des liens discrets et efficaces avec les mouvements de Résistance et, dans l'ombre, organisent des réseaux. Il appartient à chacun de puiser dans la littérature consacrée à cette période, bénéficiant désormais de l'appui de la communauté historienne, pour déterminer son attitude face à une époque qui n'a pas fini de hanter nos mémoires et nos cœurs... Au début de 1943, plus d'équivoque. Les "équipes volantes" partaient d'un château situé au pied du Vercors, dénommé "La Thébaïde" et qui fut rasé et brûlé par les Allemands en 1944. Centre de rencontre et de création, le château constituait une base matérielle, un centre documentaire et d'information, apportant un appui doctrinal aux équipes qui rayonnaient sur le Vercors, la Chartreuse et la Savoie pour assurer la formation des cadres, organiser des rassemblements, développer les messages porteurs d'espoir des grands auteurs et de l'histoire. Ces équipes du Vercors, animées par Dumazedier et Cacérès, vont porter dans les maquis leur message de fraternité et d'espoir en même temps qu'elles persévèrent dans l'expérimentation des méthodes

d'éducation populaire : entraînement mental (lire la fiche ci-dessous), clubs de lecture, veillées culturelles basées sur le jeu dramatique. A Dachau, Joseph Rovan crée et maintient, malgré l'oppression, des réseaux de solidarité qui démontreront leur efficacité lorsque l'heure viendra de reconstruire les fondements de la République, et plus particulièrement l'heure de reprendre, sur d'autres bases, la lutte pour le partage démocratique du savoir et de la culture.

## L'entraînement mental

En s'inscrivant dans la longue durée, la paternité de la méthode d'entraînement mental pourrait être attribuée aux pères Arnaud et Nicolle qui, dans *La logique de Port-Royal* (1650) se proposaient "d'énoncer des règles propres à former le jugement". Mais il revient à Joffre Dumazedier, dès 1942, d'inventer, d'expérimenter et d'assurer les bases scientifiques de la méthode d'entraînement mental dans la Résistance et, à partir de 1945, avec Paul Lengrand à la Bourse du Travail de Grenoble pour un public d'ouvriers et de responsables syndicaux. Plus tard, les opérations mentales seront formalisées à partir des travaux de Dumazedier au laboratoire de Psychologie de l'Enfant du professeur Henri Wallon (1947), des expérimentations de Jacques Barbichon aux Charbonnages de France (1958) et au Centre inter-entreprises de formation avec Vattier (1964).

Basée sur la pédagogie de l'entraînement sportif, l'entraînement mental vise à réduire l'écart entre le mode de pensée du travail manuel et le mode de pensée du travail intellectuel. A partir de situations de la vie quotidienne, la démarche repose sur quatre principes simples :

- une alternance entre des exercices analytiques reposant sur des opérations élémentaires et des exercices globaux ;
- une alternance entre l'imitation et la création ;

- une alternance entre une volonté disciplinée de rigueur et des activités ludiques ;
  - l'évaluation systématique des résultats.
- L'entraînement mental, base méthodologique de la plupart des stages et activités organisés par Peuple et Culture durant de nombreuses années, a enregistré pendant un temps une perte de vitesse au sein du mouvement ; se sont alors développés plusieurs réseaux parallèles, tels que le GREM (Groupe de recherche sur l'entraînement mental) et l'ADREM (Association pour le développement et la recherche sur l'entraînement mental).

Aujourd'hui, l'extension des publics en difficulté mais surtout les nouvelles formes de production s'appuyant davantage sur l'autonomie de cellules de travail restreintes provoquent une forte demande sur le marché d'outils de formation intellectuelle ; l'entraînement mental en est un. Depuis 1994, à l'initiative de Peuple et Culture, des formateurs, qui utilisent l'entraînement mental dans des contextes aussi variés qu'EDF, les GRETA, la formation des animateurs ou l'Education nationale, se réunissent trois journées par an à Chatenay-Malabry pour confronter expériences et réflexions.

Jean-François Chosson 

## Les valeurs fondatrices du mouvement

C'est en 1943 et 1944, dans les maquis du Vercors, que Dumazedier conçoit un mouvement d'éducation populaire reprenant l'élan initial de 1936<sup>4</sup>. Le 22 août 1944, le Comité départemental de Libération, fondé dans le Vercors, s'installe à la préfecture de l'Isère, et le 4 septembre de la même année, Dumazedier est nommé Secrétaire général de la commission Education de celui-ci. Il présente le 3 novembre, avec Paul Lengrand, un ambitieux rapport demandant que la commission se transforme en mouvement Peuple et Culture, s'étendant d'ores et déjà en Haute-Savoie. Il s'agit d'institutionnaliser, de donner un cadre et des perspectives aux animateurs des équipes volantes qui, pendant la nuit de l'occupation, sont allés dans les maquis porter leur message d'espoir dans l'élaboration d'une culture nouvelle, inscrite dans un plan d'éducation des masses, porteur des volontés de la société française. Des contacts sont pris avec Jean Guéhenno, devenu le 1er septembre, directeur de la Jeunesse et de l'Education populaire, et qui fut en 1936 une forte conscience de la vie intellectuelle pour le partage de la culture. Nommé inspecteur de l'Education populaire, bousculant les administrations et associations intronisées, Dumazedier dépose avec son équipe les statuts de l'association en février 1945 et l'agrément du ministère de l'Education nationale est acquis le 10 août 1945.

L'objectif des fondateurs de "Peuple et Culture" est clairement affirmé dans un manifeste rédigé cette même année 1945. Il s'agit de "rendre la culture au peuple et le peuple à la culture". Héritiers des soldats de l'An II et du Front populaire, de Condorcet et du Malraux de la guerre d'Espagne, les militants mettront en place, avec l'appui d'un Etat rénové, les institutions susceptibles de créer cette culture populaire qui ne saurait qu'être une culture commune à tout un peuple, commune aux intellectuels, aux cadres, aux masses. "Elle n'est pas à distribuer. Il faut la vivre ensemble pour la créer..."<sup>5</sup>. A l'issue de la longue nuit de l'Occupation, la Nation doit retrouver son unité et s'engager dans la bataille de la modernisation. Pour les nouvelles élites qui accèdent aux postes de responsabilité, une évidence s'impose : en 1940, la France, nation agricole et artisanale, a été écrasée par une Allemagne qui s'était dotée d'une capacité industrielle puissante sans laquelle le nazisme serait resté le rêve dérisoire de quelques anciens combattants nostalgiques. Il s'agit désormais de faire entrer dans les faits le programme d'action du Conseil national de la Résistance en contribuant à la promotion "d'une élite véritable, non de naissance, mais de mérite et constamment renouvelée par les apports populaires"<sup>6</sup>. Entre la Nation et l'individu, Peuple et Culture suscitera les langages, les symboles, les expressions collectives porteuses des nouvelles solidarités d'une nation industrielle

s'inscrivant dans le sens du Progrès et de l'Histoire. La constitution de 1946 apporte un cadre légal à cette entreprise : "La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle, à la culture". De fait, à partir de 1946, Peuple et Culture affirmera son originalité en orientant son action dans trois directions : un mouvement, un laboratoire, un groupe de pression politique.

### ► Un mouvement

Peuple et Culture est tout d'abord un mouvement militant, composé de groupes actifs dans les régions, luttant pour l'avènement d'un véritable pouvoir culturel. Il ne s'agit pas d'avoir pour ambition de créer une association de masse, mais d'être présent dans des lieux géographiques suffisamment diversifiés pour qu'ils suscitent des modèles d'action transférables.

Le Manifeste "Un peuple, une culture", élaboré au cours de l'été 1945, pose avec force les principes de base de l'engagement militant :

- Le Manifeste se pose d'abord comme un témoignage collectif : *"Ouvriers, syndicalistes, ingénieurs, officiers, professeurs, artistes, nous nous efforcerons de poser suivant les réalités de l'époque, les bases d'une véritable éducation des masses et des élites"*.

- Lignes d'action : *"La culture populaire ne saurait être qu'une culture commune à tout un peuple. Elle n'est pas à distribuer. Il faut la vivre ensemble pour la créer"*.

- Un nouvel humanisme : *"La culture naît de la vie et retourne à la vie... L'humanisme nouveau n'est pas une conception a priori, il est simplement un ensemble de principes qui s'exprime dans un style de vie personnel et collectif : il est la base d'une culture commune"*.

- Des méthodes : l'éducation populaire doit élaborer des méthodes pédagogiques originales.

Le Manifeste restera le document initiateur du mouvement jusqu'aux Assemblées générales de Nîmes (1989) et de Paris (1991-1993) ; celles-ci proposeront en effet de nouveaux textes qui, tout en restant fidèles aux finalités initiales, inscriront des perspectives en fonction des nouveaux défis au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle.

Sur la base du Manifeste initial, des forces militantes se regroupent et créent sur la place de Grenoble des modalités d'intervention innovantes telles que le Centre d'éducation ouvrière pour la formation des militants syndicaux, l'école des cadres militants d'Uriage où les officiers issus de la Résistance participent à une formation commune sur le thème "Armée, école de masse", le Centre inter-facultés dont l'objectif est d'abattre les barrières séparant les enseignants de la vie des travailleurs. Le mouvement s'étend en Haute-Savoie et, en 1945, le Centre d'information des Marquisats est créé à Annecy par Leveugle et Vigny

pour réunir ouvriers, agriculteurs, intellectuels dans l'esprit de la Résistance ; les premiers stages nationaux y sont organisés (lire la fiche sur le groupe de Haute-Savoie en page 49).

A Saint-Etienne, PEC est à l'origine de l'Université du Travail. A Valence, la communauté Boimondeau avec Barbut et Mermoz invente un modèle autogestionnaire d'organisation du travail. En juin 1946, paraît le premier "Cahier de culture populaire". Mais, très rapidement, dans une France détruite où les communications sont très difficiles, l'implantation à Paris s'avère une nécessité fonctionnelle. Joseph Rovin et Chris Marker lancent la revue *DOC* avec des signatures prestigieuses : les critiques André Bazin et Touchard, les metteurs en scène J.M. Serreau et Gaby Monnet, les écrivains Claude Roy et Emmanuel Roblès. Des relations efficaces se créent avec les centres de décision nationaux et internationaux par le canal de l'UNESCO, avec la précieuse implication de Paul Lengrand<sup>7</sup>.

## Les fiches de lecture et thématiques

Les fiches de lecture sont nées durant la Résistance : "Dans le Vercors, sous les rochers, près des braises dont il fallait cacher la fumée aux "mouchards" qui évoluaient dans le ciel, l'éducation populaire continuait. Les textes littéraires, dans un tel climat, ont une nouvelle résonance. Ces hommes, ensemble, prenaient conscience que quoi qu'il arrivât, les forces de lumière triompheraient des forces d'oppression".

Produites plus systématiquement de 1948 à la fin des années 70, les fiches de lecture proposent un montage d'extraits significatifs d'un ouvrage d'une durée de trois quart d'heure à une heure afin de sensibiliser un public à une approche globale et émotionnelle de l'œuvre. A l'issue de la lecture, une discussion permet de partir des impressions ressenties pour dégager les idées générales et, par-delà, expliquer l'œuvre par l'auteur. Démarche inverse de la progression classique partant de l'auteur pour aboutir à des morceaux choisis...

Peuple et Culture a publié plus de 100 fiches de lecture qui ont été testées au préalable par sur des publics diversifiés : des classiques tel *Bouvard et Pécuchet*, mais aussi des réponses à l'actualité comme *Le fils du pauvre* de Mouloud Ferraoun lorsqu'il fut assassiné par l'OAS.

A l'heure actuelle, les fiches de lecture connaissent un regain d'intérêt dans les groupes ayant entrepris des actions de lutte contre l'illettrisme et des ateliers d'écriture.

Sur le modèle des documents réalisés pour la lecture, Peuple et Culture a également publié des fiches musicales et des fiches à thèmes, notamment une série consacrée à "la formation économique des dirigeants" en collaboration avec le Commissariat à la productivité, des fiches "méthodes de formation" sur l'entraînement mental, les méthodes non-directives et l'utilisation de la sociologie.

Jean-François Chosson 



### ► Un laboratoire de recherches

En deuxième lieu, Peuple et Culture se veut un laboratoire de recherches qui, en liaison avec l'université et le CNRS, aura mission d'élaborer des contenus et des techniques spécifiques pour l'éducation des adultes. L'entraînement mental est promu méthode de base, procédé de pensée en même temps qu'affirmation de la foi dans la rationalité instrumentale, au sortir d'un conflit où dans une des nations les plus cultivées du monde "le sommeil de la raison a enfanté des monstres" (Goya).

La revue *DOC*, les fiches de lecture, la collection "Regards neufs" apportent l'instrumentation nécessaire au service des thèmes qui marquent l'avancée de l'éducation populaire vers de nouvelles frontières (lire les fiches sur ces publications ci-dessous).

## La collection "Regards neufs"

La collection "Regards neufs" est née d'une amitié entre Bénigno Cacérès et Paul Flament, fondateur-directeur des éditions du Seuil. Au départ, il s'agissait d'un éditeur plutôt confidentiel s'adressant aux mouvements de jeunesse catholiques. Mais après la guerre, quelques succès retentissants, dont *Le petit monde* de Don Camillo (800.000 exemplaires !) en firent une maison solidement assise.

En 1949, l'idée naît donc entre les deux hommes de créer une collection dont l'objectif serait d'éditer "les livres du maître" de l'éducation populaire. Le pari était audacieux car il s'agissait de la première tentative du genre et le public, à l'époque, apparaissait limité.

Mais les premiers ouvrages parus : *Le tourisme, La lecture, Le sport, La photographie...*, démontrèrent, par-delà son audience, la rentabilité du projet. C'est Cacérès qui en assumait personnellement la direction et c'est dans cette collection qu'il a écrit certains de ses

ouvrages majeurs : *L'histoire de l'éducation populaire, Le mouvement ouvrier, Paris...*

Les volumes sur *Les Jeux Olympiques* et *La chanson* sont l'œuvre de Dumazedier, Ginette Cacérès est l'auteur d'un "Regards neufs" sur *La lecture*, réédité huit fois ! Georges Jean en a publié sur *La poésie, Le théâtre, Le roman* qui conservent toute leur actualité pour les éducateurs d'adultes mais aussi pour les étudiants désireux d'aborder ces domaines avec un "regard neuf" !

Au total, plus de 25 titres parus qui ont été et sont toujours des thèmes porteurs de méthodes et de contenus fidèles à l'élan initial : "la culture part de la vie et doit retourner à la vie"

Jean-François Chosson 

A partir de 1950, le président-fondateur démontre l'apport de la sociologie pour la conquête de nouveaux publics et l'évaluation des résultats de la prophétie fondatrice.

En 1955, la création de l'association "Culture et Télévision" suscite un lien fonctionnel avec les réalisateurs qui manifestent leur volonté d'être des éducateurs populaires (lire la fiche sur Culture et Télévision en page 35).

En 1957, c'est la création du Bureau d'application des sciences sociales et d'éducation populaire pour l'industrie (BASSEPI).

## Le BASSEPI

A partir des années 1956, des formateurs issus des milieux industriels commencent à fréquenter les Universités d'été de Peuple et Culture, en particulier les stages de sociologie et d'entraînement mental. Joffre Dumazedier, toujours sensible aux faits porteurs d'avenir, prévoit l'essor de la formation professionnelle continue, étudie les réalisations les plus significatives aux USA et entreprend une collaboration active avec le Centre inter-entreprises de Boulogne-Billancourt fondé par l'ingénieur Vattier à l'intention des techniciens désireux d'être promus ingénieurs. Cela ne va pas sans problèmes. Pour les ingénieurs marxistes classiques, l'entreprise ne peut qu'être aliénante et non un lieu producteur d'un savoir spécifique. Mais, sous l'influence des économistes de l'éducation, la théorie du "capital humain" fait son chemin et les entreprises importantes créent leur service Formation.

En 1957, Dumazedier provoque la création du Bureau d'application des sciences sociales et de l'éducation populaire pour l'industrie (BASSEPI) avec, outre Vattier qui devait devenir directeur de la Formation continue au ministère de l'Éducation nationale en 1972, Bregson de la SNECMA, Barbichon des Charbon-

nages de France, Granouillac, Delaigue d'Air France... Le BASSEPI entreprend une réflexion innovante et prophétique sur l'application des objectifs et méthodes de l'éducation populaire au secteur industriel : les méthodes sociologiques pour l'analyse des besoins de formation des cadres, l'entraînement mental pour les catégories en situation de promotion, et les réflexions sur les contenus de la culture générale des dirigeants à partir des expériences issues des grandes entreprises françaises et américaines.

Mais cette tentative ne sera pas suffisamment structurée et restera peu soutenue par l'ensemble du mouvement. Dumazedier, treize ans avant la loi de 1971 sur la formation professionnelle continue, avait cependant perçu l'importance de l'investissement dans la formation des cadres dans une société industrielle. A l'issue des nuits de Grenelle en 1968, les syndicats signeront le premier accord sur la formation.

(pour plus de détails sur l'implication de Peuple et Culture dans le champ de la formation professionnelle, lire la fiche sur la formation, p 84)

Jean-François Chosson 

A partir de 1958, les Universités de printemps à Boulouris et les Universités d'été à Houlgate sont le témoignage de cette vitalité créative. Réunissant 150 à 200 personnes réparties sur 7 à 8 stages fonctionnant parallèlement sur des thèmes qui vont de l'entraînement mental à l'animation de bibliothèques en passant par les arts plastiques et la musique, les Universités sont à l'origine d'un dialogue fécond entre militants, décideurs et créateurs autour de tronc communs sur des thèmes d'actualité : la promotion sociale, l'urbanisme sur la place publique, l'action culturelle dans les pays en développement... Rassemblements studieux certes mais aussi fraternels et festifs, suscitant des amitiés solides qui se révéleront durables et efficaces lorsque l'éducation populaire s'inscrira dans une politique globale d'action culturelle et d'éducation permanente. Les participants allemands, belges, italiens... contribuent à la construction de l'Europe de l'éducation populaire. Sous le soleil de Boulouris, les pays africains à l'indépendance nouvellement acquise participent à l'élaboration de méthodes et de contenus en correspondance avec les défis auxquels ils sont confrontés. Lieu de débats mais également de création collective, les Universités "Peuple et Culture" ont été le véritable creuset de l'identité du mouvement (lire la fiche sur les Universités d'été et de printemps en page 28).

### ► Un groupe de pression politique

Peuple et Culture est aussi, au sens noble du terme, un groupe de pression politique qui intervient sur le plan local et national pour promouvoir des réformes et formuler des propositions dans le domaine de la formation des adultes et de l'action culturelle, un véritable pouvoir culturel indépendant des partis et des syndicats. Avec d'autres associations, notamment la Fédération nationale des foyers ruraux, Peuple et Culture devient une association à base nationale affiliée à la Ligue de l'enseignement ; pour Peuple et Culture, cependant, la laïcité ne se définit pas par l'attachement à une institution mais à un style de vie basé sur la reconnaissance du caractère sacré de la personne, la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la reconnaissance de la religion comme fait culturel. Le combat pour les valeurs laïques ne doit pas être centré exclusivement sur l'école, mais également se situer dans tous les secteurs où s'affirme la vitalité intellectuelle d'une Nation républicaine, par exemple dans l'entreprise, le service militaire, le statut de la radio-télévision. Peuple et Culture pratique donc, vis-à-vis de la Ligue de l'Enseignement, une politique "d'indépendance dans l'interdépendance".

Par ailleurs, l'idéal laïque issu de la philosophie des Lumières doit contribuer à découvrir de nouveaux rivages, basés sur la fraternité des peuples. Aussi, dès 1946, à contre-courant de l'opinion publique, Peuple et Culture internationalise-t-il son action en contribuant à la renaissance des Universités populaires allemandes : "Nous aurons

## Les origines de Peuple et Culture Corrèze

En 1948, Roger Eymard, un jeune instituteur corrézien, participe à Annecy à un stage "Arts dramatiques" organisé par Jeunesse et Sports. Il se trouve que par hasard, mais il n'y a pas de hasard bien sûr, une session sur le cinéma a lieu dans les mêmes locaux, organisée par Peuple et Culture et animée par Hervé Bazin et Gabriel Monnet. Beau et symbolique début pour un premier contact avec Peuple et Culture !...

Quelques mois plus tard, le jeune Eymard rencontre Joffre Dumazedier à Guéret, en Creuse, lors d'un reportage sur les Jeux olympiques d'Helsinki.

En 1949, Roger Eymard et Jean Tamain (lui aussi instituteur) participent à un stage d'entraînement mental à Houlgate, animé par Bénigno Cacérès et Joffre Dumazedier...

Dès cette époque, l'idée de lancer un groupe corrézien est dans l'air...

La création statutaire aura lieu en 1951. Dans un territoire profondément rural, à peine sorti du XIX<sup>e</sup> siècle et qui vient de vivre une forte résistance à l'occupant allemand, une poignée de jeunes militants\*, la vingtaine passée, issus des mouvements de jeunesse, vont porter l'utopie de Peuple et Culture.

Considérant la "culture" au sens large comme moyen d'appréhender et de comprendre le monde et son propre environnement, ils vont, en quelques

années, développer, dans un véritable "désert culturel", des oasis qui ne resteront pas éphémères.

Dans ces premières années, l'action de Peuple et Culture Corrèze, qui s'adresse, pour reprendre l'expression souvent utilisée par les militants corréziens dans ces années-là, à "ceux et celles que l'école a quittés trop tôt", comprend deux axes étroitement liés :

► **la formation économique et sociale**, avec comme base méthodologique l'entraînement mental, qui se compose d'actions de formation (compréhension du milieu environnant, coopération agricole, formation de bénévoles responsables d'associations) et de voyages d'études ;

► **l'action culturelle** autour de la lecture, du cinéma, des arts plastiques, du théâtre, de la chanson française et de voyages culturels ; cette implication dans le champ culturel consistait diffuser les arts et à l'accompagner d'un travail pédagogique : discussion et réflexion autour d'un livre, d'un film, d'une œuvre ou d'un spectacle, sous la forme de clubs, de veillées, de week-end ...

Des thématiques qui marquent la continuité, puisque plus de trois décennies plus tard, elles demeurent les principaux champs d'intervention de Peuple et Culture Corrèze.

---

\* Roger Eymard, Jean Tamain, Jacques Gratadour, Paul Gasnet, Claude Séguay, vite rejoints par Marie-Hélène Chèze et René Bossontrot ; puis René Lavigne, un des premiers instituteurs mis à disposition.

l'Allemagne de nos mérites" écrit alors Joseph Rován<sup>8</sup>. Les dirigeants de Pec considèrent que l'axe de l'Europe, donc l'axe de la paix, dépend de la solidité de l'axe franco-allemand. Des échanges sont systématiquement organisés avec les responsables des Universités populaires avec l'appui décisif du Haut-commandement. Dans ce domaine, Joseph Rován, journaliste de profession et historien reconnu de l'Allemagne, acquiert une grande audience des deux côtés du Rhin. Paul Lengrand entreprend un travail analogue en Italie qui aboutit en 1955 à la rencontre de Sermoneta avec les associations démocratiques d'éducation populaire. De son côté, Dumazedier noue des contacts fructueux avec les Yougoslaves dont le pays échappe à l'emprise stalinienne. Plus tard, il nous fera connaître les sociologues de l'Académie socialiste de Prague à la recherche d'un modèle humain de civilisation industrielle, et les premiers frémissements de la révolution silencieuse du Québec. Au Maroc, Jean Leveugle développe un important travail de formation des cadres et s'appuie résolument sur les militants régionaux, dont ceux de Peuple et Culture Corrèze, association créée en 1951 (à propos de cette création, lire la fiche ci-contre), pour diffuser les méthodes et les techniques d'éducation populaire.

A Peuple et Culture, il n'existe pas de secteur international, mais chacun, dans son domaine, fait fructifier des échanges permettant de situer son action dans une perspective étendue à tous ceux qui, par-delà les frontières, ont entrepris le même combat contre les inégalités culturelles (lire la fiche sur le secteur international de Peuple et Culture en page 88).

Peuple et Culture est agréé par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports en 1945 et par le ministère de l'Education nationale en 1951, et les relations avec ces deux autorités de tutelle ne posent guère de problèmes : le nombre de permanents est faible, les subventions également, ... et les fonctionnaires sont, pour la plupart, issus de la Résistance. Mais, hormis quelques liens occasionnels avec le Commissariat à la Productivité, il existe peu de rapports fonctionnels avec le Commissariat au Plan, et d'une manière générale, avec les centres de décision qui conduisent la politique de modernisation industrielle ; malgré tout, des liens informels se créent avec ceux qui, patiemment, hors des cénacles parlementaires, construisent les fondements de l'édifice européen, d'abord par la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) puis par le traité de Rome (1957).

Cette synergie, patiemment édifiée, entre le mouvement, le laboratoire et le groupe de pression a été à la base de l'audience et de la fécondité intellectuelle du mouvement. Certes, les tensions et les conflits ont marqué les rendez-vous de l'histoire, en particulier en 1947 lorsque le stalinisme étendait sa chape de plomb, provoquant la coupure avec les

comités d'entreprise soutenus par la CGT. Au total l'unité du mouvement a néanmoins prévalu. La fidélité à la lettre et l'esprit de la loi de 1901 a bien entendu joué un rôle pour le fonctionnement régulier des instances démocratiques, mais les Universités d'été fécondes et festives (lire la fiche ci-dessous), les travaux d'une dizaine de commissions spécialisées (lire la fiche à la page 30), les rencontres fraternelles ont maintenu des liens fondateurs et des amitiés qui ont résisté aux déchirements du mouvement ouvrier, au renouveau des corporatismes, aux débats politiques et aux aventures coloniales de la IV<sup>e</sup> République.

## Les Universités d'été et de printemps

Entre 1958 et 1975, les Universités d'été et de printemps de Peuple et Culture ont réuni chaque année 150 à 200 personnes, durant deux semaines pour les premières et trois jours pour les secondes, dans un climat conciliant chaleur conviviale et rigueur dans les contenus.

Les manifestations s'organisaient autour de quatre pôles :

- Tout d'abord, trois ou quatre séances plénières au cours desquelles les participants étaient informés et discutaient sur un problème considéré comme fondamental pour le devenir de l'éducation populaire. Par exemple : "l'art dans la cité" ou "les mutations de l'espace rural", ou encore "l'action culturelle dans les grands ensembles". Les tribunes suivaient la progression classique : fait → idées → actes.
- Des travaux en groupes restreints sur les méthodes et contenus de l'éducation populaire : sciences sociales, entraînement mental, diffusion des arts plastiques, animation de bibliothèques.
- Des séquences de loisirs culturels : ciné-clubs, sport, créations collectives, jeu dramatique...

- Des séances festives... ou bachiques, organisées ou spontanées.

Au fil des années, les Universités de Boulouris (Var) ont été plus spécialement centrées sur les pays en voie de développement, sous la direction de Michel Debeauvais, et celles d'Houlegate sur la diffusion des arts, sous la direction de Georges Jean.

Depuis 1990, les Universités d'été sont à nouveau organisées, avec une approche un peu différente parce que plus étroitement centrée sur l'action des associations membres de Peuple et Culture : désormais, il s'agit d'approfondir un ou plusieurs domaines d'intervention (par exemple, les échanges internationaux) et d'effectuer une réflexion sur les défis auxquels seront confrontées nos équipes, avec l'appui d'experts et une ouverture aux partenaires extérieurs. Aujourd'hui comme hier, les Universités sont le véritable creuset du mouvement.

Jean-François Chosson 



De Houlgate à la fin des années 50 (haut) à Saint-Marc-sur-Mer en 1994 (bas), les Universités d'été de Peuple et Culture combinent rencontres studieuses et cadre agréable...

## Les commissions marquantes de Peuple et Culture

Les commissions sont des groupes de travail nationaux, permanents ou constitués ad hoc pour l'étude d'une question particulière. Chaque commission publie des documents et élabore les programmes de stage.

Un aperçu de trois d'entre elles qui ont marqué leur époque.

### ***Education populaire et habitat***

A partir des années 55-60, l'expansion économique, homogène et stable, donne à la France les moyens de construire les logements susceptibles d'accueillir la vague démographique de l'après-guerre.

En 1962, Peuple et Culture organise une rencontre dans la cité du Polygone, à Valence, qui doit recevoir 12.000

habitants, sur le thème "Les problèmes humains des grands ensembles". Il s'agit d'étudier les conditions d'accueil des nouveaux habitants, les rapports humains et l'animation des équipements culturels.

Un document de base intitulé "Cités nouvelles et participation" est proposé aux autorités locales.

Entre 1962 et 1966, la commission "Habitat" connaît une belle vigueur sous l'impulsion de Rován, rejoint par l'équipe de sociologie des loisirs et Pierre Goutet. Plusieurs colloques et une Université d'été sont organisés, en collaboration active avec l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), notamment à Paris où Rován, avec l'appui de Paul Chaslin, présente le rapport initial "Pour un Pari(s) démocratique". L'appel final propose de substituer une volonté commune éclairée et concertée à la loi de la pesanteur des choses et au désordre des intérêts privés.

Cette collaboration entre PEC et l'ADELS se révélera féconde et s'étendra aux problèmes d'aménagement du territoire. Peuple et Culture se verra confier l'élaboration de la politique culturelle, en relation avec l'aménagement de la côte Aquitaine.

Le Groupe de recherches pour l'éducation et la promotion (GREP), présidé par Paul Harvois, apportera une dimension rurale à ces opérations qui donnent un visage nouveau à des régions jusqu'ici restées à l'écart des grandes mutations.

Une convention sera signée entre les trois associations pour l'organisation de sessions et la rédaction de publications communes.

### ***Esthétique de la vie quotidienne***

En 1959, un groupe de créateurs et d'architectes proches de Peuple et Culture lance un manifeste et une série de stages sur le thème "Esthétique de la vie quotidienne et art d'habiter". Ils partent d'un constat : les conditions de vie, la prolifération de séries de formes âbatardies, l'industrialisation des objets d'usage courant permettent de moins en moins l'élaboration de critères personnels de jugement, émoussent la perception sensorielle et notre faculté d'attention.

L'objectif de la commission est donc de réapprendre à reconnaître et à nommer ce que nous ressentons, de devenir apte à choisir et à faire, et de participer à l'élaboration d'un nouvel art de vivre.

Pour cela, quelques principes de base :

- ne pas dissocier la création de l'aspiration à un mode de vie ;
- considérer que tout choix est créateur et qu'il importe d'en être conscient ;



●●● - affirmer que toute œuvre exemplaire crée un effet tonique même si elle est contraire à nos aspirations.

La méthode proposée n'est pas une technique mais elle consiste à "se laver les yeux" et, par un entraînement progressif, à apprendre à percevoir et à comprendre. A l'issue d'une information préalable, des exercices de libération sont proposés, puis les stagiaires réalisent une création collective.

Ces hypothèses de travail très prometteuses ont été expérimentées dans quatre stages et des journées d'études à l'intention d'enseignants.

Elles n'ont pas été mises en œuvre et poursuivies avec la continuité nécessaire pour être formalisées. Mais, à l'heure actuelle, elles pourraient être reprises par les médiateurs à la recherche de chemins nouveaux entre les créateurs et leur public.

### **Sciences sociales**

Le président-fondateur de Peuple et Culture, Joffre Dumazedier, d'abord inspecteur de l'éducation populaire, se tourne très vite vers la sociologie appliquée aux loisirs, un domaine dans lequel il acquiert progressivement une renommée internationale. Son influence est considérable dans l'éducation populaire et plus largement, dans le milieu des décideurs des politiques culturelles. A Peuple et Culture les relations entre les militants et les chercheurs peuvent être caractérisées selon quatre périodes :

- Dans un premier temps, de 1945 à 1956, les méthodes d'enquêtes sociologiques sont des outils au service du militant ("La culture doit partir de la vie pour retourner à la vie"). L'enquête-participation permet de s'approprier des connaissances pour être

plus efficace dans l'action et acquérir une culture basée sur la critique de la vie quotidienne" (Lefebvre, 1947).

- A partir de la rencontre de Wegismont (1956), la sociologie, désormais reconnue comme discipline universitaire, fait officiellement son entrée à Peuple et Culture par le canal d'une commission très active qui organise des sessions au cours des Universités d'été, publie des documents de base (1960) et inspire très directement la brochure "Planification et éducation populaire" (1964). Le colloque de Bourges (1965) marque le point culminant de cette rencontre entre les sociologues devenus conseillers du Prince, les décideurs et les militants associatifs. C'est l'âge d'or de la sociologie fonctionnaliste.

- 1968 marque une rupture ; la commission Sciences sociales est très divisée entre les tenants du développement culturel, toujours présents dans les groupes de travail du Plan, et ceux qui, avec Bourdieu, adoptent les thèses des sociologues critiques dénonçant la "reproduction" inexorable, les "héritiers" privilégiés et l'Appareil Culturel d'Etat.

- A partir des années 75-80, la commission Sciences sociales n'existe plus, mais la sociologie fait partie intégrante des programmes de formation d'animateurs. Les sociologues, devenus compagnons de route des militants, apportent leur concours à des opérations innovantes, telle Sallaumines-Noyelles, formalisent des expérimentations sociales, analysent les politiques publiques, effectuent des études préalables à des rencontres à thème sur l'histoire de l'éducation populaire.

Jean-François Chosson

## De l'âge d'or à la rupture

Le passage de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République allait provoquer des changements institutionnels, et plus largement une transformation de l'espace public, en particulier du secteur de l'éducation populaire. Depuis 1950, les associations étaient placées, sur le plan administratif, sous le postulat débonnaire de la Jeunesse et des Sports ; dans la mouvance de l'Education nationale, l'hégémonie relative de la Ligue de l'enseignement était estimée gardienne d'une laïcité intransigeante.

En 1958, arrivé au pouvoir dans des conditions confuses, le gouvernement du général de Gaulle est d'abord observé avec méfiance par les associations d'éducation populaire. Mais d'emblée, de Gaulle marque sa volonté de régénérer l'Etat pour conduire la Nation, portée par une expansion économique désormais homogène et stable. "Il n'y a de France que grâce à l'Etat..." et il proclame "l'ardente obligation du Plan" autour duquel doivent se fédérer les énergies. Cette politique économique ambitieuse s'accompagnera d'une volonté de développement culturel planifié qui, depuis les années 50, est la ligne de force de l'action de l'équipe nationale de Peuple et Culture. La "loi immobile sera remplacée par le plan négocié et mobilisateur", déclare Joseph Rovin dans son ouvrage sur la *Démocratie*<sup>9</sup>. Les alternatives de choix seront éclairées par la science économique, mais aussi par la sociologie. Les groupes sociaux participeront à cette politique ambitieuse grâce à la dynamique des groupes restreints. Pour la première fois dans l'histoire, des liens fonctionnels sont créés entre les centres de décision économiques et le secteur de l'éducation populaire.

Sous la V<sup>e</sup> République, les relations avec l'Etat-entrepreneur deviennent singulièrement plus compliquées. Dès 1959, Michel Debré fait voter une loi-programme de Promotion sociale et crée un Conseil de gestion interministériel. En 1960, Maurice Herzog relance les travaux du Haut Comité à la Jeunesse et à l'Education Populaire où il met en discussion une loi-programme d'équipement socio-éducatif. Dans le secteur agricole, la loi complémentaire d'orientation Debré-Pisani crée la promotion collective agricole qui, outre les organisations professionnelles, intronise les associations à vocation socio-culturelle. Le nouveau ministère des Affaires culturelles, dirigé par André Malraux, entreprend une politique hardie d'implantation des Maisons de la Culture, avec l'appui d'une petite équipe de fonctionnaires imaginatifs venus du corps d'Outre-Mer.

Les responsables de Peuple et Culture, en particulier Joseph Rovin, jouent un rôle décisif dans ces nouveaux centres de décision

devenus autant de zones d'incertitudes ouvertes à la créativité des acteurs.

L'Etat-entrepreneur manifeste son dynamisme dans le secteur industriel et dans l'action culturelle. Désormais, les militants d'éducation populaire sont conviés à participer à l'avènement d'une société post-industrielle, basée sur une croissance homogène et stable, éloignant à jamais le spectre des grandes désespérances... mais également les illusions lyriques des idéologies qui se voulaient mobilisatrices. Désormais, les sciences sociales, en objectivant ressources et contraintes, permettent d'éclairer les alternatives de choix pour une programmation à moyen terme. D'abord réticentes, les associations d'éducation populaire acceptent le dialogue, puis participent activement à l'élaboration de politiques publiques qui ouvrent audacieusement de nouvelles perspectives.

En 1960, Peuple et Culture fait paraître une brochure intitulée "Planification et éducation populaire", sous l'inspiration de Dumazedier et Rovan, où l'idée sous-jacente de pouvoir culturel est soutenue par l'exigence d'une instance de décision autonome, dont les travaux seraient éclairés par des recherches sociologiques. L'expression "développement culturel" fait son apparition dans le vocabulaire des responsables. Le président-fondateur de Peuple et Culture vient de publier un livre-phare *Vers une civilisation du loisir* ?<sup>10</sup> où il démontre l'importance du temps social libéré pour la création de nouveaux équilibres entre l'individualité et la collectivité, à tous les âges de la vie. De son côté, Joseph Rovan utilise avec efficacité les horizons ouverts par les nouvelles institutions, en particulier en travaillant auprès de son ancien compagnon de déportation Edmond Michelet, alors Garde des Sceaux, notamment pour la réforme du système pénitentiaire.

En 1965, le colloque de Bourges, organisé par Peuple et Culture et le nouveau service des Études du ministère de la Culture dirigé par Augustin Girard, intronise le concept de développement culturel. Il signifie "*une intervention consciente et volontaire dans le domaine de la culture, émanant d'une instance de synthèse, élaborée en fonction de critères issus d'un système de valeurs, appliquée à la situation probable d'une unité sociale donnée pour une période déterminée*"<sup>11</sup>. Ce concept est issu d'une idéologie, celle de la planification concertée, de la "troisième voie" entre capitalisme et communisme où l'on retrouve les polytechniciens de "X crise", les héritiers spirituels d'Emmanuel Mounier, les économistes keynesiens, les fidèles de la participation gaullienne, les représentants syndicaux de la "nouvelle classe ouvrière" et les jeunes agriculteurs de la "révolution silencieuse". Il s'appuie comme tout concept sur une théorie du changement social : la sociologie prévisionnelle.

Les objectifs généraux du IV<sup>e</sup> Plan ont été certes déterminés par les économistes qui tablent sur un accroissement du PIB de 24% en quatre ans pour affronter la compétitivité internationale et, en même temps, répondre aux problèmes posés par la vague démographique de l'après-guerre qui déferlait dans les écoles et sur le marché de l'emploi. Mais les sociologues veulent désormais jouer un rôle majeur non seulement en analysant les besoins et en formalisant les alternatives de choix à l'intention des décideurs, mais aussi en délivrant l'instrumentation qui permettra aux militants d'éducation populaire d'associer en synergie prophétie fondatrice et prévision rationnelle. Il s'agit de dépasser le positivisme durkheimien pour formuler une problématique prévisionnelle afin de réduire les incertitudes du futur. En ce sens, le colloque de Bourges est une séance inaugurale. Jacques Delors, responsable de la commission des Affaires sociales, tout en énonçant les difficultés de planifier dans les domaines sociaux et culturels, y effectue un plaidoyer pour l'établissement des comptes culturels de la Nation. L'économiste Platier veut promouvoir des opérations interdisciplinaires pour mieux saisir les préférences et les comportements des consommateurs de culture. Mais, surtout, ce qui a posteriori est tout à fait étonnant, c'est l'apparent consensus qui paraît être la règle dans la communauté sociologique. En effet, outre Dumazedier, les principaux maîtres à penser de cette science sociale, alors en plein essor, apportent leur provende d'intellectuels-experts à ce concept en émergence : Chombart de Lauwe, Bourdieu, Crozier, Kaës... et participent à l'élaboration d'un ambitieux programme de recherches sur le développement culturel. Les militants apparemment séduits apportent le renfort des travaux du Haut Comité de la Jeunesse et plus largement celui des usagers prolétaires revendiquants, dont Joseph Rovin est le porte-parole écouté, dans les cercles du Prince. C'est l'âge d'or des Universités de printemps et d'été.

Certes les débats commencent à germer entre les responsables des nouvelles Maisons de la Culture et ceux des Maisons des Jeunes et de la Culture. Pour les premiers, il faut promouvoir l'action culturelle afin de "permettre au plus grand nombre d'accéder aux grandes œuvres de l'humanité" (Malraux, 1962), et de mettre fin définitivement au "mot hideux de province". Pour les seconds, tenants de l'animation socio-culturelle, il convient de structurer la vie sociale et de favoriser la participation par l'utilisation de méthodes semi-directives. Les lois de promotion sociale et d'équipement socio-éducatif sont votées par l'Assemblée. Emblématiquement, Malraux crée le ministère de la Culture. Fait majeur, le commissariat au Plan devient un lieu d'intenses discussions avec le secteur éducatif et commande des études sociologiques au CNRS.

Pour le groupe de pression national PEC, il n'est qu'une politique possible : faire preuve d'imagination créatrice dans les centres de décision, en particulier les commissions du IV<sup>e</sup> Plan, et aussi promouvoir

ce pouvoir culturel, délivré des miasmes de la politique politicienne, développant en toute autonomie une politique "d'alliances tournantes sur des fronts mouvants", selon la formule de Joseph Rovin. De fait, leur activité alliée à leur compétence technique permet aux dirigeants de PEC de jouer un rôle décisif dans l'élaboration des lois-programmes, la création du Fonds de coopération de la Jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), de la loi d'orientation agricole. Parmi le personnel politique et la haute administration, les amitiés nouées pendant la Résistance constituent des réseaux efficaces. Dans la communauté scientifique, les travaux des sociologues militants sont appréciés.

Cette politique est assimilée et reprise dans les régions en expansion, en Isère par exemple, où Peuple et Culture promeut une politique exemplaire de développement global (lire la fiche sur PEC Isère en page 50).

## Culture et Télévision

Dans les années 52-53, les premiers postes de télévision font leur apparition dans les foyers. D'emblée, les responsables de Peuple et Culture comprennent l'importance de l'enjeu pour l'éducation populaire et prennent contact avec le premier directeur de la TV, Jean d'Arcy, qui accueille très favorablement ce rapprochement.

Un premier séminaire, à Noël 1953, réunit, outre les responsables de Pec, des réalisateurs tels Etienne Lalou et des personnalités de l'UNESCO comme Cassirer et Dieuzeide, pour étudier les modalités d'action commune. Une expérimentation de télé-clubs est entreprise dans l'Aisne par Roger Louis, avec l'appui de l'UNESCO.

Puis, en 1955, Joseph Rovin suscite la création de Culture et Télévision, association d'éducation internationale qui publiera un bulletin en trois langues :

"Télévision et éducation populaire". Tous les mois, une "fiche de télévision", sur le modèle des fiches de lecture, est rédigée en collaboration avec l'auteur de l'émission, à l'intention des télé-clubs. Un télé-club international propose chaque mois un débat autour d'une émission représentative d'un pays étranger. Pour cette opération, Rovin devient expert UNESCO en Italie.

Culture et Télévision a représenté la tentative la plus cohérente de synergie entre les formes de télévision et le secteur de l'éducation populaire mais a cessé ses activités depuis une dizaine d'années... Pourtant, le problème est plus que jamais actuel à l'heure des chaînes câblées et de l'avènement des autoroutes de l'information.

Jean-François Chosson 

Mais, à travers le conflit portant sur la stratégie politique entre le groupe de pression national et une majorité du mouvement, le problème des générations apparaît au grand jour. La génération du Front populaire était portée par l'idéologie du progrès, la foi dans l'Etat-Nation pour lutter contre les inégalités culturelles, la volonté de construire une culture commune à tout un peuple. La "vision du monde" des héritiers du Front populaire et de la Résistance a forgé cette conception de l'éducation populaire comme un ciment unificateur qui, par l'apport des sciences sociales et de la planification, a promu le développement culturel au rang de concept opératoire pour les militants, les chercheurs, les décideurs politiques et gestionnaires. Les avancées institutionnelles des années 60 ont, en même temps, provoqué une segmentation de cette vision unifiante. Désormais l'éducation populaire est compartimentée entre les différents départements ministériels selon des terminologies diversifiées : animation socio-culturelle, action culturelle, promotion collective, développement agricole, promotion sociale individuelle... en même temps que les écoles d'animateurs et les institutions poussent à travers le pays selon des normes standardisées. Peuple et Culture s'efforce alors d'effectuer des synthèses opératoires en fonction des défis auxquels la société française est confrontée, en particulier les mutations de l'espace rural, l'apparition des grands ensembles urbains, l'irruption sur la scène internationale des pays en développement. Dans ce nouveau contexte géopolitique, Peuple et Culture crée, en 1961, l'association Culture et Développement (lire la fiche ci-contre).

Mais au cours de cette période, l'équipe nationale de Peuple et Culture a connu une mutation profonde. Symboliquement, en 1962, les locaux de la rue Monsieur-le-Prince sont abandonnés au profit du 27 de la rue Cassette, dans le quartier Saint Sulpice, haut lieu de l'édition et de la littérature. La revue *Culture 85* est porteuse des théories et des pratiques du développement culturel. Le ministre de l'Education nationale accorde des "mises à disposition" d'instituteurs. En 1963, c'est l'agrément par le ministère de l'Agriculture au titre de la promotion collective. Le service Formation, solidement structuré, comprend près d'une centaine d'instructeurs permanents et bénévoles (lire la fiche sur le secteur de la formation de Peuple et Culture en page 84).

C'est aussi la rupture avec la Ligue de l'enseignement qui axe son combat contre la loi Debré de contractualisation de l'enseignement libre et pour qui la politique étatique de la Ve République, en particulier la création du FONJEP, fait partie intégrante du combat contre les forteresses laïques. Symboliquement, en 1965, le congrès du mouvement se déroule à Grenoble, ville-laboratoire, sur le thème "L'association et ses implications pour une pédagogie et une politique de l'action culturelle". Mais cette politique devient de plus en plus incompréhensible aux

régions qui sont à l'écart des pôles d'expansion et où l'électorat conservateur fait toujours preuve d'une allergie stable à l'innovation culturelle. Elle devient également incompréhensible à ceux qui, malgré les vents contraires, ont conservé des liens avec les syndicats et avec les jeunes qui partent toujours pour cette guerre d'Algérie qui n'en finit pas et maintient une ombre glacée sur le régime...

Dans le même temps, apparaissent à Berkeley, à Francfort, à Nanterre, dans les usines, les prémises d'une contestation des finalités des sociétés industrielles.

## Culture et Développement

A partir des années 60, la politique d'indépendance nationale de la V<sup>e</sup> République se manifeste avec ampleur dans le domaine de la coopération, en particulier avec l'Algérie, considérée comme un ancrage stratégique fondamental de la francophonie.

Avec l'appui des services de l'action culturelle des ministres de la Coopération, Peuple et Culture crée en 1961 l'association Culture et Développement. L'organisation est chargée de promouvoir l'action culturelle, d'adapter et de diffuser les méthodes d'éducation populaire dans les pays en voie de développement. Paul Lengrand en devient le premier président, assisté de Michel Dubois, Max Egly et Maguy Ader.

Le ministère confie à cette nouvelle association la formation des conseillers culturels français en Afrique. Des enquêtes sont lancées, comme celle sur la diffusion du livre en Afrique ; des opérations culturelles et éducatives novatrices sont menées, tels les radio-clubs du Niger ; des publications

spécialisées, notamment sur l'animation rurale et la formation des adultes, sont entreprises.

Chaque année à Boulouris, sous la direction de Michel Debeauvais, une Université d'été rassemble des représentants des pays d'Europe et de l'Afrique francophone et, par-delà les derniers soubresauts des guerres coloniales, tissent des liens fonctionnels basés sur la chaleureuse convivialité des pays d'Afrique.

Peu à peu, Culture et Développement, aujourd'hui basé à Grenoble, acquiert une totale autonomie vis-à-vis de la maison-mère et s'affirme par des réalisations exemplaires (notamment la participation, sous la forme de séminaires de réflexion, au festival des francophonies de Limoges) tout en persévérant patiemment dans l'appui à des actions de coopération décentralisée.

Jean-François Chosson

## Peuple et Culture Haute-Normandie

Le groupe Peuple et Culture de Rouen a été créé par Jean Ader, alors professeur à l'École normale d'instituteurs.

Dans les premières années, l'association pratiquait deux types d'activités : les clubs de lecture et les ciné-clubs dont la pédagogie reposait sur la méthode de l'entraînement mental appliquée à une discussion autour d'un livre ou d'un film et à la conduite d'une réunion.

Puis, mise en sommeil pendant quelques années, l'association retrouve son dynamisme à partir de 1962, avec l'arrivée de Jean Gondonneau, "mis à disposition" par le ministère de l'Éducation nationale sur une mission, basée à Rouen, de coordination entre la structure nationale et les groupes régionaux de Peuple et Culture.

Toutes les activités développées pendant cette période sont caractérisées par la même dynamique : mener de front et en interaction une action sur les structures sociales (groupes sociaux) et sur les individus, dans un objectif de transformation de la société par la culture et l'utilisation de la méthode d'entraînement mental, appliquée à différents milieux (éducation et sexualité avec des actions autour du planning familial, rural, international...).

Mais le fait pour Jean Gondonneau d'avoir une "double casquette" lui pose rapidement des problèmes : des tensions se manifestent entre les aspirations du groupe régional qu'il a mis en place et les orientations nationales. Par ailleurs, des divergences politiques divisent les deux entités. Les "alliances tournantes sur

fronts multiples" chères à Joseph Rovant déplaissent à Jean Gondonneau qui, lui, milite pour un front de classes, les organisations syndicales, les références de reconquête du pouvoir et l'animation des corps intermédiaires pour une prise de conscience idéologique.

Au fil des années, le clivage centralisme/régionalisme devient de plus en plus conflictuel. La présence de membres des groupes régionaux au Bureau national se traduit par la défense quasi systématique de la politique et des initiatives des régions, et tend à créer un climat politique contestataire.

Jean Gondonneau est favorable à l'inter-régionalité. Il pense qu'une équipe nationale est nécessaire mais qu'elle ne devrait pas entraver la vitalité régionale. Or, selon lui, le poids des régions reste relatif et Peuple et Culture ne tire pas assez parti de cette diversité.

En 1967, le texte écrit en préparation de l'Assemblée générale de novembre révèle tous les conflits, jusqu'alors latents, entre la tendance nationale et une certaine tendance régionale, portée notamment par Pec Haute-Normandie (lire la fiche à la page 40).

Aussi, lors de cette Assemblée générale, la direction est-elle mise en minorité.

L'année suivante, en préparation de l'Assemblée générale de novembre 1968, plusieurs motions d'orientation sont rédigées, dont une produite par Jean Gondonneau et d'autres qui comporte le plus de signataires. Mais, par protection de l'association de la Haute-Normandie et par peur que





Dans le même temps, Peuple et Culture Haute-Normandie manifeste sa sensibilité aux thématiques portées par les nouveaux mouvements féministes (lire la fiche sur ce groupe ci-contre). Le mouvement pour le Planning familial, parti de Rouen, théorise son action par une contestation virulente des modèles d'autorité, de la société de consommation, de "l'homme unidimensionnel". Ces thèses font de nouveaux adeptes à Peuple et Culture, y compris parmi ceux qui appartiennent aux organisations militantes plus classiques, mais qui ne reconnaissent point leurs stratégies dans la politique "participationniste" de l'équipe nationale, même et peut-être surtout si elle se révèle d'une redoutable efficacité et proclame sa volonté d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques.

Pour employer la terminologie des politologues, le référentiel du développement culturel par la planification concertée de l'équipe dirigeante, allait se révéler en rupture avec le référentiel de militants portés par les nouveaux mouvements sociaux ; ceux-ci se heurtaient en effet à un conservatisme local qui n'avait que de vagues rapports, si ce n'est de proximité électorale, avec les dirigeants de la V<sup>e</sup> République.

●●● Jean Gondonneau ne soit absorbé et se retrouve parmi les dirigeants de Pec National, on lui donne l'ordre au niveau local de ne pas se rendre à l'Assemblée générale.

En 1969, le poste de "mis à disposition" est repris par le ministère ; mais, suite à des démarches au niveau local et grâce au poids de l'association de Haute-Normandie et à sa crédibilité, le rectorat maintient Jean Gondonneau dans son poste au sein de ce qui venait de devenir "Peuple, Education et Culture" : un changement de nom qui marque le début d'une aventure indépendante pour l'équipe de Rouen.

En 1970, Pec National fait un procès pour usage de titre abusif et "Peuple, Education et Culture" devient "Education et Culture".

Après le procès, l'association n'entretient plus de liens formels ou informels avec Pec.

Ce n'est qu'en 1994, suite à des contacts pris par l'équipe actuelle de Peuple et Culture, que des liens institutionnels vont se renouer... et déboucher sur une nouvelle adhésion à l'Union de l'association qui retrouve son appellation d'antan, Peuple et Culture Haute-Normandie.

Aujourd'hui, parmi les activités que Peuple et Culture Haute-Normandie propose, on peut noter l'existence d'une auto-didacthèque : réservé en priorité à un public en difficulté (RMIstes, chômeurs longue durée...), cet espace permet, par le biais d'un accompagnement individualisé, de se former dans différents domaines à l'aide d'ordinateurs dotés de programmes éducatifs.

Cathy Vivodtzev

à partir d'un entretien avec Jean Gondonneau

## L'Assemblée générale de 1967 : les différentes tendances en présence

Le texte écrit en préparation à l'Assemblée générale de novembre 1967 résume tous les conflits entre la tendance nationale et une certaine tendance régionale, représentée notamment par Pec Haute-Normandie et Pec Corrèze :

« Les journées d'études de Boulouris ont fait apparaître de très vives tensions :

► **tensions au niveau de la conception de Peuple et Culture** qui se sont exprimées de diverses manières, par exemple :

— à travers la contradiction entre le foisonnement des activités de toute sorte qui se pratiquent sous le label Peuple et Culture et l'absence de cohérence entre ces diverses activités : relèvent-elles d'une doctrine commune ?

— à travers la recherche d'une définition satisfaisante de Peuple et Culture, dont on a souligné les modifications successives sans arriver à une nouvelle formation : qu'est-ce qui est essentiel, adapté, ou non dans ces diverses définitions ?

— à travers le dilemme déjà ancien et jamais réglé : Peuple et Culture, mouvement, bureau d'études ou organisme technique ?

► **tensions au niveau de l'orientation de la politique générale du Mouvement**, exprimées à des niveaux différents :

— au niveau politique, au sens étroit du terme :

- . quels sont nos alliés privilégiés ?
- . oppositions entre ceux pour qui les solidarités, la fidélité aux courants politiques est primordiale, et ceux pour qui la nécessité d'un "front tournant" est première ;
- . entre ceux qui pensent que Peuple et Culture est d'abord à gauche, et ceux pour qui les positions politiques et les options en matière de

politique culturelle ne coïncident plus.

— au niveau plus général, deux tendances se sont affrontées :

. tendance à faire de l'affirmation de valeurs (politiques, démocratiques, esthétiques) l'exigence première dans la détermination de l'orientation ;

. tendance qui, soulignant la rapidité de transformation du monde, prenant de court les modes habituels de voir et de penser, fait du recours aux méthodes et aux résultats des sciences humaines, l'urgence primordiale.

► **tensions au niveau du rapport Paris-province** :

— oppositions : centralisation ou décentralisation, par exemple ;

— contradictions : la revendication des régions pour être reconnues comme lieu de forces vives de Peuple et Culture, ou comme terrains d'intervention, en même temps d'appel au national, comme moteur (matériel même), ou comme inspirateur.

► **par-delà ces tensions majeures, des tensions entre générations et des tensions entre individus** :

— les générations, il y en a trois :

. "les pères",

. "les fils",

. "les autres",

il n'est pas sûr qu'il y ait, entre les trois niveaux, un langage commun, une problématique commune.

— les individus : leurs engagements, leurs fonctions diversifiées, leur histoire propre et leurs préoccupations personnelles, dans un système où l'information circule mal, où les décisions sont peu ou mal préparées, où la cohérence manque, aboutissent nécessairement à un isolement, même dans le cas où ils travaillent fréquemment ensemble. »

... Et en 1967, à l'Assemblée générale de Paris, un conflit virulent oppose le groupe de pression politique - porteur des espoirs et de la volonté d'un pouvoir culturel autonome, seul maître de sa stratégie en fonction des défis de l'Histoire - et des équipes régionales, restées fidèles à l'esprit des années 45 marquées par l'alliance privilégiée avec les syndicats et partis de gauche ; alliance qui leur semble nécessaire pour s'imposer face à des conservatismes locaux représentant un Ordre moral fort éloigné du dessein de modernisation des grands commis de l'Etat-entrepreneur.

Dialogue de malentendants où les discours se sont superposés sans qu'ils puissent se rencontrer sur un terrain favorable aux arbitrages ... sinon pour affirmer leur volonté de ne point créer de rupture fondamentale sur le plan de l'action quotidienne. La tragédie wagnérienne se clôt par une comédie à la Feydeau où l'amant vainqueur accepte l'allégeance du mari trompé car malgré tout, les vertus familiales sont garantes de la continuité de confrontations qui s'avèreront fécondes lorsque se lèveront les tempêtes de Mai 68, porteurs des cultures révélant les peuples jusqu'ici silencieux.

A l'issue de cette Assemblée générale houleuse, l'équipe nationale est mise en minorité. Le président-fondateur consacrerait désormais ses activités au laboratoire de recherches PEC en assurant la responsabilité scientifique des commissions spécialisées. Mais, peut-on, du jour au lendemain, remplacer une équipe dirigeante qui a su institutionnaliser la prophétie de l'éducation populaire ? Cela s'avère difficile... Un *modus vivendi* est trouvé : désormais les "stratégies tournantes" seront maintenues en forte surveillance par une équipe gardienne de la flamme originelle.

Une page est tournée ! ... Durant ces vingt années, la petite équipe initiale issue des maquis dauphinois a promu un mouvement d'éducation populaire disposant d'une forte implantation régionale, créateur de méthodologies et de contenus qui ont fondé son originalité, porteur de volontés qui ont eu une influence souvent décisive sur les centres de décision de l'action culturelle et de la formation des adultes. Mais, désormais, les alizés de 1967 vont devenir les ouragans de Mai 68, porteurs d'un nouvel imaginaire social, de modèles d'action iconoclastes, de ruptures avec les valeurs établies.

Une page est tournée, mais une nouvelle aventure commence !



### Notes du chapitre

1. P. Ory, *La politique culturelle du Front populaire (1935-1938)*.
2. R.P. Kuisel, *Le capitalisme français et l'Etat*, Gallimard, Paris, 1984.
3. B. Comte, *Une utopie combattante*, Fayard, Paris, 1991.
4. Sur l'origine de Peuple et Culture, lire G. Saez, *L'éducation populaire en actes, héritage et renouveau dans l'existence de Peuple et Culture*, Thèse d'Etat multi-graphiée, CERAT, Grenoble, 1992.
5. Collectif, *Manifeste de "Peuple et Culture"*, Edition Peuple et Culture, 1945.
6. Ibid.
7. P. Lengrand, *Le métier de vivre*, Peuple et Culture et *Education permanente*, Collection "Histoires de vie", 1994.
8. J. Rovin, "L'Allemagne de nos mérites", in revue *Esprit*, octobre 1945.
9. J. Rovin, *Une idée neuve : la démocratie*, Seuil, Paris, 1961.
10. J. Dumazedier, *Vers une civilisation du loisir ?*, Seuil, Paris, 1962.
11. Extrait de l'intervention de J. Dumazedier, in *Colloque de Bourges*, Documentation française, Paris, 1966.

1  
1 9 6 7  
7  
9

Peuple(s) et Culture(s)



A Peuple et Culture, la période 1967-1979 est marquée par la cohabitation tantôt féconde, tantôt chaotique, mais assurant la pérennité de l'association, de la génération fondatrice et de celle qui accède aux responsabilités de la mise en œuvre des lois et des institutions segmentées, issues des années 60, tout en assumant les assauts de la pensée 68 porteuse du "droit à la différence" par la contestation des valeurs établies. A la mobilisation pour la promotion d'une culture commune à tout un Peuple en marche vers le progrès, succèdent des groupes manifestant leur volonté de construire leurs codes, leurs langages, leurs symboles et, par-delà, leur stratégie en toute autonomie vis-à-vis d'un National considéré désormais comme un sur-moi dont on est légitimement fier et dont on reconnaît l'efficacité relationnelle, mais en même temps trop prestigieux pour permettre l'expression, une conception plurielle de la culture en fonction de catégories sociales désireuses d'affirmer leur identité au sein d'un peuple reconnu dans sa richesse composite.

A l'Assemblée générale de Saint-Etienne en 1968, les différentes tendances préparent soigneusement leurs arguments, mais l'opposition à l'équipe fondatrice ne réussit pas à déterminer une politique homogène entre une position radicale d'alliance avec les partis et syndicats du mouvement ouvrier et ceux qui souhaitent un positionnement plus autonome tout en marquant un engagement aux côtés des forces progressistes.

Au total, les instances élues reflètent cette volonté militante : Bénigno Cacérès et Joseph Rovin sont respectivement président et trésorier mais deux régionaux, Bernard Smaghe et André Piegay, accèdent à la vice-présidence. Une convention définira désormais les relations entre l'équipe nationale et les régions, Joffre Dumazedier dirigera le Centre d'études et de programmation... et un collectif sera chargé de réfléchir sur les orientations du mouvement.

En fait, jusqu'au départ des fondateurs en 1979, les éclairs de Mai 1968 provoquent un éclatement idéologique. Les nouveaux mouvements sociaux sont porteurs des prophéties écologistes, régionalistes, féministes, et la communauté scientifique contribue à leur élaboration doctrinale à Peuple et Culture. Désormais trois tendances vont coexister, s'entre-déchirer ou conclure des alliances provisoires : une tendance critique, une tendance stratégique et une tendance fonctionnaliste.

## La tendance critique

Cette tendance provient de deux courants : celui du relativisme culturel et celui de l'appareil idéologique d'Etat.

Le relativisme culturel est porté par Levi-Strauss depuis la publication de la plaquette *Race et histoire* par l'UNESCO en 1952<sup>1</sup>. Dans cet écrit, le père du structuralisme anthropologique pose le principe qu'aucune civilisation ne peut prétendre à une supériorité sur une autre. Les prétendues valeurs universelles ont servi de masque aux colonialistes auteurs de génocides et destructeurs de civilisations qui avaient leur unité et leur cohérence. Surtout, Levi-Strauss offre aux militants régionalistes, tiers-mondistes, féministes un modèle épistémologique d'une grande portée en réintégrant l'homme dans la nature et en faisant abstraction du sujet. *La pensée sauvage* (1962) constitue les référents majeurs pour argumenter les critiques contre les cultures dominantes au nom du "droit à la différence" porté par les ethnologues désormais omniprésents.

Le deuxième courant est lié à Althusser et à son œuvre majeure *Pour Marx*<sup>2</sup> où il s'appuie sur le structuralisme mais présente le marxisme comme seul capable de reconstituer l'unité du savoir, notamment par la dénonciation de l'école comme Appareil idéologique d'Etat. Cette critique sera étendue après 1968, par ses disciples, aux institutions culturelles : l'appareil culturel d'Etat sera vigoureusement dénoncé comme porteur d'une idéologie destinée à favoriser l'adhésion aux normes culturelles issues de la classe dominante. Sans se rattacher explicitement à cette tendance, Pierre Bourdieu, et avec lui tout le courant de sociologie critique, contribue à la renforcer par la description des mécanismes de reproduction et de domination (*La reproduction*, 1970), et il remet en question le discours égalitariste sur l'Ecole. Ses disciples s'attaqueront directement aux politiques culturelles intronisées. Leur influence dans les milieux de l'enseignement et de la culture est considérable, en particulier dans les écoles et instituts universitaires de technologies qui forment les professionnels de l'animation, grâce au FONJEP devenu opérationnel. Militant de Peuple et Culture et critique d'art, Pierre Gaudibert publie un ouvrage *Action culturelle : intégration et/ou subversion*<sup>3</sup>, qui connaît un très grand retentissement dans les milieux de l'éducation populaire. Reposant sur une réelle érudition, il analyse les idéologies implicites et explicites de la culture, basées sur la démocratisation, le consensus ou le populisme. A partir de là, il étudie les fonctions et les contradictions de l'Appareil culturel d'Etat pour en déduire les luttes idéologiques à entreprendre au sein des institutions,

---

1. Pour l'ensemble des notes du chapitre, se reporter à la page 62.



des collectivités, des organisations œuvrant dans le secteur de la culture. Il termine par une question "La lutte idéologique dans les appareils culturels pourra-t-elle s'articuler avec la révolte anti-autoritaire ?".

Désormais, il apparaît dans les associations une génération montante de professionnels, copieusement alimentés intellectuellement par la littérature critique et qui n'auraient le choix qu'entre l'intégration ou la subversion. Les grandes fédérations affrontent une situation étrange où la génération du Front populaire, relayée par celle de 1945, a mis en place des institutions aussitôt dénoncées comme porteuses de reproduction, d'aliénation, de répression... ou pire encore, de manipulation au service de la classe dominante. A Peuple et Culture comme ailleurs, les dirigeants sont partagés entre l'équipe fondatrice et la partie remuante de la base qui remet en cause non seulement la société mais également l'idéologie du progrès et le référentiel de modernisation qui jusqu'ici avait été le modèle d'action implicite. La commission Sciences sociales devient le lieu privilégié de ces tendances fratricides et de ce fait, cesse d'être un espace d'élaboration méthodologique. La méthode-maison, l'entraînement mental, est dénoncée comme une colonisation de la pensée par la rationalité instrumentale. "La raison c'est la torture" dit le maître à penser Michel Foucault. Les nouvelles ferveurs ont des retombées très directes sur l'action de Peuple et Culture en créant les conditions d'une visibilité beaucoup plus importante des actions des régions. Désormais l'innovation n'est plus le fait de structures centrales.

Peuple et Culture Corrèze organise ses cycles de formation décentralisés dans les communes rurales. PEC Isère crée l'École des projets tandis que PEC Haute-Savoie mène des actions de diffusion culturelle (lire les fiches pages suivantes). PEC Puy-de-Dôme met en place ses commissions de travail en collaboration avec les comités d'entreprise. PEC national prend acte de ces nouvelles données.

A l'Assemblée générale d'Annecy des 18 et 19 mars 1972, une représentation des régions est instituée à côté des fondateurs, des formateurs nationaux et du club "Culture et Démocratie" (voir la photographie à la page suivante). Cette dernière structure démontrant la pérennité de la vitalité du "groupe de pression" national, sous la direction de Joseph Rovin qui organise des dîners-débat sur des thèmes d'actualité réunissant les responsables associatifs et politiques du secteur de la culture, créant ainsi des liens féconds dans un secteur qui, depuis le IV<sup>e</sup> Plan et la "révolution culturelle" de Mai 68, essaime dans les centres de décisions. Désormais chaque structure inclut la culture comme une partie de son action. Il importe d'en prendre acte et de rechercher de nouvelles cohérences. Autrement dit, en 1967, Peuple et Culture a anticipé sur les événements de Mai 68 et créé les conditions d'une cohabitation entre la

génération du Front Populaire et la génération 68 porteuse de mutations intellectuelles précédant des réformes institutionnelles fondamentales et renouvelant en profondeur les attitudes et les mœurs de la vie privée. Les contestataires de 1967 auraient-ils dû prendre en charge la structure nationale ? L'Histoire ne remonte pas son cours.



Assemblée générale de 1972, à Annecy (archives Peuple et Culture)

## Peuple et Culture Haute-Savoie

Dès le 1er octobre 1944, en relation avec l'équipe de Peuple et Culture, mais de manière rigoureusement indépendante, une équipe de résistants réunis autour de Paul Thisse et de Jean Leveugle ouvre au Château des Marquisats un Centre d'études et d'information destiné à la formation des cadres des syndicats, de l'ensemble des mouvements de jeunesse, des mouvements sportifs et des jeunes ruraux.

En 1945, sur décision du Comité de Libération et, en accord avec toutes les organisations démocratiques issues de la Résistance, l'action des Marquisats est étendue à l'ensemble du département dans le cadre d'une association dénommée Peuple et Culture Haute-Savoie, constituée le 10 avril de cette même année.

Animé par dix-sept permanents, le Centre des Marquisats réussit à être l'épicentre de toutes les associations et créations culturelles du département donnant ainsi force et vigueur à un puissant développement culturel autonome... Mais si puissant qu'il subit très directement le choc des événements de 1947-48.

Avec ses 600 membres actifs, son compagnonnage avec les syndicats, notamment avec la CGT, le Château des Marquisats suscite la méfiance de l'administration, qui provoque sa fermeture. Mais l'œcuménisme intelligent de Jean Leveugle, qui ne cèle point sa foi protestante, permettra de maintenir des liens avec les animateurs locaux dont Marcel Vigny qui saura développer une action efficace en milieu rural, le metteur

en scène Gabriel Monnet, et Julien Helgoff, principal responsable de la vie associative.

C'est à Annecy que Dumazedier effectuera, dans les années 60, sa grande enquête sur le "loisir et la ville" où il démontrera le pouvoir culturel des associations agissant en pleine autonomie.

Autour de l'équipe du centre d'éducation "Le Logis", un réseau actif se constitue, axant son action sur la culture "jeune" et la formation des travailleurs sociaux.

Puis la mise à disposition de Christian Carrier relance l'action de diffusion d'une méthodologie de l'évaluation des expositions conduisant en 1985 à la création d'une association spécialisée dans ce domaine, "Expo Média".

Les équipes et les activités se sont succédé à Peuple et Culture Haute-Savoie jusqu'en 1993, date à laquelle l'association a été contrainte de disparaître, faute de financements suffisants pour continuer de développer des actions.

Jean-François Chosson 

## Peuple et Culture Isère

Il ne peut être question, dans un cadre aussi limité, de refaire l'histoire complexe, tumultueuse, porteuse d'innovations de Peuple et Culture Isère. Limitons-nous ici à proposer une périodisation aux futures historiennes d'une région qui demeure centrale dans la vie du mouvement.

**1944-1947** - Création de Peuple et Culture à Grenoble et mise en place d'institutions novatrices qui expérimenteront les méthodes destinées à "rendre la culture au peuple et le peuple à la culture" : Cercle inter-facultés, Centre d'éducation ouvrière, Maison de la Culture, Ecole de cadres militaires, publication du Manifeste. En 1947, l'équipe initiale monte à Paris. Mais la mémoire collective Peuple et Culture reste très présente à Grenoble.

**1956-1964** - Une association est créée en 1956 autour d'un groupe de militants qui organise des rencontres et des débats. Avec l'arrivée de Bernard Gilman, instituteur mis à disposition de l'association, fort d'une riche expérience d'action associative en milieu rural, Pec Isère se structure autour de deux axes : le rural et l'urbain.

**1965-1973** - Dubedout est élu à la mairie de Grenoble et Bernard Gilman devient son adjoint chargé de la culture, des MJC et des mouvements d'éducation populaire. Sous son impulsion, Pec Isère devient le fer de lance d'une politique résolument novatrice sur le plan du développement culturel. A titre d'exemples, l'association contribue à la naissance de la Maison de la Culture et participe à la réflexion sur l'innovation urbaine qui débouche sur la réalisation du quartier de la Villeneuve.

**1974-1982** - Après le départ de Gilman, l'équipe Peuple et Culture persévère, avec Bernard Smaghe, s'attachant à faire vivre les institutions mises en place sous la municipalité Dubedout, et développe des actions en milieu rural pour le maintien d'une agriculture diversifiée.

En 1979, les CEP (Comités d'études et de propositions) sont mis en place, dont le plus célèbre, le "CEP rural", qui permettra l'émergence des associations Relier et Accueil Paysan, de la revue *Alternatives rurales* et de la formation "Exploitant rural" (lire la fiche sur le secteur rural, p. 86).

**1983-1995** - Alain Carignon est élu maire de Grenoble. Cette élection correspond à un virage important pour l'association sans en être pour autant l'origine directe : elle avait déjà commencé à perdre son ancrage sur le terrain mais l'arrivée de la droite, et avec elle la diminution des subventions, va renforcer encore ce glissement. Pec Isère structure ses activités autour de voyages, d'études, de forums de réflexion, d'actions culturelles liées à l'art contemporain et de "l'Ecole des projets", une formation annuelle destinée à accompagner l'émergence d'initiatives sociales et culturelles.

En 1992, une crise interne suivie d'une crise financière secouent l'association. Malgré des tentatives de redéveloppement de l'association autour du secteur de la formation, Pec Isère ne parvient pas, dans un contexte local très incertain, à réenclencher une dynamique économique et militante suffisamment forte ... et dépose son bilan en 1995.

Jean-François Chosson 

## La tendance stratégique

Une deuxième tendance peut être qualifiée de stratégique, certains diraient réformiste, et trouve sa source dans les écrits de Michel Crozier, lui-même puisant son inspiration chez les sociologues américains des organisations. Faisant suite à ses écrits sur les structures bureaucratiques, Crozier produit un ouvrage majeur, *La société bloquée*, qui influence profondément la pensée du Premier ministre Chaban-Delmas, lorsqu'il prononce son discours d'investiture sur la "Nouvelle Société", basée sur le tryptique : régionalisation-participation-formation permanente.

Les premières mesures de déconcentration entrent dans les faits. La participation ne suscite guère l'enthousiasme du Président Pompidou et de sa majorité, toujours axés sur l'impératif industriel qui s'incarne orgueilleusement dans les tours de la Défense. Mais le gouvernement ne peut faire abstraction des acquis de Grenelle et des nuits de mai, porteuses des espoirs de la vague démographique qui se presse dans les lycées et les facultés, entre dans la vie et accède aux responsabilités. Certes, il est toujours question de planification concertée mais il importe désormais de promouvoir des structures d'objectifs suffisamment fermes pour que l'action de l'Etat dans le domaine culturel ait une certaine continuité, et en même temps assez souples pour intégrer les projets de groupes sociaux dont la stratégie n'est pas nécessairement en concordance avec celle des structures nationales. Les méthodes du gouvernement sont le reflet de cette stratégie contradictoire. Pendant que Joseph Comiti entame son long combat contre les Maisons de Jeunes estimées trop inféodées aux partis d'opposition, Jacques Delors, conseiller du Premier ministre, prépare la loi de 1971 sur "la formation professionnelle dans le cadre de l'éducation permanente". Selon le crédo de la théorie du "capital humain", la formation devient un investissement, et chaque organisation doit se doter d'une politique prévisionnelle dans ce domaine en fonction d'un pourcentage minimum de la masse salariale fixé à 1 %. Cette loi crée une situation radicalement nouvelle.

En effet, la loi de 1971 est à l'origine d'une nouvelle fonction de l'université dans le domaine de l'éducation permanente. Des chargés de mission sont nommés ayant pour vocation d'utiliser le potentiel de l'université afin de permettre au service public de jouer un rôle moteur, voire servir de modèle sur le marché de la formation continue. Leur tâche n'est point facile entre des organismes commerciaux maîtrisant les techniques publicitaires et des sociétés de service fortement qualifiées, des syndicats d'enseignants toujours sourcilleux et une administration peu habituée aux nouvelles règles budgétaires imposées sur le marché.

Désormais, à côté des mouvements d'éducation populaire, les groupements d'établissements, les universités vont partir à la conquête de "publics" devenus "des marchés" ouvrant ainsi de nouveaux horizons aux salariés sur le lieu de travail. En même temps, le champ de la formation s'ouvre à la concurrence par le canal de contrats librement négociés.

Peuple et Culture doit-il s'engager dans cette voie ? Le débat est vif dans les instances comme dans les régions. Cette modalité de co-gestion dans l'entreprise est en rupture avec la tradition française où l'industrialisation, à l'inverse de l'Allemagne, s'est effectuée dans des conditions particulièrement dures pour les catégories sociales défavorisées, mais les syndicats y compris la CGT approuvent la loi. Le service Formation de Peuple et Culture national s'engage dans la voie ainsi ouverte en créant, sous l'impulsion notamment de Pierre Picheu et Bertrand Girod-de-l'Ain, un groupe de réflexion sur le thème "Université et éducation permanente" ; celui-ci entreprend des actions expérimentales dans les entreprises, particulièrement en direction des catégories défavorisées. Par ailleurs, dans le cadre de ce même service, sont organisées, sous la direction de Nicole Charlopeau et avec Laurence Crayssac, des Universités "méthodes" qui rassemblent durant trois années des formateurs de tous horizons sur les aspects méthodologiques de l'éducation des adultes, et, avec l'active participation des syndicats, des tribunes de réflexion sur les finalités de la formation professionnelle.

Cette politique, tout en n'étant pas désapprouvée, ne suscite pourtant pas de nouvel élan dans le mouvement. En outre, les syndicats donnent priorité à l'Education nationale, dispensatrice des diplômes reconnus par les commissions sur les salaires. Des liens informels se créent entre formateurs issus des deux courants, et des tribunes avec les syndicats sont organisées par le service Formation avec l'espoir secret de susciter des liens fonctionnels sur le modèle des loisirs culturels impulsés par les comités d'entreprise. Mais les syndicats campent fermement sur leur position ... et, à l'Education nationale, Vattier, ex-fondateur du BASSEPI, crée des organisations efficaces à partir des groupements d'établissement technique. Ces lendemains de la loi de 1971 seront ceux d'un grand rendez-vous manqué entre forces sociales issues des syndicats et de l'éducation populaire !

D'autres lieux d'impulsion d'actions innovantes apparaissent, en particulier l'Institut national de formation des adultes animé par Bertrand Schwartz qui d'ores et déjà avait structuré des actions dans le secteur industriel, conduit une opération modélisante de promotion collective pour la reconversion des travailleurs du bassin ferrifère de Lorraine, élaboré des documents méthodologiques basés sur des expérimentations menées selon les critères de la scientificité. Des chantiers sont entrepris en commun entre les équipes de Peuple et

Culture et de l'INFA, notamment en direction des formateurs des classes terminales pratiques.

Mais lorsque Bertrand Schwartz vient exposer ses objectifs et sa stratégie devant l'ensemble des associations, le courant ne passe guère. Pourquoi ? L'explication relèverait plutôt de la psychanalyse que de la stratégie politique ! En fait, et sans que cela soit explicite, il semble qu'il se soit créé dans ces années mutantes, un problème de légitimité lié à un problème de personnes. Un problème de légitimité : les associations d'éducation populaire situaient leur action dans la périphérie du service public, ou tout au moins des politiques publiques. A l'époque, l'INFA s'appuyait sur les forces économiques - patronat et syndicat - en fonction de problèmes cruciaux de reconversion. Par-delà, ces organisations relevaient d'une histoire, d'une identité radicalement différentes... même si, dans la pratique, les modalités d'action des formateurs - militants de l'INFA et militants formateurs de PEC - ont fait l'objet d'échanges féconds systématisés dans les Universités "méthodes" de Peuple et Culture et les publications de l'INFA. Il existait aussi des problèmes de personnes : Rovan et Schwartz étaient des personnalités généreuses, d'une grande envergure intellectuelle et intégrité morale... mais le courant n'est pas passé. Certes, les pesanteurs sociologiques ont joué leur rôle mais il est des périodes historiques où les hommes jouent un rôle clé. Si, dans les faits, des formations de PEC ont réussi leur intégration dans les structures de l'éducation permanente, les institutions INFA et PEC ont persévéré dans des cheminements inexorablement parallèles.

Dans les années post-68, Bertrand Schwartz et son équipe connaissent aussi une traversée du désert propice aux réflexions stratégiques. Mais, si au plan national le dialogue ne se produit pas entre créateurs sociaux doués d'une envergure rayonnante, le "modèle lorrain" inventé par B. Schwartz fait des émules à Peuple et Culture.

En ce sens, l'opération de promotion collective de Sallaumines-Noyelles<sup>4</sup>, où Peuple et Culture Nord associe, en synergie, formation professionnelle et culture générale, mémoire collective du bassin minier et création vivante, est exemplaire. Les militants du Nord, solidement implantés auprès des syndicats, jouent un rôle charnière entre l'université et les collectivités locales (lire la fiche sur cette association à la page suivante). L'opération, tout en étant suivie avec attention, ne suscite cependant pas les mutations intellectuelles qui auraient permis une extension du modèle. Expérience trop novatrice ? trop liée à un contexte spécifique ?... Peut-être due à la créativité sociale d'individus qui comme bien d'autres militants essaient dans les nouvelles organisations privées ou péri-administratives de la formation des adultes. Elle n'en est pas moins un modèle d'action à l'heure où la notion de pays connaît un regain d'actualité.

## Peuple et Culture Nord/Pas-de-Calais

En 1959, à l'initiative de Fred Thébaud, est créée l'association Peuple et Culture Nord, son modèle de référence étant le groupe de Corrèze.

L'équipe de départ, composée de bénévoles, mène des actions, principalement autour du cinéma. Par la suite, le groupe s'étoffe et se structure dans la région de Lens. Le premier poste national de MAD est attribué à PEC Nord en 1968, en la personne de Gérard Mlékuz.

A partir de 1970, Pec Nord va jouer un rôle important dans le pays minier de Sallaumines/Noyelles-sous-Lens. Ainsi, l'association contribue à la conception et à l'animation du premier festival culturel et sportif de la ville de Sallaumines. Pour la première fois dans cette commune minière sont exposées des œuvres d'art, celles de Henri Cueco.

Puis l'année 1971 marque le lancement de l'Action collective de formation de Sallaumines-Noyelles. Quelques précisions sur cette action d'éducation permanente en milieu ouvrier qui reste, dans l'histoire de Pec Nord, la réalisation la plus innovante et la plus exemplaire. Inspiré du modèle de Bertrand Schwartz, elle est initiée conjointement par quatre partenaires : Peuple et Culture Nord, le Centre Université-Economie d'Education Permanente (C.U.E.E.P.), la municipalité et un lycée d'enseignement technique. Gérard Mlékuz en devient le premier directeur.

La loi de juillet 71 sur la formation professionnelle continue offre aux organisateurs une opportunité sans

précédent : le congé formation va permettre aux salariés qui le désirent de suivre, pendant 160 heures, une formation sur leur temps de travail. Cette possibilité constitue une aubaine pour ce territoire très défavorisé, caractérisé par une forte population ouvrière, une faible alphabétisation (60% de la population n'a pas de Certificat d'études primaires) et des relations sociales très traditionnelles (12% des femmes sont salariées alors qu'à cette époque le pourcentage national est de 36%).

L'objectif est donc, pour les militants impliqués dans le projet, de réduire les inégalités devant le savoir et de réconcilier le monde ouvrier et l'éducation ou, pour reprendre la formule de Gérard Mlékuz, de "rendre l'éducation au peuple et le peuple à l'éducation". Il y a également, pour Peuple et Culture Nord, le souci de mener une véritable action d'éducation populaire, notamment en mettant en relation éducation permanente et développement culturel.

L'ACF de Sallaumines-Noyelles n'a pas toujours été facile, elle s'est heurtée à de nombreuses résistances, mais, dans l'ensemble, le bilan a été positif. Ce succès est d'abord le fruit des efforts d'imagination et de conviction d'une équipe très motivée qui a su inventer des outils pédagogiques innovants et appropriés. Il est aussi le résultat d'une forme de gestion participative qui a permis de rassembler, autour de ce projet éducatif, toutes les "forces vives" d'un milieu : élus, syndicats, patrons, administrateurs, associations, avec, à leur service, le CUEEP rejoint ensuite par le GRETA. L'éducation permanente ●●●



Par ailleurs, toujours dans l'esprit de l'analyse stratégique, Duhamel, ministre de la Culture, suscite la création d'un Fonds d'intervention culturelle placé auprès du Premier ministre qui sera chargé de sélectionner les actions innovantes émanant de la "base" via les collectivités locales. Si le béton des institutions culturelles persévère en son être malgré les vents contraires de Mai 68, la vitalité des groupes sociaux s'incarnant dans un projet sera désormais prise en compte... et les associations Peuple et Culture seront ainsi confortées dans leur dialogue direct avec les collectivités locales. Quelques années plus tard, dans le même esprit, la DATAR lancera les contrats de pays basés sur l'identité culturelle des régions naturelles<sup>5</sup>. Cette orientation institutionnelle, placée sous le double patronage du gaullisme social et de l'éducation populaire version social-chrétienne via Jacques Delors, responsable de "Vie Nouvelle", est conceptualisée par les sociologues des organisations alors très présents dans les universités et les allées du pouvoir... mais ignorés de Peuple et Culture et plus généralement dans les écoles d'animateurs, partagées entre le patrimoine de l'éducation populaire et les théories critiques dont la vitalité n'a d'égale que la volonté de susciter des équipes soucieuses d'affirmer leur hégémonie intellectuelle. Références contradictoires ? Certes... Fécondes ?... La question reste posée.

●●● devenait alors l'affaire de tous, y compris celle des "usagers". L'année suivante, c'est la création du Centre régional de formation ouvrière (CREFO) à l'initiative d'un syndicat (la CFDT) et de trois mouvements d'éducation populaire : Culture et Liberté, Léo Lagrange et PEC Nord. En 1975, PEC Nord achète un local et s'installe à Villeneuve d'Ascq tout en maintenant une antenne à Sallaumines. L'association développe alors des activités dans le domaine de l'audio-visuel. Puis, à partir de 1983, progressivement, les anciens partent et l'activité de l'association se réduit pour se centrer de plus en plus sur le secteur de la communication audio-visuelle : soutien à la production, formation, réalisation de documents éducatifs ou institutionnels.

A partir de cette spécificité, le groupe intervient cependant dans différents modules de formation, notamment à l'intention de jeunes et de travailleurs sociaux, organisés par d'autres structures. Au début des années 90, Peuple et Culture Nord, ne parvenant pas à recréer une dynamique associative au-delà du secteur audio-visuel, est contraint de licencier les deux derniers permanents. Les tentatives de définition et de mise en œuvre d'un projet de ré déploiement, malgré l'embauche d'une déléguée régionale en ce sens, se soldent par un échec. Mise en sommeil, reposant sur des forces militantes en déclin, l'association finit par s'éteindre.

Cathy Vivodtzev 

## La tendance fonctionnaliste

Troisième du genre et coexistant avec les précédentes, la tendance fonctionnaliste du développement culturel persévère dans les esprits et les institutions par le canal de Peuple et Culture et des personnalités se situant dans le compagnonnage des fondateurs. La commission des Affaires culturelles du VI<sup>e</sup> Plan est présidée par Pierre Emmanuel, écrivain personnaliste, et dans la commission "Long Terme", présidée par J.M. Domenach, les militants et chercheurs de la troisième voie sont toujours activement représentés par Dumazedier et Rovan, avec l'appui du service des Études de la Culture animé par Augustin Girard.

Le concept de "développement culturel" a considérablement gagné en extension. Sous l'influence des sociologues Morin et de Certeau, la commission reconnaît que les événements de Mai 68 ont révélé la vitalité des cultures jeunes, marginales, minoritaires, régionales, de masse échappant à toute administration et association agréées. Le rapport final expose en préalable : "le développement culturel d'une société à un moment donné de son développement économique et social doit exprimer la qualité des rapports de l'homme et de la société". Autrement dit, il existe un développement culturel autonome dont les expressions plurielles pourront s'appuyer sur des équipements légers et polyvalents. Dans cette acception, le concept univoque et stable de développement culturel devient un "mythe régulateur" qui va servir de base aux travaux du Conseil du développement culturel, organe de réflexion et de propositions créé le 24 septembre 1971, et présidé par Pierre Emmanuel. Mais en prenant pour axe la totalité des expressions culturelles et, en touchant par-là même, institutions, associations, médias, groupes informels de création et de diffusion et établissements de l'Éducation nationale, le Conseil n'est plus seulement la référence du ministère de la Culture mais devient l'instance morale supérieure de l'action gouvernementale... De fait, le Conseil du développement culturel démissionne en 1973.... et la commission du VI<sup>e</sup> Plan qui avait jusqu'ici joué un rôle de magistère vis-à-vis du ministre, termine ses travaux. Le ministre Duhamel n'envisage pas la pérennisation d'une tutelle qu'il estime à la fois trop pesante et trop ambitieuse en ces années post-68 où il convient de mieux structurer la crédibilité administrative du ministère de la Culture, de recentrer son action en fonction de ses prérogatives en évitant d'empiéter sur les prérogatives des autres administrations et de promouvoir des initiatives créatrices tel le Festival de Nancy.... à l'imitation du président Pompidou qui, le 11 décembre 1969, a pris la décision de construire un musée d'Art Moderne prenant ainsi en compte, emblématiquement, les expressions contestataires résolument opposées à tout académisme et à toute concertation estimée superflue.

Sur le plan stratégique, l'équipe nationale de Peuple et Culture a participé, souvent dans un contexte difficile, au dynamisme des institutions créées dans les années 60. Par-delà les tendances millénaristes toujours vivantes et les volontés répressives toujours présentes dans l'appareil politico-administratif, il s'agit désormais de gérer les innovations dans une ambiance nettement moins exaltante mais propice à la créativité. Le FONJEP devient opérationnel en inventant une concertation efficace et en se dotant d'une forte structuration. L'Office franco-allemand permet chaque année à des centaines de jeunes d'échanger leurs problèmes et leurs espoirs et favorise les opérations innovantes sur le plan des échanges individuels et collectifs. Le secteur rural bénéficie de la vitalité associative pour des actions de grande ampleur dans le domaine culturel.

Si l'entourage de Comiti à la Jeunesse et aux Sports croit utile de monter à l'assaut des citadelles de l'éducation populaire, l'équipe "Duhamel-Rigaud" à l'Agriculture puis à la Culture fait preuve d'un libéralisme et d'une efficacité qui s'incarnent dans des réalisations exemplaires, tel le musée d'Orsay, et assure, de ce fait, la pérennité de cette jeune administration toujours contestée par les services du budget. Parallèlement, les collectivités locales montent en puissance et nouent des accords avec les associations régionales de Peuple et Culture en Isère, en Corrèze, dans le Nord (à propos d'accords passés entre PEC Corrèze et la ville de Tulle, lire la fiche ci-dessous).

## La convention culturelle Peuple et Culture Corrèze/ville de Tulle

En 1978, Peuple et Culture Corrèze signe avec la ville de Tulle - une nouvelle équipe municipale "d'union de la gauche" vient juste d'être élue - une convention culturelle.

Cet acte doit à la fois au contexte général : à cette époque, les élus locaux, notamment de gauche, commencent à mesurer tout l'enjeu du développement culturel et les mouvements régionalistes articulés autour de la revendication "vivre, travailler"... mais aussi "créer au pays", constituent une force vivante ; il doit bien sûr aussi au contexte local : peu ou pas d'institutions culturelles, si bien que la nouvelle équipe municipale va

"naturellement" sentir la nécessité de s'appuyer sur Peuple et Culture qui existe depuis 1951 et dispose d'une solide expérience et d'un large réseau.

La convention Pec Corrèze/ville de Tulle comprend un ensemble d'actions qui, depuis 17 années maintenant, ont bien entendu varié dans leurs contenus et leurs formes mais qui restent fidèles à l'idée première de leur fondement : la nécessité d'une approche de divers modes d'expression culturelle et de langages artistiques, susceptible de dépasser la seule consommation de spectacles et d'œuvres.



Dans le même temps, le Fonds social européen commence à financer les premières opérations de formation professionnelle à base territoriale.

Mais, en 1979, l'équipe de fondateurs quitte définitivement le mouvement. De nouveaux horizons internationaux ont été ouverts. Avec l'Académie socialiste de Prague, des rencontres dans les deux pays ont été organisées pour la recherche d'un modèle de développement original conciliant l'efficacité économique et le libre épanouissement des personnes, en prenant pour base les thèses de Raymond Aron sur l'évolution des sociétés industrielles... Mais cette tentative ne résistera pas à l'invasion soviétique d'août 68. Par ailleurs, le Québec vit la révolution tranquille dans les institutions et dans les mœurs. L'ex-pays de Maria


●●● C'est ainsi que sont nés un ensemble d'ateliers de pratiques artistiques (théâtre, écriture, chanson/musique, arts plastiques) accompagnés par des artistes (comédiens, écrivains, musiciens, plasticiens) ; les participants constituent des groupes très hétérogènes, en âge et appartenance socio-professionnelle. D'une certaine manière, cette démarche a tenté d'allier ce qui était habituellement assimilé à la sphère du "socio-culturel" avec une exigence culturelle de qualité, afin que les pratiques dites amateurs ne soient pas ghettoisées, qu'elles ne soient pas seulement des enjeux de convivialité et de sociabilité mais qu'elles participent d'une véritable aventure artistique et intellectuelle.

Par ailleurs, grâce à cette convention, Peuple et Culture Corrèze a pu défricher un domaine quasi inexistant dans la ville et dans toute cette zone rurale : celui de l'art contemporain qui reste un des plus élitaires. En invitant chaque année des artistes à résider, créer et exposer dans la ville, en repérant et aménageant des lieux possibles d'exposition, en développant un travail pédagogique en direction des enfants et des jeunes mais aussi des

adultes (rencontres avec les artistes, grands repères sur l'histoire de l'art...). Bien sûr ces initiatives ont pris d'autant plus de sens qu'elles sont toujours restées reliées aux autres actions de Peuple et Culture Corrèze : formation du citoyen avec les cycles "Droit de questions", voyages d'études, mémoire sociale, publications, éditions...

Renouvelable chaque année à la suite d'un bilan, la convention prévoit une subvention d'activités mais surtout la prise en charge d'un poste de travail et le complément d'un autre.

Si bien que pendant toutes ces années d'économisme forcené, pendant lesquelles les associations étaient souvent sommées d'être rentables et devaient consacrer une grande part de leur investissement aux problèmes de gestion, Peuple et Culture Corrèze, qui comprend encore une grande composante bénévole, a pu utiliser la sienne à capter, imaginer, innover, dans une totale autonomie d'action vis-à-vis d'un pouvoir municipal convaincu de cette nécessité.

Manée Teyssandier 

Chapdelaine devient un lieu d'innovations où les dirigeants de Peuple et Culture vont puiser dans des hypothèses fécondes... tout en apportant leurs propres méthodologies sur le développement culturel concerté. L'Office franco-québécois viendra institutionnaliser ces rassemblements chaleureux. Dès la fin de la guerre d'Algérie, les responsables de Peuple et Culture entreprennent un long périple de l'Université d'Oran aux puits de pétrole sahariens en passant par les ministères d'Alger. Des contacts sont créés et les premiers échanges se déroulent dans une ambiance exaltante, sans cependant aboutir à une institutionnalisation formelle.

Ces douze années auront été celles de tous les débats et de tous les combats entre deux générations : la génération du Front populaire, porteuse d'une politique concertée de démocratisation culturelle - devenue développement culturel par l'apport des sciences sociales - guidée vers "les routes géographiques du futur" par les liens opérationnels de la planification économique, et la génération 68 porteuse du droit à la différence, dénonciatrice des fruits pervers de la marche forcée vers la modernisation, de l'asphyxiante culture de la bourgeoisie et des valeurs inaliénables de l'individualité... Dans chaque génération, certains, désireux de conserver les acquis institutionnels des années 60, s'efforcent pourtant de concilier les vertus de la créativité militante d'un peuple désormais admis dans sa diversité et des expressions culturelles refusant toute hiérarchie de valeur.

Durant cette période critique, Peuple et Culture a non seulement survécu, mais étendu ses activités dans un climat politique relationnel particulièrement tendu entre les tenants de l'Ordre moral, les contestataires millénaristes et ceux qui, patiemment, intégraient la pensée 68 dans les lois et les institutions... sinon dans les mœurs. Pour la génération du Front populaire et de la Résistance, le message "un peuple, une culture" n'a rien perdu de son actualité. Il s'agit toujours de rendre "la culture au peuple et le peuple à la culture" présupposant certes des ordres différenciés, mais une hiérarchie basée sur des catégories.

Les générations montantes refusent quant à elles "le dialogue invisible et sacré" avec les œuvres porteuses d'une vérité universelle, mais luttent pour que les catégories sociales dominées expriment leur vérité dans des représentations collectives éphémères, irrécupérables par les institutions, mais porteuses de langages et de sens qui ouvriront l'imaginaire sur de nouveaux horizons pour l'action de transformation sociale.

Conformément à sa tradition, il revient à Peuple et Culture d'ouvrir le débat. En 1977, le quatrième Congrès de Peuple et Culture sur le thème "Culture et territoire"<sup>6</sup>, symboliquement, se déroule en pays d'Oc, à Montauban, porteur des thèses régionalistes. Il s'agit désormais de définir des modalités de co-gestion du développement culturel d'un

## Quelques groupes Peuple et Culture

L'histoire de Peuple et Culture a été traversée par la naissance et la présence active de groupes régionaux. Mais, nombreux sont ceux, pour des raisons diverses, dont l'existence est restée éphémère. Brève présentation de trois associations, aujourd'hui disparues, qui ont contribué à la vitalité du mouvement.

### **Peuple et Culture Loire**

Créé au début des années 50 par des militants syndicaux, il a entrepris des actions culturelles dans les quartiers, puis participé au mouvement social qui a abouti à la création des Maisons de la Culture de Firminy et de Saint-Etienne. Sur le plan de la formation, le Centre inter-professionnel de la Loire a été l'un des premiers organismes paritaires de formation entre partenaires économiques. Les militants de Peuple et Culture y ont donné droit de cité aux méthodes qui avaient été expérimentées dans l'éducation populaire : animation de groupe, techniques d'enquêtes, entraînement mental...

### **Peuple et Culture Midi-Provence**

Le groupe est né, à la fin des années 60, de l'initiative d'un groupe de militants ouvriers d'un quartier de la Cabucelle à Marseille et a longtemps consacré l'essentiel de son activité à la formation de cadres par des techniques issues de Peuple et Culture : clubs de lecture, entraînement mental, esthétique de la vie quotidienne. Par la suite, l'initiative s'est déplacé pour se confondre avec celle de personnalités éminentes des milieux politiques marseillais. Les techniques de Peuple et Culture ont ainsi laissé place aux activités classiques de quelques

maisons de quartier, ce qui ne justifiait plus le maintien de liens institutionnels avec le mouvement.

### **Peuple et Culture Tarn-et-Garonne**

Ce groupe a été fondé en 1956 sous l'impulsion d'un instituteur, Raymond Mariet, qui, après quelques années de bénévolat, fut mis à la disposition de l'association et entreprit une action résolue de formation de cadres en milieu rural. Coopératives, centres d'études techniques, syndicats firent appel à Mariet pour assurer l'animation de sessions, basées sur l'entraînement mental et l'enquête sociologique. Très rapidement, les responsables du groupe comprirent l'importance des bouleversements qu'allait entraîner la mise en place des institutions européennes pour la Politique agricole commune et, afin de préparer les mentalités, de nombreux voyages furent organisés en Hollande, en Italie et surtout en Allemagne. Profondément attaché à une laïcité plurielle dans l'esprit des Lumières, Mariet bénéficie d'une grande audience auprès des collectivités locales dont il est le conseiller éclairé pour les politiques culturelles. Mais l'association n'a pas connu le même développement professionnel que d'autres structures départementales. A l'heure actuelle, un petit noyau de bénévoles continue cependant à faire vivre les contacts noués depuis les années 60 par-delà les aléas politiques, lors de voyages d'étude et d'échanges avec les pays de l'Est, en particulier avec un groupe de chercheurs en sciences humaines en Tchécoslovaquie.

Jean-François Chosson 

territoire entre élus, associations, représentants institutionnels. Pour quelle culture ? Dumazedier intervient vigoureusement pour démontrer la légitimité du pouvoir culturel pour lutter contre les inégalités culturelles, même si celles-ci se masquent sous le vocable moderniste de la diversité, par-delà les conquêtes des années 60. Mais les différents intervenants ne manquent pas de souligner là une nouvelle dynamique, l'invention d'une culture régionale marquant la volonté des citoyens de s'inscrire dans un territoire et une mémoire collective tout en suscitant les conditions d'une réponse aux défis de l'heure. En 1978, le débat sera repris sous une forme plus ample à Amiens lors d'un colloque intitulé "Pour un renouveau de l'action culturelle"<sup>7</sup>, organisé symboliquement à la Maison de la Culture. Débats passionnants entre les tenants de la démocratisation culturelle et ceux qui luttent pour l'expression des groupes dépassant les stéréotypes ou ceux qui se prononcent sur des créations collectives associant professionnels et travailleurs en lutte, ou bien ceux qui demandent avec de Certeau l'ouverture des institutions vers les pratiques quotidiennes, les arts de faire et de dire, les stratégies implicites des milliers de gens qui se refusent à être des consommateurs passifs... Plus simplement la culture de tous et pour tous...

Entre 1967 et 1979 toutes les conditions étaient réunies pour créer un éclatement de Peuple et Culture. Dans les idées comme dans les actions, Peuple et Culture était devenu Peuples et Cultures... Si, pendant cette période, plusieurs associations de Peuple et Culture ont disparu, un seul groupe régional, par ailleurs fort dynamique, a quitté l'association-mère (à propos de groupes régionaux éphémères, lire la fiche ci-contre).

Sans doute la présence intellectuelle forte des fondateurs et l'énergie cinétique des institutions mises en place n'a-t-elle pas été étrangère à cette pérennité mais peut-être faut-il aller au-delà !... Si, contrairement à d'autres organisations, Peuple et Culture, dans ces années chaotiques, n'a pas succombé aux déchirements, aux contradictions, à l'instinct de mort, c'est peut-être parce qu'existent et demeurent dans l'inconscient collectif de Peuple et Culture une amitié, une solidarité basée sur la volonté d'affronter les combats sociaux, mais aussi des relations authentiques et des moments forts. Comme les *Copains* de Jules Romains "ils étaient contents d'agir ensemble, de s'enfoncer dans une forêt impénétrable et d'aller où ils allaient...". Les Auberges de la Jeunesse des années 36 et de 45 avaient été une tentative politique, par-delà les orages non désirés, pour créer ce monde nouveau afin "d'aller au devant de la vie...". Accomplir, dans la vie d'adulte, ce rêve de jeunesse : changer le monde par la culture et l'amitié, peut-être est-ce là la vérité profonde de l'institution Peuple et Culture dans ces années mutantes.

### Notes du chapitre

1. C. Levi-Strauss, *Race et histoire*, Paris, UNESCO, 1952.
2. L. Althusser, *Pour Marx*, F. Maspero, 1980.
3. Paris, éditions Capperman, Poche, 1972.
4. C. Dubar, J. Hédoux, G. Mlékuz, "L'expérience de l'action collective de formation de Sallaumines-Noyelles", in *De l'éducation populaire à l'éducation permanente, les associations face à la loi de 1971 dans le champ de la formation*, Document de l'INJEP n°15, INJEP et Peuple et Culture, 1994.
5. J.-F. Chosson, *Les générations du développement rural*, Paris, LGDJ, 1990.
6. Collectif, *Culture et territoire*, Paris, Ed. Peuple et Culture, 1977.
7. Collectif, *Pour un renouveau de l'action culturelle*, Paris, Peuple et Culture, 1978.



1  
1 9 7 9  
9  
5

Peuple et Culture(s)



## Quel peuple ?

En 1979, les fondateurs quittent donc définitivement les instances politiques du mouvement et la direction des commissions techniques. A l'Assemblée générale de la même année, Marc Vignal est élu président, Bernard Smaghe secrétaire général, Christian Carrier trésorier. Comme les héros de Sartre, les responsables qui prennent la relève de la génération du Front populaire se retrouvent "seuls, libres et sans excuse...". L'héritage intellectuel et institutionnel de l'équipe fondatrice a résisté aux ouragans de Mai 68, aux assauts de l'Ordre moral et connaît toujours des avancées décisives.

La notion de développement culturel chemine dans les esprits et si son acception n'est ni univoque ni stable, elle est malgré tout à l'origine de politiques concertées. Fait significatif : sur le plan international, l'UNESCO lance spectaculairement, en 1980, la décennie du Développement Culturel sous l'influence conjointe des "théologiens de la libération", des idéologues des mouvements sociaux mais aussi des organisations à vocation économique désormais affrontées à l'échec des politiques de développement basées sur des technologies occidentales et de productivisme. En France, symboliquement, le bulletin du Service des études du ministère de la Culture, animé par Augustin Girard, s'intitule "Développement culturel". Dans les villes, les campagnes, des politiques partenariales pluri-annuelles sont élaborées sous cette terminologie, en particulier à Grenoble, Rennes, Annecy, villes-laboratoires où la culture devient un enjeu politique.

Mais au début des années 80, l'élite politico-administrative qui a conduit la modernisation du pays depuis la Libération, quitte les allées du pouvoir. Dès les origines, les fondateurs de Peuple et Culture entretenaient des liens discrets et efficaces avec ces responsables, guidés par le principe intangible de concilier démocratie et efficacité économique par la mystique de la planification concertée, cette troisième voie entre capitalisme et communisme ayant connu son apogée dans les années 60 ; Peuple et Culture avait joué dans cet ensemble un rôle de mentor culturel, le journal *Le Monde* en avait été le porte-parole quotidien et la revue *Esprit* dans les années 50, autour de J.M. Domenach et Bartoli, avait apporté la réflexion théorique. Mais, plus que les individus, c'est la mondialisation des échanges économiques qui provoque la perte de centralité de l'Etat keynesien, et par-delà, de l'idée de planification qui avait promu le passage de l'utopie de l'éducation populaire au concept de développement culturel harmonisé, programmé, évalué. Certes, les administrations centrales dispensent toujours des subventions ou des

conventions, mais il s'agit désormais de crédits incitatifs qui, grâce au label de l'agrément ou de la promotion collective, permettent l'accès à des financements européens, régionaux, locaux.

PEC, fidèle à sa mémoire collective ancrée dans la Résistance, est toujours une association militante, mais devient aussi, de plus en plus, une entreprise où travaillent en synergie bénévoles, permanents et travailleurs précaires : contrats à durée déterminée, TUC puis CES, vacataires et objecteurs de conscience. Sur le plan local, la compétition avec les organismes privés ou para-publics devient la règle, et il convient de faire la preuve de sa technicité et, surtout, de son adaptabilité à la mouvance des situations. Ainsi, PEC devient une entreprise astreinte à la rigueur et à la compétitivité mais en respectant les principes autogestionnaires de la loi de 1901 et les "impératifs catégoriques" liés à ses valeurs fondatrices. Etrange aventure où chaque entité régionale revendique une autonomie de décision accrue en fonction du contexte socio-politique, tout en manifestant toujours une volonté de maintenir les vertus de la solidarité nationale... et en plaidant pour un accès direct aux crédits européens. Insensiblement, la Fédération Peuple et Culture glisse vers une Union de structures autonomes mais poursuivant un projet commun.

Ce changement deviendra effectif au cours de la réforme statutaire votée à l'Assemblée générale de 1993, évolution apparemment juridique qui cèle en réalité la conclusion provisoire d'une transformation sociologique beaucoup plus profonde. L'équipe fondatrice a représenté symboliquement l'aventure de l'éducation populaire dans un pays conduit par l'Etat-Nation, le poids de la classe ouvrière organisée et du monde paysan, l'influence des intellectuels engagés théorisant le développement culturel, la lente montée vers une morale individuelle plus libérée mais dans une société où les valeurs de la structure familiale sont toujours présentes.

66

Désormais, il s'agit de reconstruire Peuple et Culture en prenant en compte les centres de décision en émergence - collectivités locales et Europe - un climat politique où la "lutte finale" n'apparaît plus comme une fin nécessaire, une économie où le tertiaire devient dominant et la recomposition de la famille à partir de modèles de relation plus libres entre individus.

Mais où est le peuple en cette fin de siècle ? La révolution technologique et informationnelle, génératrice, malgré la croissance, de chômage de masse dans les pays industrialisés, provoque l'exclusion de groupe sociaux et des zones territoriales rejetés des pôles de croissance. Désormais, des millions d'individus sont littéralement au ban de la société. Syndicats et partis affrontent une situation radicalement nouvelle où ils doivent faire face aux problèmes sociaux liés au déclin de l'Etat-

Providence et aux chefs d'entreprise qui doivent trouver leur place dans des circuits d'échanges économiques où règne un libéralisme sans frontières.

Où sont les ressorts d'une nouvelle citoyenneté ? Contrairement aux propos pessimistes, les élections présidentielles de 1995 ont démontré la capacité des partis à structurer la vie publique au cours de cette période-clé. Des syndicalistes, minoritaires mais actifs, proposent à la base des solutions innovantes pour le partage du travail ou des modes d'organisation basés sur l'autonomie des collectifs. La vie démocratique ne saurait se passer de ces organisations sans lesquelles les collectivités et les entreprises ne pourraient assumer leurs fonctions de creuset social. Fait inquiétant : au cours des dernières élections municipales, 38% des élus ne se sont point représentés. Il est vrai que les tâches de plus en plus complexes auxquelles ils sont confrontés demandent vigilance, compétence et dévouement sans limite !

L'action associative échappe-t-elle à ces difficultés ? Constatons simplement la spectaculaire croissance quantitative des associations. En 1975, le nombre d'associations créées était de 23.600 par an, il est de 60.000 en 1995, disposant de 800.000 emplois à temps plein, 1.300.000 lorsqu'on ajoute les emplois temporaires. S'agit-il des fondements d'une démocratie nouvelle porteuse d'une citoyenneté active ? La question mérite d'être posée.

Sur le plan économique, les emplois restent précaires parce que liés à des conventions à durée déterminée, à des programmes aussi changeants que les ministres. Comment susciter une citoyenneté active entre un local fourmillant de forces endogènes, mais dont les pierres de barrage risquent de cacher le reste du monde, et une Europe dont l'identité culturelle reste encore à inventer ?

A Peuple et Culture, le passage de la Fédération à l'Union demande un apprentissage institutionnel qui a d'ailleurs fait l'objet d'un week-end de travail studieux les 14 et 15 janvier 1995, dessinant les contours d'une organisation destinée à donner force et visibilité aux actions locales en fonction d'une identité de plus en plus affirmée vis-à-vis des pouvoirs publics.

Dans le secteur, modeste certes, mais important par le rayonnement, de l'éducation populaire, ne convient-il pas de travailler à reconstruire la Nation de la communauté des citoyens, actrice de son devenir mais toujours porteuse de la volonté de libération du "peuple de la nuit" de la Résistance, des révoltes de la Commune, du combat pour l'Égalité et les Droits de l'Homme ?

## L'action culturelle de Peuple et Culture

L'implication de Peuple et Culture dans le champ culturel constitue le fondement même de sa création et de son existence. « Rendre le peuple à la culture et la culture au peuple » : telle en était la devise originelle, et si celle-ci peut, plusieurs décennies plus tard, sembler un peu incantatoire, elle reste néanmoins hautement significative des objectifs et des valeurs de Peuple et Culture, de la place fondamentale accordée à la culture dans une mission d'éducation permanente et de développement.

Cette implication a bien sûr varié au cours de cinquante années d'existence. Ces dix dernières années, l'action culturelle menée à Peuple et Culture s'est redéployée dans un contexte où la culture est devenue plus radicalement l'objet d'enjeux économiques et financiers revendiqués comme tels, ainsi qu'un instrument de communication particulièrement prisé par de nombreux organes de la société française, publics ou privés, commerciaux ou non-marchands : la culture comme vitrine, la culture instrumentalisée, ... une culture plus médiatique que médiante, largement étrangère aux valeurs de développement individuel et de rapport sensible au savoir. C'est dans ce climat général - de "tout culturel" et de logique économiste - que l'action et la réflexion en matière de médiation artistique et culturelle se sont réorientées au sein du réseau Peuple et Culture.

Trois caractéristiques majeures de l'action culturelle telle qu'elle s'incarne aujourd'hui peuvent être dégagées :

► **La polyvalence** : le développement de l'axe culturel ne se fait pas de manière isolée ; au contraire, il est le plus souvent pensé et concrétisé en synergie étroite avec d'autres types d'action. En effet, les dynamiques culturelles mises en place sont en relation avec d'autres secteurs d'activités comme les échanges internationaux, la formation - qu'elle soit professionnelle ou non - et l'animation ou la revitalisation d'un territoire.

Le Père Noël Noir, organisé par Peuple et Culture Allier, est un bon exemple de cette polyvalence. Tous les ans, ce festival est l'occasion d'une rencontre où jeunes, nationalités et styles musicaux se mélangent. Pour l'association qui en est à l'origine et qui a voulu installer ce rendez-vous en tant que tel dans la vie de Montluçon, contre vents et marées, l'idée est résolument de montrer le décalage qui existe entre la vie économique, sociale et culturelle de la ville et celle de la cité ; en posant comme un acte cette manifestation "multi-musicale et interculturelle", qui tout à la fois dénonce et cherche à combler le fossé.

La dynamique est double : culturelle et de quartier, puisque ce sont les jeunes de la cité qui organisent et animent la manifestation culturelle. Mais, au-delà de la volonté de créer un événement entre jeunes de la cité, l'objectif est d'amener jusqu'à la cité des "étrangers", venus du reste de la ville et d'ébranler les systèmes de représentation habituels. Il s'agit de valoriser à leurs propres yeux ceux qui sont exclus, mais aussi d'influer sur ceux qui "excluent" ou qui participent aux processus d'exclusion. ● ● ●

## Des cultures ?

Mais le sentiment d'appartenance à une Nation héritière de modèles historiques, littéraires, scientifiques inaliénables, ne signifie pas pour autant une volonté hégémonique dans la construction patiente d'un nouvel imaginaire. Désormais, dans les villes, dans les villages, dans les quartiers, Peuple et Culture contribue à créer les conditions nécessaires pour que chaque groupe social formalise son savoir, sa culture, son identité : reconnaître la diversité des cultures, organiser le débat démocratique tout en démontrant les interdépendances, effectuer un travail sur soi-même pour en assumer la vitalité par l'échange collectif des significations.

La vocation de l'éducation populaire, et de PEC en particulier, ne change pas de nature mais la politique de démocratisation culturelle de la Nation s'intègre dans une perspective plus large : il s'agit désormais de permettre aux groupes sociaux, à tous les groupes sociaux, en particulier les plus défavorisés, d'exprimer leur culture pour être acteurs dans la cité. Chaque Français, chaque habitant, est partie prenante d'un quartier, d'un pays, d'un groupe social qui a ses codes, ses langages, ses repères, son mode de relation à autrui... Il convient de l'aider à exprimer sa volonté par l'appui à la création individuelle et collective. La culture par tous et pour tous ? (lire la fiche sur la culture ci-contre)

Certes... mais à condition de passer par les apprentissages qui permettent les expressions vraies, riches et diversifiées : les ateliers d'écriture, l'expression par le théâtre, la vidéo, les musiques, les arts plastiques, avec l'appui d'un créateur authentique à la fois exigeant et respectueux de l'autonomie de chacun. Des démarches de formation basées sur des parcours individualisés valorisant l'intégration des acquis de l'expérience (lire la fiche sur la formation à la page 84). Des travaux en groupe favorisant la confrontation avec des modèles complexes. Des rassemblements festifs et chaleureux exprimant l'âme d'une communauté, d'un quartier, d'un terroir, mais proclamant leur volonté citoyenne dans une Nation composée d'hommes libres et égaux, refusant le communautarisme générateur de ghettos. Inscrire dans le temps une spécificité culturelle et marquer son appartenance à une Nation respectueuse des diversités et partie prenante de l'édification de l'Europe. Tels sont les grands desseins de Peuple et Culture.

Désormais, la mondialisation des échanges et des communications devient le fait majeur : il appartient à l'éducation populaire de contribuer à permettre à chaque individu de disposer de repères au plan local, de considérer comme inaliénables les modèles culturels légués par la Nation avec les Droits de l'Homme, de construire patiemment et avec imagination la grande Europe des peuples.

●●● ▶ **Le lien entre découverte de la création et pratiques qualifiées** : les équipes de Peuple et Culture offrent aussi, dans bien des cas, la possibilité d'une pratique artistique personnelle de qualité considérée comme un élément catalyseur dans le travail de diffusion et de sensibilisation à l'art. Des artistes y sont donc associés.

C'est le cas de la "Boutique d'écriture" mise en place par une équipe de Peuple et Culture dans le quartier de la Paillade à Montpellier. Ouverte à des publics spécifiques - femmes immigrées, jeunes en formation...-, mais aussi à tous les habitants du quartier ou de la ville, elle est habitée par un poète et un romancier, Hervé Piekarski et François Bon. En collaboration avec les animateurs et les formateurs du lieu, et en interaction avec les autres démarches qui y sont déployées, ils y font vivre plusieurs ateliers d'écriture au sein desquels la culture devient elle-même médiation : peu importe que les participants lisent ou non les ouvrages qui servent de support au travail de l'atelier - même si cela peut aussi se produire-, ce qui compte, c'est de déplacer les frontières, les règles du jeu habituelles, de modifier la place des uns et des autres. Ainsi, la médiation de l'acte prend le pas sur la médiation de l'œuvre. L'écriture et la lecture, souvent appréhendées comme des activités solitaires, s'y jouent collectivement, créant des situations nouvelles et ayant pour objectif de toucher, au-delà des 25 000 habitants de la ZUP, le reste de la ville : à travers des lectures publiques dans les lieux institués de la diffusion culturelle (galeries, bibliothèques municipales, etc.) et dans l'affichage des textes créés dans l'atelier sur le flanc des autobus ou sur les sachets des boulangers.

▶ **La diversité des champs artistiques** : à côté des secteurs "classiques" - théâtre, arts plastiques, musique... -, des champs plus nouveaux ou moins "médiatiques" comme la vidéo, la lecture ou l'écriture sont aussi explorés.

On ne saurait évoquer le secteur culturel de Peuple et Culture sans dire quelques mots de l'initiative lancée par la Délégation au développement et aux formations du ministère de la Culture d'associer différentes fédérations d'éducation populaire, dont Peuple et Culture, à l'élaboration d'une formation à la médiation artistique et culturelle. Cette initiative, à plus d'un titre, rejoignait les préoccupations de l'Union.

En tant qu'offre de formation, tout d'abord, puisqu'elle a donné la possibilité à Peuple et Culture d'en faire bénéficier ses acteurs. Parce que cette proposition nous a permis, d'autre part, de jouer un rôle actif dans la construction de modules de formation et de faire en sorte qu'ils ne soient pas exclusivement tournés vers des connaissances "techniques" mais soient aussi l'occasion d'une réflexion sur les enjeux et la place de la culture dans notre société.

Elle a présenté en outre, au moins sur le principe, l'occasion, au sein du comité de pilotage comme dans les rangs des stagiaires, de confronter notre analyse et nos convictions à d'autres approches et points de vue, tant dans les réseaux de l'éducation populaire que de la part de la Délégation au développement et aux formations ou des intervenants - chercheurs et créateurs - sollicités.

Corinne Baudelot  
et Catherine Beaumont



Aux journées nationales d'Annecy (1980), PEC interroge : "Du citoyen à la citoyenneté, quelle culture politique ?". La rupture est double : sur le plan des formes comme sur celui des contenus. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement, les fondateurs n'apparaissent point pour élaborer la problématique des travaux, et sont même absents de la rencontre. Significativement, le centre de gravité du club "Culture et Démocratie" s'est déplacé en province. Après la présentation de Marc Vignal, c'est Guy Saez, de PEC Isère, qui expose les hypothèses de départ en mettant l'accent sur la diversification du champ de l'éducation populaire dans les deux grands domaines de l'animation et de l'éducation permanente, alors que se mettent en place des centres de décision décentralisés de l'action culturelle dans les communes et les régions. Les interrogations de base sont apportées par le germaniste Alfred Grosser, le sociologue Pierre Sansot, le politologue de Bernis, marquant ainsi la volonté de la nouvelle équipe dirigeante de créer un savoir nouveau sur l'éducation du citoyen à partir de sources différentes... Dans le même temps, la notion de "culture politique" fait son entrée en force dans un mouvement jusqu'ici axé sur l'autonomie du pouvoir culturel.

Les journées nationales rurales de Dinard, l'Université d'été de Nancy en 1981 marquent également les premiers pas de la nouvelle équipe dirigeante hors des sentiers balisés par les aînés. Un premier numéro de la revue *Culture* est édité et annoncé comme devant avoir une parution trimestrielle. Les rencontres sont inaugurales d'un nouveau style de relations entre le "National" et les "Régions". Désormais, les associations de PEC s'adaptent à la montée en croissance des centres de décision en émergence : Europe-régions-collectivités locales. Elles se doivent de démontrer leur efficacité aux échelons administratifs régionaux et, en même temps, elles doivent être très présentes intellectuellement.

Ainsi, en Auvergne, pour répondre à ces nouvelles données, l'association Peuple et Culture, jusqu'alors régionale, suscite, en 1987, la création de deux structures départementales : Peuple et Culture Puy-de-Dôme et Peuple et Culture Allier (lire la fiche sur les trois associations de l'Auvergne en pages 74 et 75).

Peuple et Culture Isère crée, à partir de 1980, les Comités d'étude et de proposition (CEP). Le CEP "rural" donne vie au concept "d'exploitant rural"<sup>1</sup> et popularise ses positions par le canal de la revue *Alternatives Paysannes*. Le CEP "minorités" crée des lieux alternatifs pour les jeunes dans les grands ensembles (lire la fiche sur PEC Isère à la page 50 et celle sur le secteur rural en pages 86 et 87).

1. Pour l'ensemble des notes du chapitre, se reporter à la page 94.

Acteur de ce secteur, R. Monségur part bientôt à Montpellier où il applique un principe majeur qui sera à la base des espaces d'Information Formation Animation Développement : s'immerger dans les quartiers difficiles et les zones rurales déprimées, permettre aux habitants, en particulier les jeunes, de travailler sur leurs propres cultures, les former par un ensemble de contacts, de réunions, de voyages et ainsi les amener à être des animateurs dans leur contexte économique et social, et pour certains d'entre eux, devenir des professionnels compétents. Eviter à la fois un soi-disant professionnalisme coupé de la vie, un bénévolat dont l'apparent dévouement masque l'incapacité à affronter des situations difficiles et inventer des réponses adaptées. La création des IFAD donne une visibilité à cette volonté de cohérence entre les différentes modalités d'intervention segmentées sur le plan administratif : formation professionnelle, animation, action culturelle, développement local (lire la fiche ci-dessous).

## Peuple et Culture Languedoc-Roussillon

En 1982, René Monségur, issu de Peuple et Culture Isère, arrive à Montpellier souhaitant poursuivre et développer en toute liberté les actions qu'il menait à Grenoble : immersion dans les quartiers difficiles pour en faire émerger de jeunes élites, et ce à travers des rencontres avec les jeunes et des voyages à l'étranger ; réflexion en amont sur le travail social lié aux problèmes de quartier.

Grâce à une mise à disposition de six mois et un prêt de Pec national, il s'installe dans une chapelle désaffectée. Il est rapidement rejoint par trois personnes - Daniel Alvergnat, Jean-Luc Menu et Richard Macia - qui constituent la première équipe.

Les contacts pris avec le réseau des squatters, par l'intermédiaire d'une architecte militante, donnent naissance à une réflexion sur l'habitat.

Parallèlement, un axe d'échanges franco-allemands est mis en place, notamment sur le thème de l'aménagement du cadre

de vie et du mode d'habitat. Le réseau des squatters participe à ces échanges mais également d'autres personnes intéressées par cette problématique. D'autres voyages sont organisés avec des ruraux sur le thème de la petite agriculture de montagne.

Peuple et Culture Languedoc-Roussillon est créé en 1982.

L'association organise la rencontre "Peuples et cultures de la Méditerranée", échange de musiciens et de jeunes des quartiers. Elle participe également au Festival des Rencontres méditerranéennes de cinéma.

Sur le plan des échanges internationaux, deux axes sont développés : l'axe européen et l'axe algérien avec des voyages pour les enseignants, pour les travailleurs sociaux sur les programmes de santé algériens et pour les ruraux sur le thème de la gestion de l'espace rural.

D'autre part, des modules de formation sur la communication, la vidéo et le cinéma sont mis en place.



●●● En 1984, suite à l'agrément de la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports, les premiers stages de formation dans le cadre du DEFA apparaissent, de même que des actions de requalification et préqualification pour les jeunes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

Parallèlement au secteur de la formation, des actions sont développées sur le plan culturel :

- cinq sessions du projet Euromed de 1985 à 1989 (rassemblement de jeunes créateurs méditerranéens, allemands, anglais et hollandais autour d'actions artistiques et de débats sur des thèmes d'actualité),
- la création en 1983 d'un mensuel culturel régional intitulé *Strapontin*,
- la mise en place des "Rencontres méditerranéennes", grande manifestation culturelle, la même année,
- et les actions autour des Carrières de Sussargues.

Concernant ce dernier projet, Pec Languedoc-Roussillon fait le pari de rendre vie à ce site fabuleux de Sussargues. Il s'agit de transformer les carrières en lieu éducatif (propice à l'étude de la faune et de la flore), culturel (en laissant des artistes y sculpter des œuvres, en y proposant des stages professionnels de taille de pierre, en y montant une scène en plein air). Le projet consiste également à fabriquer un habitat troglodytique destiné à devenir un centre d'hébergement pour un tourisme spécialisé. Au départ, le Conseil général soutient le projet puis, après un changement politique, s'en retire. Peuple et Culture ne pouvant assurer le coût financier de l'investissement, cesse cette action en 1989.

Par ailleurs, l'association organise des colloques, participe à l'année internationale de la jeunesse en 1985, met en place des Université d'été sur "les arts de la table et du vin" en 1990 et 1991. Le secteur international, quant à lui, prend de l'essor.

Un projet de développement des implantations de l'association languedocienne est lancé à la fin des années 80 dans la perspective de mettre en place des activités de formation professionnelle ou culturelle.

Des actions ponctuelles sont alors développées dans des quartiers de Montpellier, à Nîmes et dans certaines zones rurales (Lodève, Ganges, Espéras) et donnent naissance aux espaces IFAD (Information Formation Animation Développement).

En 1991, les IFAD deviennent des structures autonomes regroupées au sein de l'Union régionale Peuple et Culture Languedoc-Roussillon.

Ces quelques lignes donnent un aperçu des grands champs thématiques de Peuple et Culture Languedoc-Roussillon ; elles limitent cependant son histoire et ne traduisent pas la richesse de l'aventure languedocienne.

En effet, partie d'une équipe très restreinte, l'Union régionale Peuple et Culture Languedoc-Roussillon, regroupant aujourd'hui 10 structures - 6 IAFD et 4 APP (Atelier pédagogique personnalisé) - et plus d'une centaine de salariés, est devenue la plus importante et la plus polyvalente des associations du réseau Peuple et Culture.

Cathy Vivodtzev 

## Peuple et Culture en Auvergne

Créée en 1964, à l'initiative de Jacques Barbichon, animateur national et spécialiste de l'entraînement mental, Peuple et Culture Auvergne développe, dans les premières années, des actions autour de trois axes principaux : l'action culturelle, la formation et les échanges internationaux.

**L'action culturelle** : les premières actions, fortement ancrées dans le territoire rural, sont des stages culturels associés à des activités sportives (menés dans une perspective de revalorisation des campagnes) et un travail d'animation en milieu rural à travers des clubs de lecture et un accompagnement pour la mise en fonctionnement de bibliothèques.

Par la suite, différents projets culturels sont menés, notamment la création d'un café-théâtre qui ouvre ses portes en 1978, la mise en place d'un ciné-club en milieu rural et la contribution au développement de bibliothèques d'entreprises.

Par ailleurs, Peuple et Culture Auvergne est à l'origine de la création de plusieurs structures liées à l'action culturelle dans la région, dans le champ du théâtre : Théâtre populaire et l'Œil Ecoute.

**La formation** : les premiers stages s'inscrivent dans les congés-cadres jeunesse : formation des cadres de l'éducation populaire (stages théoriques sur la vie associative, aide à la prise de responsabilité dans les associations...) et des comités d'entreprise (CE) pour les activités de loisirs.

Avec l'avènement de la loi de 71, Peuple et Culture Auvergne s'investit dans ce secteur, à travers, par exemple, une formation à l'école des cadres infirmiers de Clermont-Ferrand.

Progressivement la génération des "animateurs" vient succéder au groupe initial, notamment des stagiaires de la formation professionnelle issus d'une promotion nationale pour le CAPACE. En 1981, l'association met en place une formation longue durée préparant au DEFA suite à son agrément par la région Auvergne et la DRFP. Sous cette forme, cette formation ne durera qu'une session mais elle sera reprise en 1985 sous une nouvelle formule (en discontinu). Cette époque marque également le début de l'implication de Peuple et Culture Auvergne dans le champ de l'insertion : mise en place de formations pour les jeunes en poste TUC et interventions dans les dispositifs "insertion sociale et professionnelle" pour les jeunes de 16 à 25 ans.

**Les échanges internationaux** : les premiers voyages, organisés en France dès la création de l'association, permettent d'expérimenter l'outil "pédagogie du voyage" et sont, en ce sens, les précurseurs des voyages d'études à l'étranger. Le premier voyage international a lieu en 1970 à Hanovre sur "la vie quotidienne d'un travailleur allemand à Hanovre" ; le groupe de participants est composé d'une quarantaine de jeunes issus de différents CE. En 1972, en collaboration avec la ville et dans le cadre des jumelages de communes, Pec Auvergne prend des contacts avec la ville de Regensburg. A partir de la fin des années 70, l'association de l'Auvergne poursuit les voyages d'étude en Allemagne (à Berlin, Regensburg, Augsburg, Hanovre) et s'ouvre sur d'autres pays : Pologne, Angleterre, Italie et Belgique. ●●●

●●● En 1987, en adaptation au nouveau contexte de décentralisation, l'équipe de Clermont-Ferrand crée deux associations à vocation départementale : Pec Puy-de-Dôme et Pec Allier (basée à Huriel puis à Montluçon à partir de 1989). Pec Puy-de-Dôme s'investit de plus en plus dans les dispositifs d'insertion mis en place par l'Etat (stages "insertion sociale et professionnelle", stages pour chômeurs longue durée, stages RMI, lutte contre l'illettrisme...). Mais l'association, ne pouvant plus ou refusant de s'adapter aux nouvelles mesures publiques de lutte contre le chômage, cesse ce type d'activité en 1990.

En 1991, des conflits éclatent au sein de Pec Puy-de-Dôme et provoquent une scission : une partie de l'équipe quitte la structure et recommence, de manière indépendante, d'autres activités au sein de l'association régionale Peuple et Culture Auvergne, jusqu'ici en sommeil.

**A Peuple et Culture Puy-de-Dôme,** l'action internationale se développe considérablement pour devenir le principal secteur d'activité, notamment avec la session annuelle *Eurock*, rencontre multiculturelle autour de la musique rock mise en place en 1988. Le secteur rural, jusqu'ici peu actif, se trouve renforcé par l'embauche d'une permanente chargée de développer deux axes : l'agriculture biologique et la formation des accompagnateurs de moyenne montagne.

**Peuple et Culture Auvergne** développe quatre types d'action : formation d'animateurs (DEFA, BEATEP), accompagnement des femmes en difficulté d'insertion (programme européen NOW), lutte contre l'illettrisme et mémoire sociale (avec l'entreprise Michelin).

L'année 93 marque la création de la formation "Exploitant rural" dans le cadre de la démultiplication pilotée par Peuple et Culture au niveau national.

En 1994, l'association ne parvenant pas à se faire reconnaître un rôle de coordination et de représentation au niveau régional, par les deux structures départementales, le CREFAD (Centre de recherches, d'études, de formations à l'animation et au développement) se substitue à Peuple et Culture Auvergne. Le CREFAD est désormais une association affiliée à Peuple et Culture.

**Peuple et Culture Allier,** de son côté, organise en 1990 ce qui constituera par la suite un des éléments majeurs du renom de cette association, à savoir la première édition du Père Noël Noir, manifestation multi-musicale et interculturelle.

En 1991, l'association se voit confier par la sous-préfecture de Montluçon, la mise en place d'un module de mobilisation pour jeunes en grande difficulté.

En 1993, Pec Allier s'installe à Fonbouillant, un quartier de la périphérie de Montluçon et confirme ainsi sa nature d'association de proximité à destination des publics de la cité. La dernière cuvée du Père Noël Noir symbolise cette orientation ; en effet, sont étroitement associés à la mise en place et à l'organisation de ce festival musical les habitants de la cité avec lesquels Pec Allier travaille : mères de famille socialement isolées, jeunes du quartier, RMIstes, etc. Par ailleurs, l'association offre à ces personnes la possibilité, à côté des actions sociales qu'elle mène avec eux, de pratiquer des activités culturelles (vidéo, photo, théâtre).

Cathy Vivodtzev 

PEC Corrèze, dans le cadre de sa convention avec la ville de Tulle, fait appel à des comédiens, musiciens, plasticiens pour travailler au sein d'ateliers de pratiques artistiques composés de groupes très hétérogènes, tout en promouvant une politique ambitieuse de diffusion de l'art contemporain en milieu rural.

PEC Loire-Atlantique, par le canal d'une convention avec le Fonds Social Européen, entreprend une action novatrice de développement culturel en milieu rural, développe des échanges internationaux avec les pays de l'Est, structure des actions auprès des jeunes et un secteur "Etudes" effectuant des diagnostics locaux sur les bassins d'emploi, et, surtout, s'investit dans des programmes de formation mis en place par les pouvoirs publics (lire la fiche ci-dessous).

## Peuple et Culture Loire-Atlantique

A l'origine de Peuple et Culture Loire-Atlantique, il y eut le GEREP (Groupe d'études et de recherches sur l'éducation populaire) créé en 1970 par des militants d'éducation populaire (adhérents locaux de Peuple et Culture) et affilié au mouvement.

Dès 1972, suite au départ de quelques-uns de ses membres, l'association est mise en sommeil pour ne renaître que huit années plus tard avec l'arrivée de nouveaux militants (acteurs associatifs, responsables d'organismes socio-culturels, agents de l'ANPE...) souhaitant constituer un "Centre de ressources" pour le développement de la vie associative. L'objectif est de mettre en place des actions de formation spécifiques à la vie associative et au développement local urbain et rural pour des responsables d'associations et des élus locaux.

En 1983, le GEREP devient Peuple et Culture Loire-Atlantique.

Les premières années, l'association met en place des stages de formation, financés par l'Etat, destinés aux "nouveaux formateurs" pour les dispositifs d'insertion des jeunes, ainsi que des Universités d'été sur différents thèmes : l'informatique au service des associations, la lutte contre l'illettrisme, l'environnement, les relations internationales, l'entraînement mental...

Puis le secteur de la formation va se développer considérablement et provoquer ce que les militants nantais ressentent peu à peu comme une dérive.

Dans une logique d'adaptation aux nouvelles formules proposées par l'ANPE, la direction du Travail, l'Etat et quelquefois des entreprises ou d'importantes associations, Pec Loire-Atlantique est amené à étendre son secteur formation et, par là, à accepter les évolutions sans toujours les maîtriser.

Progressivement l'association passe de la formation de formateurs, ●●●

●●● d'agents de développement et de responsables de structures, à des interventions plus directement liées à la vie économique et au monde de l'entreprise.

Les contacts avec les entreprises se multiplient et donnent lieu à l'organisation de nombreuses formations en alternance dans le cadre de stages d'insertion dans la vie professionnelle (SIVP). Se heurtant à la vision instrumentale et à court terme des entreprises partenaires, Peuple et Culture est frustré de ne pouvoir remplir sa mission pédagogique comme il le souhaiterait.

L'équipe gère également des stages de formation de chômeurs longue durée, issus notamment de communes rurales.

Elle est alors contrainte d'embaucher du personnel : jusqu'à une vingtaine de formateurs pour des stages accueillant au total plus de mille stagiaires, pour la plupart dans des zones rurales. Travaillant avec un public défavorisé et tentant de répondre à un besoin local, l'association trouve un intérêt à ces actions mais s'éloigne encore un peu plus de son projet initial.

Ainsi, alors que son intention est que tous les stagiaires puissent, pendant leur stage, faire un voyage d'études à l'étranger, rencontrer des structures analogues ou des chômeurs d'un autre pays, elle ne parvient jamais à obtenir de la direction du Travail que ces voyages soient inclus dans les frais de formation.

La faiblesse des financements perçus ne permet plus d'assurer la formation des formateurs.


Pendant toute cette période, l'association est tiraillée entre le sentiment de trahison des ambitions originelles et la nécessité, pour la survie économique de l'entreprise associative, de s'inscrire dans des dispositifs publics et d'en respecter les règles du jeu.

En 1991, le Conseil d'administration décide d'enrayer cette dérive en cessant les actions de formation, au prix d'une douloureuse obligation de licenciements.

L'équipe permanente est désormais réduite à une salariée à mi-temps affectée au secrétariat et à la comptabilité, et les militants se consacreront désormais à davantage de réflexion.

Un atelier est mis en place : le thème de l'exclusion est retenu car il constitue, dans la société actuelle, l'obstacle majeur aux conditions d'expression d'une réelle citoyenneté.

Se forme alors un groupe de réflexion. L'objectif poursuivi est de créer un lieu permanent où la réflexion, la confrontation et l'échange puissent se développer en dehors des logiques sectorielles et grâce à des rencontres régulières sur des thèmes liés à l'exclusion avec la participation d'intervenants qualifiés.

Cathy Vivodtzev 

Cette fiche a été rédigée à partir, entre autres, d'un article Claude Chaillou, intitulé "Dix années d'expérience de la formation à Peuple et Culture Loire-Atlantique", in *De l'éducation populaire à l'éducation permanente, les associations face à la loi de 1971 dans le champ de la formation*, Document de l'INJEP n°15, Peuple et Culture et l'INJEP, 1994.

Autrement dit, les associations PEC affrontent une situation radicalement nouvelle où il importe en même temps de créer des liens opérationnels avec les collectivités locales, de maintenir des liaisons fonctionnelles avec le centre national et d'amorcer l'aventure européenne dispensatrice de crédits communautaires. Désormais, sur le plan méthodologique, les régions doivent innover ou périlcliter... ce que d'aucuns appellent "la civilisation de l'intelligence", mais d'autres "la confusion entre le secteur économique et le secteur associatif".

En fait, à PEC, comme dans toutes les fédérations, le National est contesté dans son principe même : doit-on s'orienter vers une simple coordination nationale ?



Bénigno Cacérés, Joffre Dumazedier et Joseph Rovin débattent sur les "valeurs fondatrices" de Peuple et Culture, à l'occasion de son 40<sup>ème</sup> anniversaire, à Annecy en novembre 1985 (archives Peuple et Culture).



En 1985, le 40<sup>ème</sup> anniversaire du mouvement a lieu du 8 au 11 novembre, à Annecy, dans la ville où l'association nationale a commencé à se structurer. Les fondateurs y tiennent une grande place, notamment sur les origines du mouvement, et une spectaculaire polémique oppose Dumazedier à des historiens confirmés qui avaient émis quelques doutes sur l'actualité du manifeste initial (voir la photographie ci-contre).

Par ailleurs, la situation présente est analysée dans toutes ses composantes par quelques brillants esprits de l'époque mais aucune synthèse n'est tentée avec les pratiques militantes exposées en commission. Fort heureusement, les fraternités inter-générationnelles permettent de remettre à des séances ultérieures cette quête d'un sens collectif d'une totalité provisoirement dispersée.

Au niveau national, Peuple et Culture continue à structurer administrativement le mouvement et entreprend une politique internationale de grande ampleur qui trouvera son aboutissement en 1982 avec l'organisation de la Conférence internationale du Conseil international de l'éducation des adultes (CIEA) à l'UNESCO sous la présidence effective du Président de la République et de quatre ministres (voir la photographie à la page suivante).

Dans le même esprit, une rencontre est organisée à Toulouse en collaboration avec le Bureau européen de l'éducation populaire (BEEP) sur "l'éducation populaire dans les pays du Sud". Par la suite, les relations avec ces deux instances seront régulièrement assurées par Bernard Smagghe et donneront lieu à des échanges suivis, indépendamment des régions qui développent leur politique spécifique. De nombreuses délégations vont en mission dans des pays qui jusqu'ici étaient restés à l'écart des circuits d'échange : Nicaragua, Irak, Grèce, Portugal. Mais il n'existe pas de liaison véritablement fonctionnelle entre les régions et le "National" sur le plan des activités internationales.

Les différents centres de décision, de l'Europe à la commune, consacrent une part de plus en plus importante de leur budget à la culture. Volonté de contribuer à l'élaboration des valeurs d'un Nouveau Monde dont les horizons doivent être réinventés ? Promotion de l'image de marque des collectivités territoriales par l'instrumentalisation de la création ? Ouverture de l'imaginaire collectif ou plus simplement espace de loisirs contribuant à la "distinction" des électeurs ? Les motivations des décideurs sont fort diverses, mais il est vrai qu'à partir de 1980, les budgets culturels sont en expansion, et même doublés lorsqu'en 1981, la gauche au pouvoir nomme Jack Lang au ministère de la Culture. Les crédits passent de trois à six milliards de francs en 1982 et seront maintenus lorsque sonnera l'heure de la rigueur.

Le concept de développement culturel connaît une spectaculaire renaissance par la création d'une Direction du développement culturel

sous l'autorité de Dominique Wallon, ancien président de l'UNEF, et de Bernard Gilman, ex-permanent de Peuple et Culture et concepteur de la politique culturelle de Grenoble. Assumant résolument l'héritage du Front populaire, de Malraux et du IV<sup>e</sup> Plan, ils reprennent avec ampleur l'idée de Michel Guy (1914-76) de chartes culturelles en passant des conventions dites de "développement culturel" avec les collectivités locales s'inscrivant dans le cadre des priorités nationales. Cette procédure est étendue aux catégories défavorisées : hôpitaux, prisons, universités<sup>2</sup>... Le décret de 1982, fixant les attributions du ministère, signale en premier lieu que la politique culturelle a pour mission de permettre à tous les Français de cultiver leur capacité d'inventer et de créer. Mais très rapidement, l'équivoque s'installe avec un ministre qui ne croit guère aux programmations, qui annonce à l'Assemblée que "les Français ont franchi la frontière qui sépare la nuit de la lumière" et veut célébrer "les horizons du rêve et de l'utopie".



Conférence internationale sur l'éducation des adultes, octobre 1982 (archives Peuple et Culture)

La direction du développement culturel disparaît en 1986 et, avec elle, le mythe d'une possible renaissance d'une politique du Front populaire basée sur la mobilisation des forces associatives pour le partage d'une culture qui deviendrait "une force identique à celle de la faim" pour changer la société. Certes, André Henry, au ministère du Temps libre, promeut le chèque-vacances et tente d'introduire en 1982 une reconnaissance des associations dites d'utilité sociale. Mais cette volonté de réforme, positive dans ses intentions, se heurte aux résistances des associations elles-mêmes qui redoutent d'être rejetées dans un ghetto hors du droit commun et soumises à l'appréciation de l'administration. De fait, sur ce sujet, PEC se solidarise avec les coordinations associatives sur un arrière-fond de rendez-vous historiques manqués. Les conventions dites de développement culturel seront intégrées à la politique d'aménagement du territoire et il appartiendra aux régions d'en tirer profit. Le Conseil national de la vie associative (CNVA) est créé en 1983. Cependant, des relations fonctionnelles s'instaurent progressivement entre les Directions régionales d'action culturelle (DRAC) et les associations de Peuple et Culture pour des opérations novatrices : mémoire sociale, patrimoine industriel, lutte contre l'illettrisme... Fait nouveau et porteur d'avenir pour les associations PEC, une collaboration féconde s'ébauche entre certaines DRAC et des Directions Régionales de la Formation Professionnelle pour la mise en place de modules culturels dans les opérations d'insertion. En effet, depuis l'opération "50.000 jeunes" (1975) et les stages Barre (1976), les actions en direction des jeunes étaient considérées comme transitoires. Le rapport Schwartz (1981) présente le problème du chômage des jeunes comme une donnée structurelle nécessitant des mesures d'ouverture. Depuis, les politiques se sont succédé, tentant de concilier une approche sociale et une approche économique, tout en expérimentant des méthodes diversifiées en direction d'un public le plus souvent en situation d'échec scolaire. Ainsi, en Languedoc-Roussillon, à l'occasion du programme PAQUE 1992-93, des modules de création culturelle sont intégrés dans les opérations en direction des jeunes. D'une manière générale, les actions de formation professionnelle pour l'insertion des jeunes ont donné lieu à des pratiques sociales mais ont rarement été formalisées dans des écrits significatifs.

La convention de Grenoble organisée par PEC en 1987 est une remarquable réussite, notamment l'alternance entre les tribunes sur les problèmes de société animées par Guy Saez, les créations de la Maison de la Culture, en particulier le spectacle de Kantor, et les activités festives... mais avec une césure toujours prégnante entre les pratiques régionales et les propos pertinents de personnalités indiscutables, telles que Bertrand Schwartz et Serge July, qui ne contribuent cependant point à théoriser l'essence du mouvement sinon par quelques allusions à la nécessité de renouveler les mythes originels, et, d'une manière générale, de refonder

l'éducation populaire ! Résolution est prise par les instances de mettre en place des journées d'études destinées à donner une cohérence doctrinale aux équipes régionales qui ont le sentiment d'être ignorées par un centre, certes remarquablement géré, mais qui n'assume pas sa fonction de mise en relation. De fait, une rencontre de réflexion est proposée pour juillet 1987 sur le thème "Peuple et Culture dans le monde d'aujourd'hui", mais l'excellence du programme n'est point suffisante pour être attractive vis-à-vis des régions qui souhaitent, avant tout, élaborer un projet collectif à partir d'une meilleure lisibilité de leurs actions. Les journées sont annulées. Pourtant, cet échec se révèle salutaire dans la mesure où le Conseil d'administration, élargi aux présidents régionaux, prend la ferme résolution, en juillet et septembre 1987, de mettre en œuvre des réformes institutionnelles permettant la reconnaissance des expérimentations, l'élaboration d'un programme d'actions assorti d'un échéancier, un nouveau manifeste... et une meilleure convivialité dans les rapports de travail.

Un rapport d'audit est commandité à un consultant extérieur. Remis en mars 1988, ledit rapport constate le clivage passé-présent, national-régions et, par-delà, la difficulté pour PEC à déterminer une nouvelle logique de développement. Les solutions alternatives qui sont proposées font l'objet de journées nationales à Rajat (24-26 novembre 1988). Des modifications organisationnelles importantes sont adoptées et entérinées lors d'une Assemblée générale, en particulier la création d'un collège des adhérents individuels et l'élection du président par l'A.G. L'Assemblée générale de Nîmes (décembre 1989) apporte un début de clarification. Le nouveau collège des individuels, composé de néo-militants enthousiastes et décidés, permet un échange fécond sur les potentialités de l'éducation populaire pour renouveler l'idéologie de l'éducation permanente qui, ces dernières années, en est restée aux aspects méthodologiques et conceptuels en relation avec le champ fragmenté des sciences sociales. L'équipe Vignal-Smaghe quitte les instances nationales, saluée pour sa rigueur gestionnaire, la capacité institutionnelle dont elle a fait preuve pour succéder à l'équipe fondatrice et ainsi assumer tensions et contradictions au cours d'une période où il convenait de conduire, en même temps, l'ouverture des frontières, la décentralisation et la montée en force des réseaux locaux. Le National pouvait-il être autre chose qu'une "surface projective à conflits...", comme l'aurait dit un psychanalyste ? Peut-être, mais cette fonction latente n'a-t-elle pas été assumée par la plupart des instances nationales, politiques ou sociales, en ces années mutantes où l'histoire a hésité entre le repli identitaire et le grand large ?...

L'élection d'un nouveau président à l'Assemblée générale de Nîmes, le choix d'une gestion plus collective et l'abandon du poste de Secrétaire général, traduisent cependant la volonté d'assurer de meilleures cohé-

rences entre le “National” et “les régions” et, par-delà, de promouvoir d'autres structures et un style de relations ouvert aux innovations.

Par ailleurs, les associations, tout en restant toujours soucieuses de manifester leur identité, se dotent de plus en plus de coordinations efficaces pour constituer une force autonome de propositions. Le CNVA effectue des travaux remarquables sur la notion d'utilité sociale, la fiscalité, l'avenir du bénévolat. Le Conseil national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) fait toujours preuve de vigilance pour des batailles budgétaires et juridiques. Le Comité d'études et de liaison des associations à vocation agricole et rurale (CELAVAR) est devenu un organisme particulièrement apte à diffuser rapidement les informations, à déterminer des plates-formes communes, à élaborer des contre-propositions crédibles dans le domaine du développement rural. Le 14 novembre 1989, les coordinations françaises ont également provoqué la création du Comité européen des associations d'intérêt général (CEDAG) dont l'objectif explicite est d'affirmer la légitimité des associations dans la construction de l'Europe communautaire.

Comment constituer une force associative autonome et responsable sans perdre son âme et son temps en conciles de notables ? Dialectique jamais résolue mais nécessaire dans un monde où les grandes organisations fortement structurées laissent place à des réseaux efficaces basés sur des implications non formalisées mais opératoires.

A partir de 1990, les instances élues de Peuple et Culture s'attacheront à construire une entité nationale qui aura pour mission de mieux articuler les niveaux de décision avec les instances régionales et internationales, de donner une visibilité et une cohérence aux actions autour de thèmes majeurs, d'assurer l'équilibre du mouvement à partir des trois axes qui en font l'originalité : le lieu de réflexion sur l'éducation permanente, les groupes de travail sur les contenus et les méthodes du mouvement, le développement des équipes régionales.

Le lecteur pourra utilement se reporter aux différents rapports moraux et d'orientations des Assemblées générales pour se faire une opinion personnelle ainsi qu'aux documents de présentation de l'Union Peuple et Culture. Ou tout au plus convient-il de résumer ici les principales interrogations autour des finalités, des structures et des thématiques d'action.

► La réflexion sur les finalités de l'association Peuple et Culture a été formalisée à partir des textes qui en ont marqué autant d'étapes : textes de l'Assemblée générale de Nîmes (1990) et de Paris (1993) suivis d'une charte en dix points définissant les options fondamentales de tout militant de Peuple et Culture.

## Le secteur "Formation" de Peuple et Culture

A la fin des années 50, le succès des Universités de printemps de Boulouris et d'été d'Houlgate, réunissant de 50 à 200 personnes, provoque des demandes dans les domaines de compétence de Peuple et Culture, en particulier l'entraînement mental, la lecture, les sciences sociales. Dans un premier temps, Ginette Cacérés, très efficace et bénéficiant d'une grande audience grâce à ses travaux sur la lecture, fait appel au réseau Peuple et Culture et effectue un important travail de coordination auprès des commissions pour ajuster l'offre et la demande.

Mais, la décennie suivante, la création des diplômes et des écoles d'animateurs, la structuration des services Formation dans les administrations et les entreprises, le vote de la loi congés-cadres jeunesse, provoquent une explosion de la demande. Le service "formation" est créé sous la direction d'Yves Caillaud puis de Nicole Charloiseau et comprend dix secteurs. Il couvre les Universités d'été, les stages régionaux et nationaux, les congés culturels, les séminaires internationaux ainsi que des prestations extérieures (pour des ministères, d'autres associations, des syndicats ou des entreprises). De fait, les Universités jouent le rôle de pépinières de formateurs à temps partiel pour répondre à des situations d'urgence ou temporaires, mais aussi à des actions de longue haleine.

A partir du vote de la loi de 1971 sur la formation professionnelle continue, à laquelle "le groupe de pression Peuple et Culture" fait ajouter la notion d'éducation permanente, le problème est posé : Peuple et Culture doit-il jouer le jeu du marché où, désormais, sociétés d'intervention, universités, services para-

publics sont présents ? Quoi qu'il en soit, le service Formation sera, jusqu'en 1979, un point de rencontre fécond entre les différentes strates, notamment par la mise en place des Universités "méthodes".

A partir des années 80, l'implication de Peuple et Culture dans le champ de la formation est relayée par ses entités locales ou régionales. Saisissant les possibilités offertes, les associations s'investissent dans différents dispositifs publics : formation continue des cadres et professionnels de l'animation (DEFA, BEATEP, BAPAAT expérimental) et programmes d'insertion (PAQUE, lutte contre l'illettrisme...).

Aujourd'hui, au niveau national, le secteur Formation s'articule autour de deux axes :  
► **la réflexion sur les enjeux de la formation**, en particulier permanente, dans une perspective de développement social et culturel des individus ; cette réflexion, portée entre autres par le groupe des Adhérents individuels de l'Union, fait l'objet notamment de soirées-débat.

► **la recherche pédagogique**, avec comme principales méthodes, l'autoformation, l'entraînement mental, la pédagogie du projet et les histoires de vie ; cette dernière approche a donné lieu à la mise en place d'une collection qui porte son nom, en collaboration avec la revue *Education permanente*.

Jean-François Chosson  
et Cathy Vivodtzev

► Les travaux sur les structures ont trouvé un aboutissement provisoire avec l'Assemblée générale de 1993 qui a entériné les statuts de l'Union composée à parité de militants adhérents individuels et d'associations adhérentes ou affiliées. Mais il ne suffit pas de donner une constitution au mouvement pour que les différentes entités fonctionnent sans heurts ni contradictions. L'apprentissage institutionnel sera-t-il jamais achevé ? Le débat sur les compétences, les limites, les délégations de pouvoir persiste entre ceux qui sont partisans d'une simple entité de coordination nationale et ceux qui veulent faire vivre un échelon national capable de mettre en œuvre les cohérences et les impulsions nécessaires à une présence active dans les centres de décision, de favoriser les relations inter-associatives, impulser le développement territorial... et, par-delà, de veiller à une maîtrise relative des flux financiers.

► Les thématiques d'action ont été regroupées autour de quatre pôles permettant la lisibilité des pratiques régionales, leur confrontation à des experts ou à d'autres modèles et leur formalisation dans des écrits afin de disposer de dossiers étayés :

- **Action et médiation culturelles** (lire la fiche en pages 68 et 70)
- **Formation**, centrée sur l'accompagnement de projets et des recherches thématiques : entraînement mental, autoformation, méthodologie des histoires de vie (lire la fiche ci-contre)
- **Développement local en milieu rural**, avec, en plus des équipes des associations adhérentes, trois structures affiliées : Accueil Paysan, Relier, ASFODEL (lire la fiche en pages 86 et 87)
- **Activités internationales**, centrée sur la mobilité et l'apprentissage interculturel (lire la fiche en pages 88 et 89).

En simplifiant, mais sans caricaturer, il est possible d'affirmer que Peuple et Culture représente, en microcosme, l'aventure de la société française : va-t-on vers un PEC des régions et des cultures en affirmant comme l'historien François Furet "la fin de l'idée traditionnelle de Nation" ? ou bien faut-il maintenir un centre intégrateur, porteur d'une identité spécifique vis-à-vis des pouvoirs nationaux et supra-nationaux ? Il convient de rappeler l'importance de la réflexion amorcée à Peuple et Culture et le caractère exemplaire que prendront les orientations choisies par les militants au cours des années à venir.

## L'action de Peuple et Culture en milieu rural

La première commission rurale est presque aussi ancienne que Peuple et Culture : créée en septembre 45, elle rassemblait des animateurs et des instituteurs ruraux venant de la Haute-Savoie, de l'Isère, des Hautes-Alpes et de la Drôme. Son activité était centrée principalement sur l'organisation de stages de formation destinés aux ruraux et d'actions culturelles en milieu rural. Dès son origine, ce secteur entreprend d'adapter les méthodes de base de l'association - enquêtes sociologiques, clubs de lecture, entraînement mental - aux caractères spécifiques du milieu rural.

Le secteur rural connaît un nouvel essor à la suite du vote de la loi complémentaire d'orientation Debré-Pisani de 1962. Peuple et Culture participe activement aux Universités agronomiques de printemps, qui regroupent les promotions sortantes des grandes écoles du ministère de l'Agriculture sur le thème du développement culturel de l'espace rural.

En 1963, Peuple et Culture est agréé en promotion collective et peut ainsi entreprendre des actions de longue haleine prenant en compte la fonction agricole de l'espace rural, mais aussi sa dimension culturelle par la diffusion de l'art contemporain.

A la fin des années 70, dans le cadre des Comités d'Etude et de Proposition initiés par Peuple et Culture Isère, le CEP rural est celui qui donne lieu aux réalisations les plus nombreuses et les plus innovantes. Il a en outre un effet considérable sur l'implication de Peuple et Culture en milieu rural, tant au niveau méthodologique que sur le plan du développement puisqu'il va

donner naissance à plusieurs associations affiliées à vocation rurale.

### Les principaux prolongements de ce CEP rural :

► En 1982, ont lieu, à l'initiative de Pec Isère, les rencontres nationales de Corté au cours desquelles les participants rédigent et signent un "Manifeste pour l'agriculture différente".

Des rencontres sont alors organisées régulièrement jusqu'en 1985, date à laquelle l'association Relier (Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural) est créée. Conçue comme un espace de rencontre, de formation, de conseil et d'accompagnement des initiatives, Relier a, entre autres, fortement contribué à l'étude et à la promotion de la vente collective de produits fermiers.

► Les recherches-actions sur les modèles alternatifs en agriculture impulsées au sein du CEP par Pierre Muller aboutissent à la conceptualisation du nouveau métier d'"exploitant rural" qui intègre, en fonction de la diversité des situations, des activités liées à la commercialisation directe, au tourisme, à l'entretien de l'environnement. La formation, financée dans un premier temps par la mission "Nouvelles Qualifications", se tient d'abord en Isère puis est transférée au Pradel, en Ardèche, où est constituée l'association Asfodel ; celle-ci s'attache, au-delà de l'obtention d'un diplôme par ses stagiaires, à favoriser leur installation, notamment par un système de tutorat.





●●● ▶ L'accueil à la ferme, expérimenté en 1983 par un Paysan animateur du CEP, se structure par la naissance, en 1987, de l'association Accueil Paysan qui développe peu à peu un réseau, une charte de qualité, un axe de formation et des partenariats ville-campagne.

▶ Enfin, les réflexions du CEP ainsi que les actions de terrain visant à œuvrer pour la vitalité économique et culturelle de l'espace rural, en particulier par le maintien d'une "agriculture plus économe et plus autonome", trouvent leur écho, à partir de 1981, dans la revue *Alternatives Paysannes* - qui est reprise au niveau national en 1992 sous le nom d'*Alternatives Rurales*.

Aujourd'hui, le réseau rural de Peuple et Culture, composé d'une douzaine d'associations adhérentes à vocation départementale ou régionale, et affiliées à caractère thématique (Relier, Accueil Paysan et Asfodel), affirme la spécificité d'une action associative d'éducation populaire en milieu rural, dans une recherche permanente des formes les plus appropriées.

Ses deux principaux champs d'intervention sont :

▶ **L'action culturelle** et, notamment, une réflexion sur l'articulation entre culture et développement local. Parmi les réalisations, les équipes de Peuple et Culture participent au Festival des Francophonies de Limoges, à la médiatisation des œuvres du Fonds régional d'art contemporain du Limousin,

à la diffusion de l'art contemporain à Pont-en-Royans, en Isère, à la promotion, en Auvergne, d'expériences de théâtre à la ferme.

▶ **La lutte contre l'exclusion et pour le développement des métiers ruraux.**

Dans l'objectif de développer l'emploi en milieu rural, les associations du réseau sont à l'initiative de la création d'entreprises d'insertion, mènent des programmes expérimentaux sur l'accompagnement de projets et poursuivent, sous l'impulsion de l'Union, la démultiplication de la formation "Exploitant rural".

Dans le cadre de cette démultiplication, une étude a été menée par Jean Le Monnier et Pierre Muller et a fait l'objet d'une publication : *Les aventuriers du monde rural*.

Par ailleurs, de nombreux échanges internationaux en milieu rural sont conduits avec le concours de l'OFAJ et des programmes "Jeunesse pour l'Europe".

Au niveau national, un séminaire de réflexion se tient pour la quatrième année consécutive, à raison de quatre séances par an, sur le thème du développement local en milieu rural. Lieu d'échanges et de débats pour tous les acteurs du réseau rural, ce séminaire combine une analyse des pratiques et un éclairage théorique apporté par un ou plusieurs spécialistes.

Jean-François Chosson  
et Cathy Vivodtzev

## L'action internationale de Peuple et Culture

Les fondateurs de Peuple et Culture se préoccupent très tôt, dès 1945, de donner une dimension internationale à leur action d'éducation populaire. Cela tient à la fois à leur histoire personnelle - ainsi, les origines familiales de Joseph Rovan et Bénigno Cacérés les incitent à être particulièrement sensibles au devenir de l'Allemagne et de l'Espagne - et à leurs convictions politiques marquées par la "tradition internationaliste de la grande socialiste française".

Jusqu'au début des années 60, l'intérêt de Pec pour ce domaine se traduit essentiellement par l'envoi d'experts du mouvement à l'étranger, en Europe (Allemagne, Italie, Belgique, Yougoslavie...) et en Afrique du Nord (Algérie et Maroc) pour participer à des colloques et conférences internationales ou animer des sessions de formation. En retour, les Congrès et Universités de printemps et d'été accueillent régulièrement des représentants de structures étrangères. L'implication de Paul Lengrand dans les services de l'Unesco est également déterminante puisque plusieurs des missions effectuées par Peuple et Culture à cette époque, en Italie notamment, le sont à la demande de cette organisation.

L'enjeu des relations internationales qui sont alors initiées est non seulement de donner une résonance plus large aux actions éducatives et culturelles expérimentées en France, de voir comment elles peuvent être adaptées à d'autres contextes, mais aussi de les confronter à d'autres approches, développées sur des territoires géographiquement ou culturellement plus ou moins éloignés.

Dans le même temps, les premiers voyages culturels (Helsinki en 1952, Berne en 1954) ouvrent la voie d'une pratique qui ne cessera de prendre de l'ampleur au niveau national puis dans les associations régionales : il s'agit de déplacer un groupe à l'étranger pour lui faire vivre une expérience dépaysante et constructive à la fois, faire bouger et élargir ses repères. La création de l'Office franco-allemand pour la jeunesse va d'ailleurs intensifier ce volet d'activités puisque, dès 1964, Pec organise dix stages franco-allemands avec son soutien, inaugurant une coopération qui ne se démentira pas.

Au fil des ans, à des degrés divers et sous des formes différentes selon la configuration du mouvement, on retrouve cependant cette double dimension des relations internationales :

- ▶ d'une part, la volonté de développer et de promouvoir une démarche d'éducation populaire qui dépasse les seuls impératifs nationaux et la conviction que, pour répondre aux défis du monde actuel, il faut construire des partenariats au-delà des frontières et s'inscrire dans des réseaux ;
- ▶ d'autre part, l'idée que le voyage et l'accueil de groupes étrangers constituent des supports privilégiés d'une action éducative, que la découverte et la confrontation à une autre culture permettent d'identifier ce qui, dans nos comportements, relève d'habitudes culturelles, de mesurer ainsi le caractère réducteur des stéréotypes que l'on peut avoir sur un pays et ses habitants et de créer les conditions pour tout un chacun d'une véritable ouverture interculturelle qui vise, non pas à l'exportation d'une culture universelle et uniforme, mais au dialogue et à l'enrichissement mutuel des individus et des cultures. ●●●

●●● C'est sur la première exigence que l'activité de l'association nationale va être centrée pendant toute la décennie 80, période où l'investissement de Pec au sein du Conseil international de l'éducation des adultes (CIEA) et du Bureau européen de l'éducation populaire (BEEP) est particulièrement fort, même s'il se fait sans que les retombées pour les échanges mis en place par les équipes régionales en soient toujours très lisibles.

Ainsi, il est significatif que le poste du "chargé de mission Europe", créé en 1988, ait avant tout donné lieu à l'organisation pendant deux années consécutives d'un séminaire européen sur l'éducation des adultes, rassemblant des responsables associatifs de plusieurs pays autour de débats très généraux, peu ou pas alimentés par les pratiques élaborées sur le terrain. Si cette fonction de représentation au sein d'instances internationales a été parfois jugée trop strictement protocolaire, trop abstraitement institutionnelle, l'importance d'une stratégie de mise en réseau, voire de lobbying, a néanmoins été réaffirmée ; elle s'illustre bien dans la participation du secteur rural, sous l'étiquette du Celavar, au réseau Virgile.

La commission "International" de l'Union s'est récemment fixée le même objectif, certains de ses membres envisageant même que Peuple et Culture puisse être à l'origine de la création d'une structure ad hoc, mais cette entreprise se heurte à la multiplicité des partenariats que les associations adhérentes et affiliées ont établis depuis plus de vingt ans et à la diversité de leurs champs d'intervention.

En effet, si elle répond toujours aux deux orientations majeures évoquées plus haut, l'activité internationale déployée au sein de Pec est d'autant plus variée qu'elle est conçue non pas de manière systématique et désincarnée, mais en fonction des affinités que les animateurs ont avec tel ou tel pays, avec telle ou telle structure.

Ainsi, la plupart des formations, qu'elle s'adresse à des jeunes en situation précaire ou à de futurs professionnels de l'animation, intègrent un voyage ou un échange, dans un objectif de consolidation du groupe, de dépaysement facilitant l'apprentissage et d'encouragement à la mobilité. Certaines équipes de Peuple et Culture organisent également des stages professionnels à l'étranger.

De même, sur les quelques cent-vingt rencontres bi- ou pluri-nationales organisées chaque année<sup>1</sup>, beaucoup prévoient à leur programme des ateliers artistiques ou des activités de sensibilisation à la création.

Revendiquer une telle transversalité ne signifie cependant pas que la conception et l'encadrement des voyages puissent s'improviser. Ils nécessitent au contraire des savoir-faire spécifiques, construits le plus souvent très empiriquement par les animateurs impliqués dans ces opérations, sorte de "pédagogie du voyage" que Pec cherche à formaliser depuis 1991, à travers l'impulsion d'un séminaire d'analyse des pratiques et la préparation d'un ouvrage collectif sur ce thème.

Corinne Baudelot 

1. Ces rencontres concernent environ 1700 personnes chaque année, en majorité des jeunes de 20 à 25 ans, la plupart sont en activité ou en formation. Les pays les plus visités dans le cadre de ces échanges sont l'Allemagne et les pays de l'Est (Pologne et Hongrie notamment). (données extraites de "L'international en images et en chiffres", document réalisé pour l'Université d'été de Gourdon, 1993)

## Des cultures, un peuple

1979-1995... Le départ des fondateurs et, par-delà, de leurs réseaux de solidarité et d'amitiés issues de la Résistance, du combat autonome pour la modernisation du pays allié à la lutte contre les injustices culturelles, a coïncidé avec les prémices de la mondialisation des échanges, la crise des valeurs et du lien social. Puis, en même temps que les tenants du "droit à la différence", issus de Mai 68, faisaient encore entendre leur voix, une troisième génération est apparue dans les quartiers, dans les villages, faisant preuve d'une étonnante créativité sociale et luttant pour le "droit à l'indifférence".

Les échanges internationaux, qui développent des thématiques allant de l'analyse des musiques jeunes aux expressions plastiques collectives et créent des liens avec les pays de l'Est et le Maghreb, appuient résolument l'OFAJ et les programmes "Jeunesse pour l'Europe" pour la mise en place d'opérations en direction des publics faiblement scolarisés.

Les médiateurs, selon la terminologie désormais en vigueur, contribuent à susciter des liaisons opérationnelles avec les créateurs dans les ateliers de pratiques artistiques et par l'utilisation des nouvelles technologies : images de synthèse, vidéo.

Les formateurs, confrontés aux "publics jeunes" selon l'euphémisme qui désigne le chômeur sans qualification, inventent de nouveaux chemins pour la pédagogie du projet, l'histoire de vie... et l'entraînement mental a toujours ses aventuriers qui ouvrent de nouvelles voies sur les distinctions subtiles, à partir des progrès des sciences humaines, entre les tenants de la psychanalyse et les "ouvriers" de la langue française. En effet, depuis 1994, un collectif imaginaire organise à Chatenay-Malabry une rencontre annuelle sur le thème "Les aventuriers de l'entraînement mental".

Le secteur rural donne vie au concept d'"exploitant rural", basé sur la prise en compte d'activités diversifiées en fonction de l'évolution des marchés et du contexte local. Par ailleurs, les méthodes de diffusion de la création contemporaine en milieu rural font l'objet d'opérations exemplaires.

Dans les régions, à l'échelon national et international, de nouvelles solidarités se créent dans les différents centres de décision et dans le secteur associatif. PEC national change de nature. Il conserve une part d'activité gestionnaire mais, désormais, son rôle de coordination et de formalisation des pratiques devient essentiel. La génération des années 80 n'accepte point de structures fédérales dispensatoires de mots d'ordre, de pédagogies sophistiquées issues de laboratoires ou de doctrines de la société dite savante. La structure nationale est acceptée dans la mesure où les pratiques sociales y sont analysées et ne sont pas confrontées à des

“Suprêmes-Théories” mais donnent lieu à des “morales provisoires” qui apparaissent opérationnelles aux acteurs concernés. Le séminaire annuel du groupe rural, des commissions spécialisées sur des thèmes de formation et dans le secteur associatif contribuent à jouer ce rôle. Par ailleurs, les soirées des adhérents individuels et les Universités d'été visent aussi à faire progresser la réflexion qui s'affirme dans des écrits considérés comme des étapes n'ayant certes pas le caractère impératif d'un manifeste, mais qui sont autant de démarches déterminant des repères dans une situation caractérisée par la fluidité.

Cette volonté de Peuple et Culture de reconnaître ses pratiques, son mode d'adaptation actif à un environnement spécifique, voire son langage et ses relations symboliques, ne va-t-elle pas de pair avec une volonté tout aussi manifeste d'appartenance à une institution caractérisée par une mémoire collective issue du “peuple de la nuit” de la Résistance, du combat pour l'accès de tous aux trésors de la culture et de la science, des éclairs de Mai 68 porteurs du droit à la différence, de la formalisation et de la reconnaissance des pratiques sociales novatrices dans une société où l'invention de nouvelles démarches impose une attention soutenue aux “faits porteurs d'avenir” ?

A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, une caractéristique de Peuple et Culture réside dans sa capacité à élaborer des “modèles d'action” dans les domaines fondamentaux de la formation des adultes et de l'action culturelle.

Et, au fil des jours, Peuple et Culture construit une organisation en correspondance avec ce Nouveau Monde qui se forme sous nos yeux :

► Une capacité gestionnaire pour faire vivre une entreprise associative basée sur une économie solidaire utilisant en synergie des ressources marchandes, non marchandes et non monétaires<sup>3</sup>. Ce qui suppose le respect scrupuleux des conventions signées avec les centres de décision locaux et européens, et en qualité de tête de réseau avec un Etat-Nation devenant l'Etat-animateur de structures différenciées pour la mise en œuvre de politiques publiques. Sans nul doute, il faudra établir des liens plus solides avec les PME et les PMI dans le cadre des bassins d'emploi et des pays correspondant avec des lieux de vie nettement identifiés.

► Il convient de démontrer dans le quotidien que l'économie d'entreprise est non seulement compatible avec la conception autogestionnaire de la loi de 1901, mais qu'elle en est la condition de réussite. En particulier, la gestion par un Conseil d'administration basé sur le bénévolat doit demeurer un principe sacré car elle permet d'impliquer des acteurs sociaux divers dans le fonctionnement de l'association locale ou régionale, et par-delà, de construire conjointement l'offre et la demande.

► Et cette synergie de l'entreprise et de l'association 1901 est rendue possible par la permanence de l'institution Peuple et Culture, la fidélité aux idéaux de la Résistance pour lutter contre toutes les oppressions, les conformismes, les égoïsmes ferments d'inégalités. Mais cette volonté de cohésion autour des symboles nationaux des Droits de l'Homme, de la Commune, de la Résistance n'a d'égale que la volonté de permettre à la diversité des groupes sociaux de déterminer leurs propres repères là où ils vivent, où ils aiment, où ils agissent solidairement...

Plus les échanges se mondialisent, plus les moyens de communication diffusent une culture cosmopolite, plus il convient, par la création individuelle et collective, par la confrontation avec des œuvres fortes, par les apprentissages nécessaires avec des techniciens et artistes confirmés, de faire vivre les repères fondamentaux constitutifs de l'âme d'une communauté urbaine ou rurale. Mais cette volonté d'agir localement ne doit pas constituer des pierres de hornage dans un monde où des ethnies manifestent leur volonté xénophobe et raciste par des crimes abominables. La Nation doit être constitutive des symboles fondamentaux porteurs du respect de la condition humaine et des symboles de la lutte pour l'égalité. Elle doit aussi engendrer la volonté d'être un acteur historique en fonction des alliances privilégiées, en particulier au sein de l'Europe en gestation d'une nouvelle citoyenneté. Mais, la Nation, pour permettre aux peuples d'exprimer leurs cultures, pour devenir un peuple de citoyens libres et égaux, doit aussi susciter ces nouvelles élites capables de formaliser un savoir issu de l'action.

Dans les années 45 et 50, Peuple et Culture a créé des outils utiles au service du militant pour analyser les déterminants et les potentialités de leur communauté d'appartenance. A la grande époque du développement culturel des années 60, sociologues et économistes, devenus conseillers du Prince, ont élaboré des méthodes pour analyser les besoins, programmer des équipements et des politiques, et évaluer des résultats. Mais les événements de Mai 68 ont fait surgir de nouveaux mouvements sociaux porteurs de valeurs d'individualité et de la valorisation des différences, lesquels ont suscité des rassemblements fraternels.

Aujourd'hui, face à la montée du chômage, à la stratégie imprévisible des nations mal dégagées des ethnicités originelles, aux risques d'explosion sociale dans nos cités, que peuvent les sciences sociales ? Elles peuvent certes encore apporter des outils nouveaux pour analyser une réalité toujours plus diversifiée, élaborer des modèles, synthétiser des données, mais, plus que jamais, les connaissances issues des laboratoires doivent être confrontées au savoir social, au savoir d'expérience, de créateurs sociaux qui mettent en rapport des ressources

et des personnes pour construire un nouveau champ de perception et l'appliquer à une situation déterminée avec audace et obstination.

L'éducation populaire a démontré sa capacité à permettre l'émergence de ces responsables, refusant les privilèges de la naissance et des itinéraires balisés par une vie étudiante jusqu'à 20 ou 30 ans hors de la vie, de ses contradictions, mais l'émergence aussi de la joie de conduire des actions efficaces avec des compagnons de route constitutifs d'une communauté agissante. Contre la pensée unique des managers publics ou privés, dominée par l'apparente logique des marchés, détecter, encourager, former de nouvelles élites porteuses de la culture de leur milieu, mais désireuses de s'ouvrir aux perspectives plus larges léguées par les rassemblements du Front populaire pour créer les fondements d'une culture commune à tout un peuple, la volonté d'unité de la Résistance contre toutes les oppressions, la réflexion sur les valeurs universelles qui fondent l'Europe en devenir, la solidarité avec les communautés des pays du Sud. Non pas des élites gardiennes des privilèges dans les palais nationaux ou locaux, mais, selon la belle formule de Vitez, "être élitaire pour tous".

Comme en 1945, l'éducation populaire doit être un dialogue parfaitement adapté à son public et comme fait sur mesure. "Rester peuple dans notre vie pour l'être dans notre culture..."<sup>4</sup>.

Pour affronter le XXI<sup>e</sup> siècle, Peuple et Cultures !



### **Notes du chapitre**

1. P. Muller, "Un métier né de la crise : exploitant rural", in *Sociologie du travail*, Dunod, avril 1987.
2. Paradoxalement, il était apparu aux responsables de la Direction du développement culturel que les étudiants ne fréquentaient pas les institutions culturelles avec plus d'assiduité que les autres catégories sociales.
3. B. Eme, J.L. Laville (sous la direction de), *Cohésion sociale et emploi*, Desclée de Brouwer, Paris, 1994.
4. J. Dumazedier, *Le militant d'éducation populaire*, Peuple et Culture, 1947.



# Annexes



## Éléments chronologiques de Peuple et Culture 1945-1995

### 1945

- ▶ Création de Peuple et Culture à Grenoble (dépôt des statuts le 21 février)
- ▶ Composition du premier bureau :
  - président : J. Dumazedier
  - vice-président : P. Lengrand
  - secrétaire général : J. Delarue
  - administrateur : H. Bonnot
  - autres membres : B. et G. Cacérés, Maigne, Michaud, Rovan
- ▶ Peuple et Culture obtient l'agrément d'association nationale d'éducation populaire
- ▶ Conclusion d'un accord avec Travail et Culture qui prévoit une unité d'action totale
- ▶ Création de Peuple et Culture Haute-Savoie
- ▶ Publication du "Manifeste"
- ▶ Session de formation d'animateurs en Algérie

### 1946

- ▶ Premières publications : guides d'éveil culturel, guides de lectures, valises documentaires
- ▶ Premier numéro du "Bulletin de liaison"
- ▶ Création du Centre national de recherches sur l'enseignement des adultes
- ▶ Premiers stages d'entraînement mental
- ▶ Mise en place d'une commission "Rural"
- ▶ Participation de l'équipe nationale à l'organisation d'une session de formation d'animateurs allemands en Forêt Noire

### 1947

- ▶ Mise en place d'une commission "Relations internationales"
- ▶ Affiliation de Peuple et Culture à La Ligue de l'enseignement

### 1948

- ▶ Premier numéro de la revue *DOC* lancée par Peuple et Culture et Travail et Culture
- ▶ Première fiche de lecture

### 1949

- ▶ Première parution de la collection "Regards neufs sur..." *Le tourisme*, de Marc Boyer aux éditions du Seuil

### 1951

- ▶ Agrément de Peuple et Culture par le ministère de l'Éducation nationale
- ▶ Création de Peuple et Culture Corrèze

### 1952

- ▶ Premier voyage culturel : Helsinki pour les XV<sup>e</sup> Jeux olympiques

### 1953

- ▶ Sortie du film "Olympia 52" réalisé par Chris Marker avec la collaboration technique de J. Dumazedier

### 1954

- ▶ Première fiche économique et sociale : "Budget familial et niveau de vie"

### 1955

- ▶ Constitution de l'association "Culture et Télévision" avec Joseph Rovan comme secrétaire général
- ▶ Première fiche musicale

### 1956

- ▶ Premier Congrès national sur le territoire d'une association Peuple et Culture (celle de Valence) sur le thème "La culture sur le lieu de travail"
- ▶ Création de Peuple et Culture Tarn-et-Garonne

**1957**

- ▶ Création de Peuple et Culture Isère
- ▶ Deuxième Congrès national, à Metz, sur le thème : "La formation économique et sociale des travailleurs"

**1958**

- ▶ Première Université d'été à Houlgate

**1959**

- ▶ Création de l'association Peuple et Culture région Nord

**1960**

- ▶ Premier stage "Esthétique de la vie quotidienne"

**1961**

- ▶ Création de "Culture et Développement" avec Michel Dubois comme secrétaire général
- ▶ Des "mis à disposition" du ministère de l'Éducation nationale sont envoyés dans les régions les plus actives
- ▶ Premier stage national rural organisé à Marly le Roi

**1962**

- ▶ Achat et installation du mouvement au 27 rue Cassette, dans le VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris
- ▶ Sortie de *Vers une civilisation du loisir ?*, de Joffre Dumazedier aux éditions du Seuil

**1963**

- ▶ Agrément de Peuple et Culture par le ministère de l'Agriculture
- ▶ Adhésion de Peuple et Culture au FONJEP
- ▶ Premiers stages "congés culturels" organisés par Peuple et Culture Corrèze et Peuple et Culture Tarn-et-Garonne

**1964**

- ▶ Colloque de Bourges sous la direction de J. Dumazedier, sociologue, et André Piatier, économiste (sur la recherche scientifique et le développement culturel)
- ▶ Premiers stages franco-allemands avec le soutien de l'OFAJ
- ▶ Premier stage "rock" dans le cadre des congés culturels pour travailleurs
- ▶ Première parution de *Culture 85*, revue sur le développement culturel
- ▶ Première parution du "BIR", bulletin d'information des responsables de Peuple et Culture
- ▶ Création de l'association départementale des adhérents du Puy-de-Dôme

**1965**

- ▶ Trois postes d'animateurs sont en partie financés par le dispositif FONJEP
- ▶ Premier "week-end administratif et comptable"
- ▶ Premier stage cinéma organisé par Peuple et Culture Nord
- ▶ Congrès national du 20<sup>ème</sup> anniversaire de Peuple et Culture à Grenoble, sur le thème "L'association et ses implications pour une pédagogie et une politique de l'action culturelle"

**1966**

- ▶ Parution, au Seuil, de l'ouvrage *Loisir et culture* (enquête sociologique sur la ville d'Annecy) de J. Dumazedier

**1967**

- ▶ Mise en place des formations préparatoires au diplôme d'état de conseiller d'éducation populaire
- ▶ Création du Groupe d'études et de recherche sur l'éducation des adultes
- ▶ Assemblée générale en novembre : crise institutionnelle, démission du président fondateur, J. Dumazedier, et projet de réorientation politique du mouvement

### 1968

- ▶ Nouveau bureau national avec B. Cacérés comme président, A. Piegay et B. Smagge comme vices-présidents, J. Rovan comme trésorier
- ▶ Mise en place du Centre d'études et de propositions (CEP) dont J. Dumazedier est responsable

### 1970

- ▶ Mise en place des "dîners-débats"
- ▶ Accord de coopération entre Peuple et Culture, Culture et Liberté, Léo Lagrange et la Fédération nationale des foyers ruraux : les associations se dotent d'un comité de travail et envisagent de développer des activités et des organismes communs
- ▶ Mise en place des formations Unipop (Université populaire) : formation entraînement mental pour des cadres ruraux, à Peuple et Culture Corrèze
- ▶ Affiliation à Peuple et Culture du GEREP (Groupe d'études et de recherche sur l'éducation populaire), qui correspond à la première dénomination de Peuple et Culture Loire-Atlantique
- ▶ Premier voyage organisé à l'étranger (à Hanovre) par l'association des adhérents du Puy-de-Dôme
- ▶ Première Université régionale et animation du premier festival culturel et sportif de la ville de Sallaumines, organisés par Peuple et Culture Nord

### 1971

- ▶ Lancement de l'action collective de formation de Sallaumines - Noyelles/Lens par Peuple et Culture Nord

### 1972

- ▶ Réforme statutaire qui institue la représentation des associations régionales à l'Assemblée générale ; Peuple et Culture devient une Fédération
- ▶ Premier "apéritif du formateur"
- ▶ Création d'un centre régional de formation ouvrière (CREFO) à l'initiative de la CFDT, de Culture et Liberté et de PEC Nord

### 1973

- ▶ Peuple et Culture s'inscrit dans la loi de juillet 1971 sur la formation professionnelle et intervient en entreprise
- ▶ Mise en place de "l'école des cadres de Peuple et Culture"
- ▶ L'association des adhérents du Puy-de-Dôme devient Peuple et Culture Auvergne

### 1974

- ▶ Création de l'Ecole (des projets) par Peuple et Culture Isère

### 1975

- ▶ Peuple et Culture Nord s'installe à Ville-neuve d'Ascq

### 1976

- ▶ Première *Lettre aux adhérents*
- ▶ Parution de la 100<sup>e</sup> fiche de lecture
- ▶ Naissance des éditions "Corrèze Buissonnière" créées par Peuple et Culture Corrèze
- ▶ Création de Peuple et Culture Wallonie

### 1977

- ▶ 4<sup>ème</sup> Congrès national organisé à Montauban sur le thème : "L'éducation populaire aujourd'hui, culture et territoire"

**1978**

- ▶ Démarrage de la convention culturelle passée entre Peuple et Culture Corrèze et la municipalité de Tulle
- ▶ Ouverture d'un café-théâtre dans les locaux de Peuple et Culture Auvergne

**1979**

- ▶ Suite à l'Assemblée générale de Rodez, constitution d'une nouvelle équipe dirigeante avec M. Vignal comme président, C. Carrier comme trésorier et B. Smagge comme secrétaire général
- ▶ Départ des fondateurs
- ▶ Création d'un atelier théâtre par Peuple et Culture Corrèze
- ▶ Mise en place, par Peuple et Culture Isère, des Comités d'étude et de proposition (CEP)

**1980**

- ▶ Ve congrès national sur le thème : "Du citoyen à la citoyenneté : quelle culture politique ?", à Annecy
- ▶ Création de l'Association pour le développement et la recherche de l'entraînement mental
- ▶ Renaissance, à Nantes, du GEREP qui, après sa création en 70, était tombé en sommeil

**1981**

- ▶ Journées nationales rurales organisées à Dinard
- ▶ Université d'été de Nancy
- ▶ Création d'un atelier chanson à Peuple et Culture Corrèze
- ▶ Premier numéro d'*Alternatives Paysannes* publié par Peuple et Culture Isère
- ▶ Départ de R. Monségur de Peuple et Culture Isère pour Montpellier
- ▶ Création de l'école pour la formation aux métiers de l'animation par Peuple et Culture Auvergne

**1982**

- ▶ Parution du premier numéro de la revue trimestrielle *Culture*
- ▶ Conférence internationale du Conseil international de l'éducation des adultes (CIEA) organisée en octobre à Paris
  - ▶ Rencontre nationale à Toulouse sur l'éducation populaire dans les pays du Sud
- ▶ Création de l'association Peuple et Culture Languedoc-Roussillon

**1983**

- ▶ Premières rencontres arts plastiques organisées par Peuple et Culture Corrèze
- ▶ Le GEREP devient Peuple et Culture Loire-Atlantique et l'association organise ses premiers stages d'insertion pour les jeunes
- ▶ Première Rencontre méditerranéenne en Languedoc-Roussillon

**1984**

- ▶ Déménagement de Peuple et Culture national rue Saint Maur
- ▶ Premières actions de formation dans le cadre du DEFA mises en place par Peuple et Culture Languedoc-Roussillon

**1985**

- ▶ Premières journées nationales d'hiver en janvier à Marly-le-Roi autour de trois thèmes : "L'éducation aux cultures du monde", "Quelle formation pour quel développement ?", "Les nouveaux mouvements culturels"
- ▶ Création de l'association autonome "Expo média"
- ▶ 40<sup>ème</sup> anniversaire en novembre à Annecy
- ▶ Première rencontre Euromed à Peuple et Culture Languedoc-Roussillon
- ▶ Naissance de l'association Relier en Mayenne à l'initiative de Peuple et Culture Isère

**1985 (suite)**

- ▶ Création de l'IFAD (Institut de formation d'acteurs du développement) sous l'impulsion de Peuple et Culture Loire-Atlantique
- ▶ Développement des formations jeunes "en insertion sociale et professionnelle" à Peuple et Culture Auvergne

**1986**

- ▶ Première session, à Toulouse, du programme de réflexion établi par le Bureau européen pour l'éducation des adultes (BEED) sur le thème "Education des adultes et mutations du travail en Europe"
- ▶ Première promotion de la formation "Exploitant rural" initiée par Peuple et Culture Isère
- ▶ Important développement du secteur formation à Peuple et Culture Loire-Atlantique
- ▶ Congrès départemental organisé par Peuple et Culture Tarn-et-Garonne pour son 30<sup>ème</sup> anniversaire

**1987**

- ▶ Mise en place d'Eurorock à Peuple et Culture Languedoc-Roussillon
- ▶ Premier numéro de la revue *Forum* publiée par Peuple et Culture Isère
- ▶ Création de deux entités départementales en Auvergne : Peuple et Culture Puy-de-Dôme et Peuple et Culture Allier
- ▶ Peuple et Culture Tarn-et-Garonne s'installe à Montauban

**1988**

- ▶ Premières séances des "Droit de questions" lancés par Peuple et Culture Corrèze
- ▶ Première édition Eurock organisée par Peuple et Culture Puy-de-Dôme

**1989**

- ▶ A l'Assemblée générale de janvier, réforme statutaire : création d'un collège des Adhérents individuels ;
- ▶ Reconnaissance des associations de l'Allier et du Puy-de-Dôme par la structure nationale
- ▶ Premier numéro de *La Lettre de Peuple et Culture*
- ▶ Assemblée générale de Nîmes en décembre : J.F. Chosson est élu président
- ▶ Peuple et Culture Languedoc-Roussillon crée les espaces IFAD (Information Formation Animation Développement)

**1990**

- ▶ Départ de B. Smaghe et reconstitution de l'équipe salariée nationale
- ▶ Redémarrage des Universités d'été : en septembre à Marly-le-Roi
- ▶ Mise en place progressive des groupes de travail nationaux : développement local, culture, international
- ▶ Peuple et Culture Languedoc-Roussillon organise une Université d'été sur "Les arts de la table et du vin dans la société languedocienne"

**1991**

- ▶ Colloque "En marge des dispositifs, participer à la ville" organisé avec l'ADELS à Cournon en octobre
- ▶ Colloque sur le thème "De l'éducation populaire à l'éducation permanente"
- ▶ Université d'été de Saint-Prix
- ▶ Peuple et Culture Corrèze met en place un partenariat avec le musée du Cloître et la galerie de prêt artothèque du Limousin
- ▶ Deux Universités d'été sur "Les arts de la table et du vin" sont organisées par Peuple et Culture Languedoc-Roussillon

**1991 (suite)**

- ▶ Les IFAD de Peuple et Culture Languedoc-Roussillon deviennent des structures autonomes
- ▶ Le conseil d'administration de Peuple et Culture Loire-Atlantique décide d'interrompre les actions de formation

**1992**

- ▶ Premier échange tri-national organisé avec la Russie
- ▶ Démarrage de la formation nationale "Pédagogie du voyage"
- ▶ Parution du premier ouvrage de la collection "Histoires de vie" : *Méthodologie des histoires de vie en formation de formateurs*
- ▶ Organisation par Peuple et Culture Corrèze, en partenariat avec La Ligue de l'enseignement, du colloque national "Territoires ruraux, culture, développement"
- ▶ Université d'été "Des saveurs au savoir" organisée par Peuple et Culture Languedoc-Roussillon
- ▶ Transfert de la formation "Exploitant rural" en Ardèche et création de l'association ASFODEL
- ▶ Mise en place d'un atelier de réflexion sur l'exclusion à Peuple et Culture Loire-Atlantique

**1993**

- ▶ Assemblée générale de février : réforme statutaire ; Peuple et Culture devient une Union
- ▶ Première session de formation à la médiation culturelle mise en place par la Direction au développement et à la formations du ministère de la Culture, en partenariat avec six fédérations d'éducation populaire, dont Peuple et Culture

**1993 (suite)**

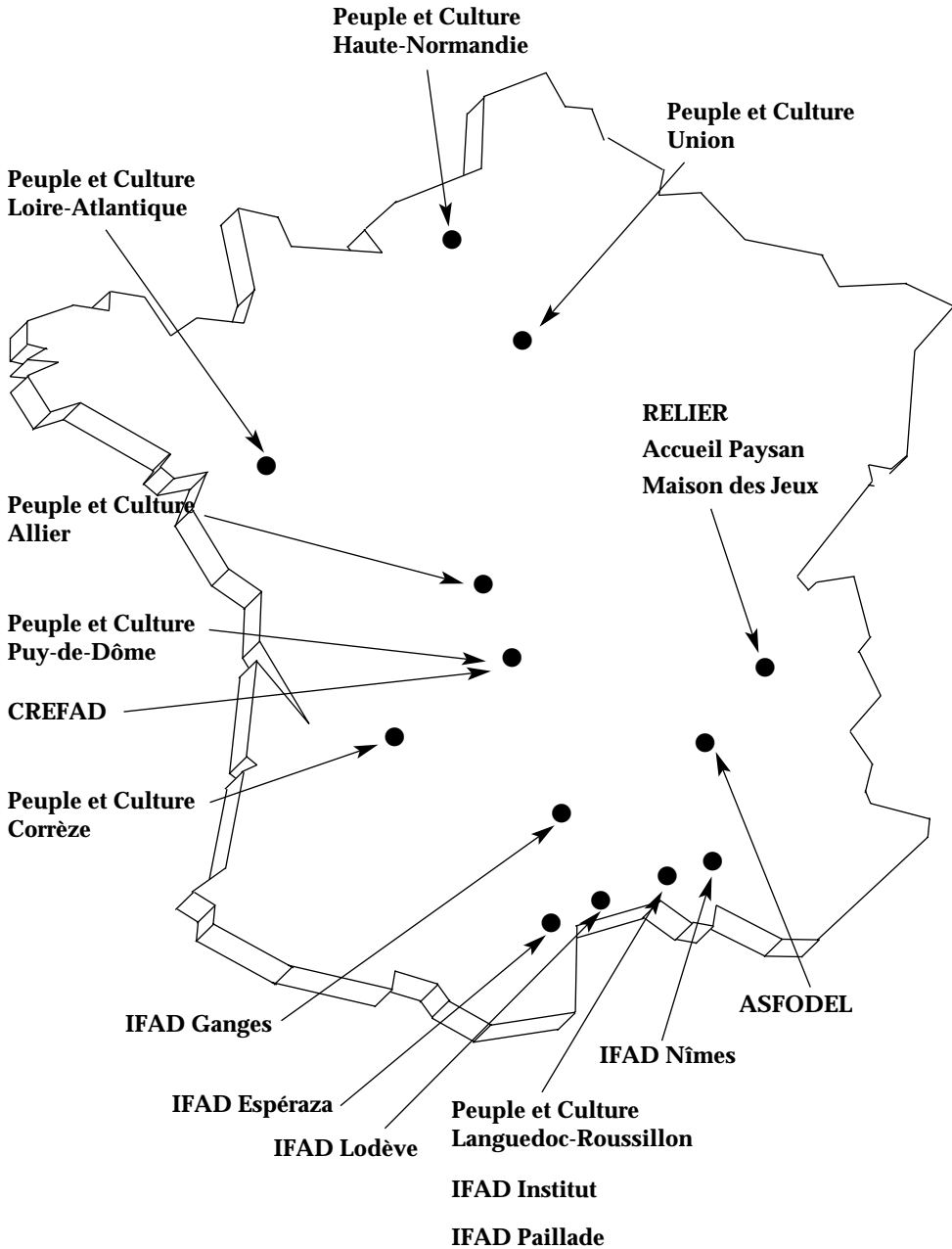
- ▶ Journée nationale sur le thème "Culture et médiation culturelle" à Paris
- ▶ Démultiplication de la formation "Exploitant rural", projet soutenu par la DATAR
- ▶ Disparition de l'Ecole des projets créée par Peuple et Culture Isère
- ▶ Université d'été de Gourdon sur le thème "Perspectives internationales : des réalités interculturelles aux enjeux géopolitiques"

**1994**

- ▶ Reprise des formations "médiateur culturel" et "Beatep tourisme en économie sociale" à Peuple et Culture Isère
- ▶ Peuple et Culture Auvergne se substitue au CREFAD
- ▶ Démarrage d'un cycle de soirées-débat à Paris sur le thème du 50<sup>ème</sup> anniversaire
- ▶ Université d'été à Saint-Marc-sur-Mer, en préparation du 50<sup>ème</sup> anniversaire, sur le thème "Partage du travail, partage de la culture, partage de l'espace public ?"



# Réseau Peuple et Culture





*Jean-François Chosson est professeur d'études politiques et président de Peuple et Culture depuis 1989.*

Peuple et Culture a 50 ans.

A cette occasion, le Peuple et Culture d'aujourd'hui, sous la houlette de son président, a voulu tenter une "contribution à l'histoire".

Loin de prétendre à l'exhaustivité ou même à la véracité, ce récit propose une mise en cohérence entre l'histoire de Peuple et Culture et l'histoire plus vaste de l'éducation populaire ou, plus généralement, des institutions sociales, culturelles et éducatives françaises.

L'histoire de Peuple et Culture, véritable microcosme social, est semblable à celle d'une société au sein de la société globale. Son évolution n'a jamais été étrangère à celle de la France : elle s'en est nourrie, a su saisir les opportunités pour conforter son dessein, s'y est opposée parfois et a ainsi contribué, avec d'autres, à en modifier le cours.

L'histoire de ce demi-siècle est celle d'une quête incessante, semée d'embûches et de victoires, au service de l'éducation populaire.

Elle a été porteuse d'un même combat : la lutte obstinée contre la tyrannie du diplôme initial et pour la promotion d'élites issues du peuple, contre les inégalités culturelles et pour le droit au savoir tout au long de l'existence.

Ce sont ces innovations que cet ouvrage a donc choisi de retracer.

Couverture : Congrès de Valence, 1956

Photographie : Jeannine Garane

Photographie ci-dessus : Jean-Luc Menu

Maquette : Cathy Vivodtzev

ISBN : 2-909674-03-7